

Les fins d'empires : le dernier vice-roi des Indes

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14797 - 7 F

MARDI 25 AOUT 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Violences allemandes

Elles existent en France, en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas, et même en Suède, mais les émeutes à caractère xénophobe ou les manifestations violentes de groupes d'extrême droite suscitant immédiatement d'inquiétudes - pour des raisons historiques évidentes - lorsqu'elles se produisent en Allemagne. N'hésitant pas à « grossir » au cas échéant les événements, certains y décelent néanmoins la résurgence de l'idéologie nazie et nourrissent ainsi cette « peur de la Grande Allemagne » - un spectre avancé aussi par des partisans du « non » à Maastricht.

Samedi et dimanche, quelques centaines de jeunes ont tenté d'investir à coups de pierres et de cocktails Molotov un foyer de demandeurs d'asile (roumains et polonais dans leur majorité) à Rostock, un port touristique du nord de l'ex-RDA. La police a finalement réussi à repousser l'assaut, en dépit de la présence de milliers d'habitants qui étaient venus - spectacle peu digne - applaudir l'action des « crânes rasés ». Ces violences sont les plus graves depuis les émeutes de Hoyerswerda, en Saxe, en septembre 1991.

DEPUIS la réunification, le mécontentement grandit - surtout dans l'est de l'Allemagne, économiquement meurtri - à l'égard des réfugiés soupçonnés d'être attirés par les avantages d'un système social moderne. Plus de 2 500 agressions contre des étrangers ont été recensées en 1991. Mais le problème de l'immigration se pose chez nos voisins d'une façon beaucoup plus dramatique qu'ailleurs. L'Allemagne, a accueilli l'année dernière plus de 250 000 demandeurs d'asile. Pour le premier semestre 1992, on en dénombre déjà 180 000. 200 000 ressortissants des républiques de l'ex-Yougoslavie y ont trouvé refuge depuis le début de la guerre. L'examen des demandes d'asile est une procédure longue et bureaucratique qui pouvait prendre des mois, voire des années, avant que le requérant ait épuisé toutes les possibilités juridiques. En juin, le Bundestag avait décidé de réduire le délai à six semaines. Mais, faute de moyens, cette volonté est restée lettre morte. Submergée par cet afflux d'étrangers en provenance de toute l'Europe de l'est et de l'ex-Union soviétique, où se mêlent Allemands de souche, réfugiés politiques et migrants économiques, l'Allemagne peut-elle maintenant indéfiniment sa politique - libérale - actuelle ? Non, répondent le chancelier Helmut Kohl et la CDU, qui avaient cependant besoin du soutien de l'opposition social-démocrate (SPD) pour modifier la Constitution.

D'ABORD opposé à un durcissement de la politique d'asile, le SPD vient d'opérer un revirement de taille. Samedi, le président du parti, M. Björn Engholm, a en effet déclaré que l'immigration devait être désormais « contrôlée », et que les demandeurs d'asile ne pouvant pas prouver, par exemple, qu'ils sont victimes de persécutions devaient être immédiatement expulsés. Des discussions vont donc rapidement s'engager avec le gouvernement sur une révision de la Loi fondamentale. M. Engholm et les dirigeants du SPD ont été obligés de tenir compte d'une opinion publique qui, y compris dans les régions à majorité social-démocrate, réclame une politique d'immigration plus restrictive.

M0147 - 0825 0 - 7.00 F



A l'approche de la conférence de Londres

Les Bosniaques tentent de briser l'encerclement de Sarajevo

Sur l'ordre de leur président, les forces régulières de Bosnie ont lancé une offensive, qui se poursuivait lundi 24 août, pour essayer de percer les lignes serbes qui encerclent Sarajevo. Les milices serbes ont répliqué par de meurtriers pilonnages d'artillerie sur la capitale bosniaque. Les combats du week-end ont

fait une cinquantaine de morts et plus de deux cents blessés, selon un bilan provisoire. A deux jours de la conférence internationale de Londres sur l'ex-Yougoslavie, les trois communautés de Bosnie, serbes, croates et musulmans, campent sur des positions politiques intransigeantes.

« La pire journée... »

SARAJEVO
de notre envoyée spéciale

Sarajevo était, dimanche 23 août, une capitale fantôme secouée quasiment sans interruption par les explosions d'obus et les tirs nourris des francs-tireurs. A la veille du départ de la délégation bosniaque pour la conférence de paix de Londres, les combattants des deux bords se sont déchaînés, les forces bosniaques tentant d'avancer sur l'isthme, un verrou serbe à la sortie-ouest de la ville. L'intensité des bombardements dans cette zone proche de l'aéroport a provoqué une interruption de deux heures du pont-aérien humanitaire de l'ONU, avant que le trafic soit de nouveau arrêté en milieu d'après-midi, le pluie et le vent balayant la région.

Toute la matinée, des obus de mortiers se sont abattus sur la zone de la présidence, en plein centre-ville, contraignant les habitants pris au piège à se réfugier dans les abris de fortune. « C'est la pire journée depuis le début de la guerre », affirmait ainsi Gordana, une journaliste surprise par les bombardements en arrivant à son bureau au milieu de la présidence. « Les débris volaient partout quand le bus est arrivé, et j'ai dû attendre une heure dans un magasin pour rejoindre mon bureau situé pourtant à 200 mètres à peine. »

Refuge pour des personnes déplacées et deux cent cinquante étudiants étrangers, une majorité arabes, qui attendent toujours un hypothétique départ, la Maison des étudiants a été atteinte de plein fouet. Un étudiant syrien et une jeune Bosniaque ont été déshabillés dans leurs chambres, et plusieurs femmes et enfants blessés dans les corridors où ils tentaient de s'abriter. Touchés aussi, un hôtel et une usine de produits pharmaceutiques étaient en feu, alors que l'ancien siège du gouvernement était frappé de neuf obus en quelques minutes. Rien qu'entre 10 heures du matin et 14 heures, l'hôpital Kosovo a reçu plus de soixante-quinze blessés. Et à la morgue, gisaient trente-trois cadavres, dont seize pour la seule matinée. En milieu d'après-midi, tous les chirurgiens étaient encore en salle d'opération.

FRANÇOISE CHIPAUX
Lire la suite
et nos informations page 4

Le cyclone « Andrew » en Floride

L'évacuation d'un million de personnes a été ordonnée sur la côte sud-est de la Floride où le cyclone tropical « Andrew » était attendu avec inquiétude lundi 24 août.

page 22

Canada : accord de principe sur la réforme constitutionnelle

Soucieux d'éviter que le Québec n'organise un référendum sur sa souveraineté en octobre, les principaux responsables politiques canadiens ont conclu avec lui, samedi 22 août, un accord de principe visant à réformer en profondeur la Constitution du pays.

page 8

Reprise des négociations sur le Proche-Orient

Les négociations bilatérales de paix israélo-arabes devaient reprendre lundi 24 août à Washington, après plus de deux mois d'interruption, dans un climat qui devrait favoriser des mesures de libéralisation décidées, dimanche 23 août, par le gouvernement israélien.

page 3

Elections boycottées au Liban



Lire page 3 l'article de LUCIEN GEORGE

La cible Mitterrand

Les adversaires du traité de Maastricht appellent à un vote-sanction contre le chef de l'Etat

par Patrick Jarreau

Les partisans du « non » au traité de Maastricht auraient-ils masqué leur « pain blanc » ? Après avoir bénéficié de la curiosité qu'inspirent les hérétiques, profité de la place médiatique que leur ont abandonnée les tenants du « oui » pendant l'été et tiré argument de l'impuissance européenne face à la guerre dans l'ancienne Yougoslavie, les adversaires de l'Union européenne semblent redouter que les quatre semaines de campagne qui commencent maintenant leur soient moins favorables. Ils espèrent désormais que le président de la République ne pourra éviter d'intervenir dans la campagne et de s'exposer au vote-sanction dont le référendum du 20 septembre offre l'occasion.

M. Philippe de Villiers expliquait, la semaine dernière, que

l'engagement de M. François Mitterrand dans le débat serait « la seconde chance » du « non ». M. Jean-Marie Le Pen tente de surenchérir, sur le même registre, par l'outrance. M^{me} Marie-France Garaud veut aller débusquer le président de la République, afin de faire jouer contre lui - et contre Maastricht - la logique plébiscitaire dont tout référendum voulu par le chef de l'Etat est virtuellement porteur.

M. Mitterrand s'est prému contre ce danger en affirmant, dès la signature du décret convoquant les électeurs, le 1^{er} juillet dernier, que, le 20 septembre au soir, il n'y aura pas « un camp vainqueur face à un camp vaincu », puis en précisant, le 14 juillet : « Je ne suis pas en cause dans cette affaire (...), ni avec le « oui », ni avec le « non ».

Lire la suite page 8

La grande rafle de la zone libre

Il y a cinquante ans, Vichy livrait aux Allemands plus de dix mille juifs étrangers réfugiés au sud de la ligne de démarcation

par Serge Klarsfeld

Le 26 août 1942 fut déclenchée, à travers les quelque quarante départements de la zone non occupée, une opération policière d'une ampleur exceptionnelle dans l'histoire de notre pays, visant des milliers de familles juives étrangères.

Six semaines après la grande rafle de la zone occupée (dont celle de la région parisienne, le 16 juillet, connue sous le nom de rafle du Vél d'Hiv), fut l'épisode le plus dramatique, la grande rafle de la zone libre allait consacrer définitivement, d'une part, le déshonneur du régime de Vichy, livrant à la Gestapo des juifs se trouvant dans un territoire hors de la portée directe des Allemands, d'autre part, le réveil de l'opinion publique prenant racine dans le parti des victimes et

empêchant le gouvernement Laval de s'enfoncer encore plus profondément dans la complicité criminelle avec le Reich.

Si les juifs en zone libre n'avaient pas été épargnés, ce n'était pas à l'initiative des Allemands mais à celle de Vichy. Le 7 mai, à Paris, quand le chef de la police du Reich, Heydrich, avait évoqué devant lui la prochaine déportation de 3 000 juifs apatrides internés en zone occupée, le nouveau chef de la police française, René Bousquet, avait répondu en demandant pourquoi ne pas prendre aussi les juifs apatrides déjà internés par Vichy en zone libre. La question avait été laissée en suspens du côté allemand. La décision de mettre en œuvre immédiatement la solution finale à l'Ouest par la déportation à l'Est ayant été prise le 11 juin à Berlin, les chefs SS à

Paris, Oberg et Knochen, ont fait pression sur Bousquet, qui accepta le 16 juin le principe de la livraison de 10 000 juifs apatrides de zone libre.

Le 4 juillet, Laval est venu à Paris confirmer aux Allemands l'accord conclu l'avant-veille entre Bousquet et ses interlocuteurs SS : dans un premier temps, la police française arrêterait les juifs apatrides et leurs enfants dans les deux zones et les mettrait à la disposition de la Gestapo pour la déportation à Auschwitz. « Il faut distinguer entre juifs français et déshérités expédiés par les Allemands eux-mêmes », venait de déclarer, la veille, Laval en conseil des ministres.

Lire la suite page 10

Serge Klarsfeld est président de l'association Les fils et filles des déportés juifs de France.

PIERRE GRIMAL



MEMOIRES D'AGRIPPINE

Pierre Grimal

MEMOIRES D'AGRIPPINE. La passion du pouvoir, enjeu suprême, au prix de tous les crimes, dans un décor d'oracles et de signes prémonitoires, est le fil conducteur de ces extraordinaires Mémoires d'Agrippine, l'une des figures clés de l'histoire de Rome.

Préface de Tzvetan Todorov - Le Figaro littéraire

ÉDITIONS DE FALLOIS/AUTOMNE 1992

Chute des Bourses avec le dollar

Les banques centrales sont de nouveau intervenues lundi. La plongée du billet vert fragilise les marchés financiers européens.

page 13

L'ÉCONOMIE

■ Cinéma-télévision : le t'as-tu, moi non plus. ■ Les vins français menacés aux Pays-Bas. ■ Les héritiers du COCOM.

pages 16 et 17

Le sommaire complet se trouve page 22

LES FINES D'EMPIRES

Le 31 mars 1947 débarque dans l'Inde des émeutes et des règlements de comptes entre musulmans et hindous une sorte de Cary Grant flanqué d'une épouse qui donnait des fous rires à Nehru : lord Mountbatten, le dernier vice-roi. Il va rendre avec panache l'ultime hommage des Britanniques à leur Empire du thé au lait, de la conduite à gauche et du cricket, bâti sur deux siècles et qui avait dominé le tiers de la planète.

Par ANTHONY ROWLEY

Bien sûr, il y eut des signes avant-coureurs. On en trouve toujours, après coup. Le 31 décembre 1944, des astrologues s'étaient inquiétés que plusieurs étoiles de la constellation du Singe ne fussent plus visibles, phénomène de mauvais augure pour l'année nouvelle. Aussitôt, on compulsa les éphémérides du temps de guerre pour découvrir une nouvelle plus affligeante encore : la malédiction du chiffre 9 pesait sur l'Inde. Le 7 avril 1942 (soit $7 + 4 + 1 + 9 + 4 + 2 = 27$, c'est-à-dire 3 fois 9 ou plus 2), Gandhi avait opposé une fin de non-recevoir au projet élaboré neuf jours plus tôt par Sir Stafford Cripps. Pourtant, l'envoyé spécial de Churchill était venu annoncer la promulgation d'une nouvelle Constitution après la fin de la guerre. En plus, cet ami personnel de Gandhi et du docteur Azad, le chef du Parti du Congrès, avait obtenu une concession de taille de la part du Lion britannique : l'Inde accèderait au statut de *dominion*, première étape vers une indépendance réclamée depuis vingt-cinq ans.

Mais comment espérer une issue favorable lorsqu'on est soumis à la magie du nombre 9, le symbole d'un monde sans avenir et sans passé, puisque tout nombre multiplié par 9 puis décompté chiffre par chiffre à 9 pour résultat ? Des choses aussi sérieuses ne s'écrivent jamais. A Lahore, un groupe d'officiers de la *black watch* (la garde écossaise du roi) avait vainement tenté d'en informer les experts venus de Londres : « Vous espérez accomplir ce que lord Durham a réussi pour le Canada, mais le Commonwealth est un club conçu par des Blancs fiers d'Aristote. Ici, on prend les gens au mot. Votre dominion sent trop le tour de passe-passe d'un pays qui doute de sa puissance. Et chacun sait que le doute engendre le malheur et que le malheur d'un peuple est qu'il ne se discerne plus d'avenir. Voilà pourquoi votre mission est maudite. »

De fait, à la fin de la guerre, trois ans plus tard, on était pratiquement au point mort. Aux slogans de Gandhi et de Jinnah réclamant le départ des Britanniques avec ou sans partition du pays, les défenseurs de l'Union Jack répondaient qu'ils avaient sauvé non seulement la colonie indienne, mais les Etats des maharajahs. Personne n'était vraiment dupe, mais, à Londres comme à Delhi, tout le monde jouait le jeu. Churchill ne tenait pas à ouvrir un dossier « indépendance » alors qu'il fallait relever la Grande-Bretagne de ses ruines, et il affirmait sa confiance au vainqueur de la Birmanie, lord Archibald Wavell, vice-roi des Indes depuis 1943. Celui-ci recevait fort courtoisement les délégués du Congrès pour leur raconter l'épopée sanglante de lord Ellenborough, l'homme qui avait vengé le désastre de la Khaiber Pass, où 16 000 soldats avaient péri. A bon entendeur... De leur côté, les diplomates britanniques s'en tenaient plus que jamais aux principes du mémorandum Nicolson de 1920 : les Indes sont la clef de la présence anglaise en Asie, et l'Asie le joyau de la couronne impériale.

Le calme règne à Delhi, et Wavell se permet d'élargir Nehru et sept de ses compagnons. L'échec de la conférence de Simla, en ce même mois de juin 1945, ne vient-il pas de conforter les partisans de l'immobilisme impérial ? C'était négliger la force des symboles, surtout s'ils se trouvent conjugués à une brusque modification du rapport des forces par les hasards du calendrier électoral. Le 26 juillet, le travailliste Clement Attlee devient premier ministre et s'envoie la conférence interalliée qui doit décider du sort de l'Allemagne. A son arrivée, deux mauvaises nouvelles l'attendent. Harry Truman, le successeur de Roosevelt, l'informe que les Etats-Unis suspendront les accords prêt-bail sous un mois. Les Britanniques devront régler une facture de 27 milliards de dollars, l'équivalent d'une décennie d'exodents financiers à l'époque béate de Victoria. Au même moment, les Indiens ont le mauvais goût de signaler qu'ils détiennent plus de 1 milliard de livres sterling de créances sur la balance des paiements britanniques. A quinze ans de distance, Gandhi et ses amis sont en passe de gagner la bataille du sel.

Le sel ? L'élément indispensable à la survie d'un homme. Et l'argent est le sel des économies modernes. Gandhi le savait déjà quand, en avril 1930, il avait ramassé une poignée de sel sur la plage de Dandi. A l'époque, les Britanniques

détenaient le monopole de son commerce ; s'emparer d'une livre de sel, c'était conquérir un peu de pouvoir. Cette fois, il n'était plus possible d'imaginer, comme en 1918, que la vie confortable reprendrait son cours une fois déblayés les décombres et enterrés les morts. Plus question d'un nouvel Indian Act, modèle 1919 révisé, qui préserverait la *pax britannica*. Sans argent, plus d'Empire.

Les Britanniques étaient pourtant fort éloignés de ces préoccupations. Pendant deux jours et deux nuits, ils avaient fêté la capitulation du Japon. Attlee pouvait bien leur annoncer des mesures de restriction supplémentaires sur le bacon, les cigarettes ou l'essence, cela faisait dix ans que les Anglais se serraient la ceinture. Alors, un cran de plus... on venait après le *Te Deum* de la victoire. Ce 16 septembre 1945, peu importe que les journaux bruissent d'une indépendance prochaine accordée à l'Inde : tous les cours sont tournés vers l'abbaye de Westminster. Et, au moment où retentit la fanfare des troupes coloniales, casques de cuivre rutilants et uniformes rouges flamboyants neufs, nombre de spectateurs se souviennent qu'ils étaient dans ces mêmes rues, cinquante ans plus tôt, pour assister à la parade du jubilé de diamant de la reine Victoria.

Tout l'Empire était alors présent, depuis les Gurkhas du 2^e Punjab jusqu'aux troupes montées australiennes, dans leurs curieux uniformes gris. En 1897, les Anglais venaient contempler et offrir au monde l'image d'un pays qui avait imposé sa langue, ses machines, son argent et sa justice au tiers de la planète. Même s'ils se disaient rationalistes, comment ces gens n'auraient-ils pas cru que le miracle de Josué se répéterait pour eux ? La course du soleil - autrement dit, l'Histoire - s'arrêterait à son zénith et les sujets de Victoria passeraient le reste de leur âge à profiter de ce paradis. Pour parler de

grès du niveau de vie ne pouvaient donc compenser l'absence de communauté politique. C'était à désespérer d'avoir déployé tant d'efforts pour « coaguler en une grande race ces peuples si différents ». Ce trouble s'accompagna très vite d'une prodigieuse lassitude impériale, comme si les Britanniques avaient souhaité vérifier les sombres prophéties des astrologues indiens. De novembre 1945 à l'été 1946, mutineries, émeutes et coups de main se succédèrent sous l'œil tantôt indifférent, tantôt méprisant des troupes britanniques. Celles-ci semblaient atteintes d'une délation morose. Du 16 au 19 août 1946, des hordes de musulmans et d'hindous ravagèrent Calcutta, faisant au moins 10 000 morts et brûlant tout ce qui était de couleur blanche « puisque le blanc, ce n'était pas une preuve d'existence ». C'est seulement à la dernière extrémité, devant la menace d'un embrasement général, que les automobilistes et les fantassins nettoyaient la ville.

Voir la Grande-Bretagne ravalée au rang des autres nations était inimaginable. Il fallait au moins trouver un substitut politique acceptable et un homme qui pût sauver la face d'un pays sorti victorieusement de deux guerres mondiales. De ce point de vue, le Commonwealth et la nomination de lord Louis Mountbatten comme vice-roi des Indes en février 1947 furent deux soubaines. L'admission au sein du Commonwealth fut présentée comme un signe de civilisation aux anciens peuples colonisés et comme une garantie d'influence commerciale, financière, culturelle aux Britanniques.

un travailiste plébien pour l'intérêt général. Lord Louis Mountbatten incarnait la Grande-Bretagne sûre d'elle-même, attentive aux malheurs des pauvres et soucieuse de l'éveil des peuples du tiers monde. Il ne pouvait déroger. Donc, la décolonisation s'opérerait de manière exemplaire.

L'entrée en fonctions de Mountbatten coïncida en fait avec la dépossession du problème impérial au profit des deux nouveaux Grands, les Etats-Unis et l'URSS. Pourtant, en désignant ce prestigieux juge de paix, les Britanniques avaient adressé un triple message à la communauté internationale. Aux peuples de l'Empire, ils rappelaient que Londres semblait seul en position d'établir les principes d'une coexistence pacifique entre des peuples divisés par des haines religieuses et sociales. Aux Français, ces éternels rivaux qui avaient le culte de redresser la tête trois ans après avoir été défaits des Allemands par les Anglo-Saxons, ils montraient comment assurer une transition impériale au moment où Paris s'enlisait dans le bier indochinois. Les journaux britanniques ne se privaient d'ailleurs pas d'opposer la morgue du moine-amiral Thierry d'Arbouin au charme de l'amiral Mountbatten : l'un était le vieil antagonisme naval franco-britannique à toujours été un excellent moyen pour les Anglais de se rassurer sur leur supériorité. Enfin, il fallait convaincre les Américains que le Royaume-Uni était bien le brillant second du nouvel empereur du monde. Le savoir-faire diplomatique des Britanniques devait leur donner un statut de conseiller privilégié, ce qui sauvegarderait leur influence sur les affaires planétaires, en dépit de leur fragilité économique et stratégique. Londres se voyait la nouvelle Athènes d'un Empire romain installé à Washington.

Hélas, les Anglais n'eurent même pas le temps de rêver. Les Américains approuvaient en effet plus que des doutes sur la solidité de leur allié. Ils avaient constaté de visu l'effacement physique d'une population soumise depuis six ans à un rationnement draconien. Comment compter sur un pays où les pnb et les usines étaient éclairés à la bougie ? La décision définitive du gouvernement britannique de se retirer des Indes prit contre-Atlanique les allures d'un aveu.

Amateurs de raccourcis historiques, les Américains en conclurent que tout l'Empire allait s'effondrer rapidement et que ce retrait laisserait d'immenses vides politiques où s'engouffrerait l'idéologie corruptrice du communisme. Désormais, il fallait agir vite, sans prendre de gants avec l'ami anglais.

Pendant que lord Mountbatten faisait route vers Bombay, le président Truman annonçait le 12 mars au Congrès son intention de prendre la relève du Royaume-Uni pour défendre les intérêts occidentaux en Grèce et en Turquie. Le message fut parfaitement reçu en Inde et à Moscou. L'Inde n'est plus chassée par le vice-roi posé le pied sur ses épaules, les émeutes et les règlements de comptes commencent. Ils devaient durer sept mois et faire au moins 600 000 victimes. Tout cela sous le regard des Soviétiques, qui voient d'un œil soupçonneux le retrait britannique dans le contexte de la guerre froide en train de se mettre en place. De « démocrate progressiste », Nehru devient un « bourgeois fort réactionnaire » dans un article confidentiel daté de juillet 1947. En fait première mouture du fameux rapport Jdanov de septembre, qui officialiserait la coupe du monde en deux blocs.

Coincés entre la sollicitude envahissante des Américains, l'hostilité des Soviétiques et la méfiance des Indiens, les Britanniques retrouvent leurs vieux réflexes. L'essentiel est de partir dignement, sans un regard nostalgique ou compatissant, dans l'espoir de sauvegarder l'essentiel : le rang international du pays. L'idée romantique d'une communauté des peuples anglophones qui unirait les *Benjis* aux *Canadiens* et les *Ghanés* aux *Américains* n'effleure même pas les Britanniques. Ils détestent trop les contraintes institutionnelles pour supporter davantage qu'un Commonwealth aux contours flous. L'indépendance est un mot à double tranchant : vingt ans après une victoire triomphale, il n'y a plus un soldat britannique en Asie, même à l'occasion du plus grand conflit de l'après-guerre, au Vietnam ; quarante ans plus tard, l'Inde représente à peine 1 % des échanges extérieurs anglais.

Pourtant, l'incompréhension réciproque ne s'est jamais installée. Qu'ils aient vu les Indes, confortablement calés dans leur fauteuil, au travers du prisme tendu par Somerset Maugham, ou qu'ils évoquent intérieurement devant leurs enfants le parfum, les couleurs et les bruits de cet univers - allant parfois jusqu'à parler en ourdon à leur chat persan - les Britanniques n'ont pas pu, ni voulu, se défaire de la magie des Indes. C'est peut-être cela aussi la malédiction du chiffre 9, celle du temps où l'Angleterre dominait le monde.

POUR EN SAVOIR PLUS

- *End of the British Empire. The Historical Debate*, de Peter Darwin, Basil and Blackwell, 1991.
- *De l'Empire britannique au Commonwealth*, d'Henri Girard, Armand Colin, 1971.
- *Pursuit of Greatness*, de Roger Holland, Fontana, 1991.
- *Britannia Overruled*, de David Reynolds, Longman, 1991.

31. - Le dernier vice-roi des Indes



Bain de foule pour lord Louis Mountbatten et lady Edwina le 22 août 1947, une semaine après la proclamation de l'indépendance de l'Union indienne.

déclin inéluctable, comme le crépuscule après le zénith, il fallait avoir l'aplomb de Rudyard Kipling, capable d'écrire la *Legion disparue* et le poème *Recessionnal*, où, après avoir assisté au défilé du jubilé, il évoquait ces civilisations persuadées d'être seules au monde, sortes de « Terres des Dieux », inviolables jusqu'à la veille de leur disparition.

On imagine le désarroi d'une opinion bercée par ce genre de souvenirs. Elle était convaincue depuis trois générations que la progression des taches rouges sur les cartes des écoles primaires illustrait l'avancée de la civilisation : « Our special position, our peculiar way of life », autant de leitmotive simplistes d'une certitude : la supériorité du modèle britannique. Chacun était persuadé que la présence anglaise aux Indes - et ailleurs - avait évité des massacres interethniques, soulagé la misère d'une multitude d'analphabètes, préparé l'essor économique de ces pays grâce au libre-échange et posé les bases d'une future démocratie.

Et voici que les délégués du Congrès panafricain venaient dénoncer à Manchester l'impérialisme britannique. L'autonomie ou les pro-

Les Anglais mettaient sur le même plan satisfaction de prestige, efficacité stratégique et importance économique. Le Commonwealth prolongeait la vision impériale d'un monde où le moindre noyau de Britanniques devait pouvoir être rattaché à l'île, par bateau, par téléphone ou par la lecture de la presse quotidienne. Un tel état d'esprit incitait les diplomates à cultiver le statu quo ainsi que tous les responsables à considérer que la décolonisation (comme la colonisation pour leurs grands-pères) était une activité mieux un sport, où le génie national donnait sa mesure autant qu'avec la chasse au renard.

Par chance, il y avait lord Mountbatten, sorte de Cary Grant qui eût été baptisé à la chapelle royale de Windsor et eût joué dans une pièce de Noel Coward filmée par les studios de la RKO. Neveu du roi George, il avait été partisan de la reconquête de la Birmanie, en tant que commandant en chef des troupes alliées dans le Sud-Est asiatique. Il était aussi à l'aise dans ses costumes croisés, lorsqu'il se penchait avec attention et un rien de retenue vers Gandhi, que dans son grand manteau rebrodé d'hermine de vice-roi, les yeux perdus dans le vague. Epoux d'une Edwina ravissante qui donnait des fous rires à Nehru, il avait accepté de collaborer avec

ÉTRANGER

Le Monde • Mardi 25 août 1992 3

A la veille de la reprise à Washington des pourparlers sur la paix au Proche-Orient

Israël a multiplié les gestes de bonne volonté

A la veille de l'ouverture, prévue lundi 24 août à Washington, de la sixième session des négociations multilatérales sur la paix au Proche-Orient, Israël a multiplié les signes de bonne volonté.

Les autorités israéliennes ont annoncé dimanche une série de mesures en faveur des Palestiniens, destinées à améliorer l'atmosphère au sein de la population arabe de Cisjordanie et de la bande de Gaza. Ces mesures ont été étudiées avec les membres des forces de sécurité, chargés de la lutte contre le terrorisme et seront appliquées progressivement, a précisé un communiqué de la présidence du Conseil.

Ainsi, huit cents prisonniers palestiniens qui ont purgé les deux tiers de leur peine et qui ne sont pas impliqués dans des crimes de sang seront prochainement libérés. Les maisons murées à titre répressif par l'armée israélienne depuis plus de cinq ans dans les territoires occupés, pourront être réouvertes, de même que les routes des localités palestiniennes bloquées par l'armée à la suite d'incidents liés à l'intifada.

Le communiqué indique également, que désormais les Palestiniens âgés de plus de cinquante ans ne seront plus obligés de se munir d'une



autorisation d'accès pour entrer en Israël. Auparavant, seuls les Palestiniens âgés de plus de soixante ans en étaient dispensés. Le premier ministre, M. Yitzhak Rabin, envisagerait,

par ailleurs, d'autoriser la reprise des cours dans des universités et le fonctionnement d'instituts de recherche palestiniens, d'assouplir les mesures restreignant l'activité politique dans

les territoires occupés et d'intensifier les procédures de bannissement contre les Palestiniens pendant la durée des pourparlers de paix.

D'ores et déjà, pour la première fois depuis 1967, une commission consultative militaire israélienne a commencé, dimanche, à examiner un appel présenté par deux Palestiniens expulsés il y a dix-huit et vingt-deux ans et qui souhaitent rester en Cisjordanie occupée.

Par ailleurs, la délégation palestinienne aux négociations de paix avec Israël est partie dimanche pour Washington avec quarante-huit membres de retard, à la suite de «tracasseries humiliantes» dont elle affirme avoir été l'objet de la part des autorités israéliennes (le Monde daté 23 et 24 août).

Selon le porte-parole de la délégation, M^{me} Hanane Ashraoui, un accord est intervenu par le biais des Américains avec les «plus hautes autorités israéliennes», aux termes duquel les Palestiniens seront traités comme une «délégation à part entière». Un protocole devrait être signé à ce sujet à Washington, a précisé M^{me} Ashraoui. (AFP, AP, Reuters)

IRAK

La zone d'exclusion serait mise en place cette semaine

Le président George Bush pourrait annoncer cette semaine la mise en place par les États-Unis, la France et la Grande-Bretagne d'une zone d'exclusion aérienne dans le sud de l'Irak (le Monde du 20 août), que Bagdad s'est juré d'empêcher par «tous les moyens».

«Il y a eu de nombreux contacts» à cet effet, a déclaré, dimanche 23 août, le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater. «Nous nous approchons d'une annonce de notre décision finale», a-t-il ajouté, précisant que M. Bush devrait annoncer lui-même cette décision car il voudrait «expliquer au peuple américain ce qu'il fait». Le Royal Air Force britannique, qui contribuera à l'instauration de cette zone d'exclusion, a reçu à la fin de la semaine dernière le feu vert pour l'envoyer dans le Golfe de six avions Tornado. Aucune indication n'a toutefois été donnée quant au pays où ils devraient être stationnés.

Déterminés à «mettre en échec et à empêcher toutes les tentatives de coopération», selon le premier ministre, M. Mohammed Hamza Al Zoubaidi, les autorités irakiennes ont organisé au cours du week-end une visite guidée pour une quarantaine de journalistes étrangers aux abords de la zone des marais, dans le sud du pays.

Ils ont été conduits aux alentours de la ville d'Al Adl, au sud du 32^e parallèle, à environ 45 km au sud-ouest d'Amara. Cette localité, selon des opposants en exil, est la principale base opérationnelle des attaques irakiennes contre les rebelles chiites réfugiés dans les marais. S'ils ont été accueillis par plusieurs dizaines d'Irakiens scandant : «A bas Bush ! Nous sommes les soldats du président Saddam Hussein», les journalistes n'en ont

pas moins entendu au loin les grondements sporadiques mais distincts des canons et des mitrailleuses lourdes venant des marais.

«Ce se produit tous les jours, toutes les nuits. Ce n'est pas un problème pour nous», a assuré un vieil homme en parlant de la saisonnée. Une manière allusive de laisser entendre que la répression se poursuit sans merci. Les responsables officiels locaux ont indiqué, pour leur part, que les voitures tombant dans les ornières d'une route voisine en mauvais état et des pêcheurs travaillant à la dynamite sont responsables de ces bruits.

M. Tarek Aziz à Sanaa

Parallèlement, le président Saddam Hussein a réuni les commandants de l'armée de l'air, cependant que le vice-premier ministre, M. Tarek Aziz, s'est rendu à Sanaa pour solliciter le soutien du Yémen et que le président du Parlement iranien, M. Saadi Saleh, a renouvelé l'invitation de son pays aux membres du Conseil de sécurité de l'ONU d'envoyer une «délégation pour s'informer de la situation réelle dans les marais».

Après la Jordanie, l'Égypte, la Syrie et le Yémen, l'Algérie a exprimé des inquiétudes quant aux conséquences possibles de «toute action portant atteinte à l'unité de l'Irak et susceptible de constituer un danger pour la région», et la Turquie a affirmé refuser tout projet «qui porterait atteinte à l'intégrité territoriale de l'Irak». L'Iran partage cette position tout en se déclarant «vivement préoccupé» par «l'encerclement et le massacre des chiites». (AFP, Reuters)

ÉGYPTE

Sept islamistes tués par la police près d'Assiout

LE CAIRE

Sept extrémistes musulmans appartenant au Gamaat islamyia (groupement islamique) ont été tués dans la nuit du samedi 22 au dimanche 23 août, au cours d'un accrochage avec la police, dans le village de Manqabad, près d'Assiout, à 400 kilomètres au sud du Caire.

Selon un communiqué du ministère de l'Intérieur, la police s'appropriait à fouiller la maison où se cachaient les extrémistes musulmans présumés, quand ces derniers ont ouvert le feu à l'arme automatique. La police a riposté et les suspects ont été tués dans l'échange de coups de feu, ajoute le communiqué.

C'est la quatrième fois en près d'un mois que des extrémistes musulmans présumés sont tués au moment de leur arrestation dans la région d'Assiout. Le scénario est

pratiquement toujours le même. Ce qui fait dire au Gamaat que la police a reçu l'ordre de ne pas faire de prisonniers. Ces «allegations» ont été démenties par le ministère de l'Intérieur.

Les sept islamistes tués à Manqabad étaient originaires de la ville de Dayrout (70 kilomètres au nord d'Assiout) où les intégristes avaient la haute main il y a moins de deux mois et qui est soumise depuis un mois à des restrictions policières ressemblant fort à un couvre-feu. Ces mesures ont rendu extrêmement difficile la vie quotidienne des habitants, dont beaucoup ne cachent pas leur sympathie pour les islamistes. Aujourd'hui, les «barbus» qui se sont réfugiés dans les villages environnants sont souvent dénoncés par les habitants, qui veulent en finir.

A. B.

Le pèlerinage à Haïfa d'un conseiller palestinien

M. Carille Mansour a quarante-six ans. Né à Haïfa, il est un peu plus de deux ans lorsque sa famille, comme des centaines de milliers de Palestiniens, a quitté la Palestine en 1948. Pour la première fois depuis la création de l'État d'Israël, il s'y est rendu cet été, à l'été 1992, à la suite d'un pèlerinage organisé par son oncle, un intellectuel psychologue est lui-même «l'annonceur du processus de paix» y est certainement pour quelque chose, admet-il, même s'il se promettrait de faire le voyage «d'un autre monde».

M. Mansour n'est pas un des conseillers de la délégation palestinienne aux négociations de paix israélo-arabes, indépendant, mais désigné comme chacun le sait, par l'O.L.P. Et surtout, il ne l'avait pas dit d'entrée de jeu à la police de l'air, à son arrivée à l'aéroport de Lod à Tel-Aviv. Il n'en a pas moins été autorisé à entrer en territoire israélien. Un incident serait-il égalé ?

M. Mansour, professeur de sciences politiques à Paris-I, a pris l'avion lundi 24 août pour Washington, où doivent reprendre les négociations bilatérales israélo-arabes. Comme nombre d'autres intellectuels palestiniens vivant en Europe ou aux États-Unis, il avait

rencontré à plusieurs reprises, au cours des dernières années, des Israéliens, intellectuels comme lui, le plus souvent pacifistes, pour discuter des possibilités d'une paix à laquelle ils n'osaient pas trop croire.

Impressions contradictoires

De son séjour, il a gardé des impressions «contradictoires», mais... il est plus que jamais convaincu de «l'urgence d'une solution politique globale au conflit israélo-arabe» et reconnaît en tant que telle, qu'elle puisse surtout renfermer l'unité du tissu palestinien que les Israéliens se sont employés à morceler, en créant «quatre statuts socio-économiques» différents, dit-il, selon qu'il s'agit des habitants de Jérusalem, de ceux de Gaza, de la population de Cisjordanie ou des Arabes israéliens.

L'intifada, reconnaît-il, «s'est essouffie, mais elle est en train de faire son bilan, avec ses aspects positifs, notamment l'engagement d'Israël dans le processus de paix et la possibilité pour les Palestiniens de se préparer à découvrir la période transitoire, mais aussi ses aspects négatifs, ses désordres et ses conflits internes». La

population dit qu'elle «ne croit pas trop à une solution, mais elle attend une nouvelle situation. Ce qui lui fait peur, c'est qu'elle ignore si cela se fera dans la douleur. Elle sent que la gestation est difficile».

Pour un Palestinien «de l'extérieur», «rien ne vaut le fait de constater de ses propres yeux» pour comprendre l'urgence d'un règlement. Ce qui est «révoltant», dit-il, ce sont ces colonies de peuplement, qui, dans la minuscule bande de Gaza surpeuplée et pauvre, sont des décharges en puissance d'une explosion redoutable, et qui, en Cisjordanie, sont ainsi conçues qu'elles «encerclent les villages» et les territoires qui y perd son unité géographique.

Si les gens reprochent aux responsables palestiniens, qu'ils soient de l'O.L.P. ou des territoires occupés, «de leur imposer des dirigeants qui ne leur plaisent pas», ils n'en estiment pas moins, affirme-t-il, qu'à leurs yeux le centre palestinien demeure «indispensable car elle seule peut faire des concessions». «Tout cela ne préjuge pas l'avenir. L'intérieur a pris un poids de plus en plus important dans le processus de décision palestinien», s'empresse-t-il de préciser.

«Le plus dur» fut néanmoins pour lui de voir «sous Israël, la Palestine» — formule faisant allu-

sion au titre d'un ouvrage d'Ilan Talévy, spécialiste du conflit israélo-arabe. «Dur» de voir ces villages arabes déshabillés, sur lesquels on a bâti Israël. «Dur» aussi de constater que jusque dans les fouilles, Israël «pratique une recherche sélective de la mémoire des péchés», partant à la découverte de ce qui est historique ou romain, alors que tout ce qui relève de la culture arabe est à l'abandon.

Israël ne cherche pas la mémoire, d'un pays, mais d'une «ethnie». Il n'a pas mais moins retrouvé avec bonheur à Haïfa des cousins, aujourd'hui citoyens israéliens, mais chez qui il a retrouvé «très vite le sens d'appartenance à la famille. Jusque dans les préparations culinaires, dans l'accent, dans le manière de s'exprimer».

M. Mansour n'est pas seul à avoir fait le pèlerinage. Edward Said, professeur de littérature comparée à Columbia University à New-York, a fait la même chose. Bien qu'il soit détenteur de longue date d'un passeport américain, les autorités israéliennes lui avaient refusé en 1988 l'autorisation d'entrer en Israël. D'autres avaient précédé l'année dernière.

MOUNA NAÏM

LIBAN : dans le nord du pays et dans la plaine de la Bekaa

La première étape des élections a été marquée par de nombreuses fraudes et un fort taux d'abstention

Un soldat et deux civils ont été tués, dimanche 23 août, lors d'une fusillade à Majdal-Anjar, dans la vallée de la Bekaa sous contrôle syrien, a-t-on appris de source officielle. Cet incident a eu lieu lors de la première phase des élections législatives.

BEYROUTH

de notre correspondant

Les élections législatives n'ont pas enthousiasmé les foules. Malgré vingt années d'abstention électorale — le dernier scrutin remonte à 1972, le Parlement ayant autoprovoqué son mandat durant les années de guerre — c'est sans conviction que l'on a voté — quand on a voté — dans les deux régions — le Nord et la Bekaa — concernées par cette première journée électorale, ne soient pas, bien au contraire, celles où la contestation du scrutin soit la plus forte.

Les déboires du gouvernement, ordonnateur de l'opération contre vents et marées, ont été crescendo : défection d'une grande partie des chefs des bureaux de vote remplacés au pied levé par des fonctionnaires locaux, boycottage ostensible dans la majorité des régions chrétiennes et même abstentionnisme assez lourd dans beaucoup de régions musulmanes, incidents électoraux montés

en épingle par les médias audiovisuels.

Le tout a culminé, dans la nuit de dimanche à lundi, par la contestation formelle des opérations de vote dans la circonscription de Baalbek-Hermel par... le président du Parlement sortant. M. Hussein Huseini était pourtant un des plus ardents partisans de ce scrutin, récusé au départ par un carré du front du rehs chrétiens ayant la caution du patriarche maronite.

M. Huseini et ses collègues ont critiqué la fraude électorale au bénéfice de la liste du Hezbollah intégriste chiite, lequel se targue d'une avance équivalente au double, voire au quadruple, des voix obtenues par ses adversaires. Le président du Parlement sortant exige que le scrutin soit annulé dans sa circonscription et que le conseil des ministres se réunisse pour lui donner satisfaction, faute de quoi il menace de convoquer le Parlement sortant pour se prononcer.

«Tous piégés» ?

Ce méli-mélo sans pareil confine au chaos politique et institutionnel dont on craint beaucoup, ici, qu'il conduise à nouveau au chaos de la guerre qui avait sévi pendant seize ans. L'affaire Huseini va occuper le devant de la scène et quelle que soit la (mauvaise) solution qui lui sera apportée, elle est appelée à provoquer des développements imprévisibles, ne serait-ce que par les réactions du Hezbollah.

Peu importe que le fils du président de la République risque d'être battu dans son fief de Zahle avec son collègue, le ministre des travaux publics, M. Chaouki Fakoury. Le gouvernement est mis au pilori sous l'accusation de fraude par presque toutes les fractions et tous les médias, le ton de ceux du PC et de l'islam sunnite n'étant pas moins virulent que celui des milieux chrétiens. L'autosatisfaction affichée par le ministre de l'Intérieur, M. Sami Al-Khatib, qui a proclamé des taux de participation deux fois supérieurs à ceux d'antan, fait risquer tout le monde.

Comment, dans ces conditions, le gouvernement va-t-il pouvoir aborder la suite des opérations électorales alors qu'il s'en est si mal sorti dans les deux régions les moins difficiles que sont le Nord et la Bekaa ? En particulier, dimanche 30 août, au Mont-Liban où le boycottage chrétien, va triompher. Et même à Beyrouth le 6 septembre.

Suspendre le scrutin paraît impossible, le conduire à son terme presque autant. «Nous forçons l'été baalbek dans une voie sans issue où toutes les solutions imaginables sont des catastrophes, acte un député du Nord sortant et réélu. La Syrie qui a voulu ces élections, voulait-elle aussi ce résultat ? Ou a-t-elle joué à l'apprenti-sorcier ? Et nous aussi d'ailleurs, aussi bien ceux qui ont participé aux élections que ceux qui les ont boycottés, tous piégés ?» Le Liban risque, en effet, de se retrouver avec un Parlement contesté et boycotté qui devra

investir un gouvernement, une fois récusé par une partie du pays, ce qui pourrait conduire à une crise de régime.

A l'ombre du vieux chêne, derrière l'église d'un village aux pierres jaunies, un habitant joue aux cartes avec le scrutateur du bureau de vote, à côté de l'urne vide. Il n'y aura là, comme dans bien des localités du Nord chrétien, aucun votant : les élections ordonnées par la Syrie ont été traitées par le mépris. «Le coup de gueule des chrétiens, ralliés par une partie des musulmans, a du panache : est-il pour autant un geste politiquement valable ?» C'est la question que se posent bien des Libanais.

LUCIEN GEORGE

■ JORDANIE : le roi Hussein a été opéré d'un cancer. — Des «cellules anormales» qui ont été découvertes lors de l'opération subite jeudi 20 août (le Monde du 22 août) par le roi Hussein de Jordanie aux États-Unis étaient cancéreuses, a indiqué dimanche le chef du protocole royal, M. Mohammad Adwan. Les cellules ont été «localisées et ne se sont propagées nulle part». Le roi Hussein est en voie de rétablissement total, a-t-il ajouté. Lors d'entretiens téléphoniques, le président égyptien, M. Hosni Moubarak, et le dirigeant de l'O.L.P., M. Yasser Arafat, lui ont souhaité un prompt rétablissement. (AFP)

IUA
INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
CALIFORNIA STATE APPROVED UNIVERSITY - A.C.S.B.F.
220 Montgomery Street ■ San Francisco CA 94104

Université à San Francisco,
spécialisée en management international, habilitée à délivrer le :

MBA Master of Business Administration
for International Management

■ Filière d'admission : 3^e CYCLE :
Diplômes de l'enseignement supérieur : Doctorats : sciences, lettres, droit, médecine, pharmacie - Ingénieurs - DEA - DESS - IEP - Grandes Ecoles - Magistères, Maîtrises

■ Programme américain de 12 mois
à San Francisco, unique dans son concept - une pédagogie interactive liée à l'expérience du projet professionnel - conduisant au MBA en Management International.

Informations et sélections pour l'Europe :
17-25, rue de Chailot, 75116 Paris

Tél.: (1) 40 70 11 71

Conseillé par International University of America - San Francisco - CA
Programme associé en Asie : AMBA HONG KONG

EUROPE

Avant la Conférence de Londres sur le conflit dans l'ex-Yougoslavie

Les communautés de Bosnie campent sur leurs positions

A trois jours de la conférence de Londres, alors que les combats redoublent d'intensité à Sarajevo, M. Milan Pantic, le premier ministre de la nouvelle Yougoslavie (Serbie, Monténégro), s'est dit prêt, dimanche 23 août, à « assurer par la force » l'application d'un éventuel accord de paix conclu lors de la conférence qui doit s'ouvrir mercredi 26 août.

« Prudemment optimiste » sur les résultats des négociations, le premier ministre yougoslave a déclaré que l'ex-armée yougoslave démilitarise la Bosnie, en coopération « avec des officiers turcs ». M. Pantic partait pour Londres trois jours avant le début des pourparlers officiels, parce que, a-t-il déclaré, « les affaires se concluent avant ».

Le président de la nouvelle Yougoslavie, M. Dobrica Cosic, qui devait partir pour Londres mardi avec les présidents de la Serbie, M. Slobodan Milosevic, et du Monténégro, M. Momir Bulatovic, a de son côté proposé une « normalisation » des relations avec les autres ex-Républiques yougoslaves, la Slo-

venie, la Croatie et la Macédoine. Dans une lettre adressée à ses trois homologues, il se dit « persuadé qu'il est de notre intérêt commun d'amorcer des négociations directes ». Il leur a cependant « laissé le droit de préciser le niveau, la date et le lieu des premières réunions ».

Alors qu'à Sarajevo le président bosniaque, M. Alija Izetbegovic, avait défendu l'idée d'une « Bosnie unie », récusant de nouveau le plan de division en cantons ethniques, les Serbes et les Croates de la République ont rejeté les conceptions du président.

Les médias serbes de Bosnie ont estimé que M. Izetbegovic proposait « une formule communiste écoulée d'unité-fédération, selon une vieille recette titiste ». Pendant que les Serbes de Bosnie contestaient, une nouvelle fois, la représentativité de la délégation multiethnique des autorités de Sarajevo, le représentant serbe, à la présidence de Bosnie-Herzégovine, M. Nenad Kecmanovic, a annoncé sa démission. Dans un communiqué publié dimanche par l'agence Tanjug de

Belgrade, où il séjourne pour « raisons de santé » depuis un mois, M. Kecmanovic ajoute qu'il « précise ultérieurement les raisons de sa démission ».

Mauvais traitements

M. Jadranko Prlic, « président du gouvernement d'Herzégovine », un Etat croate autoproclamé en territoire bosniaque contrôlé par les forces de Zagreb, a jugé « ridicules » les propositions du président bosniaque. Représentant de sa communauté aux pourparlers interbosniaques de Bruxelles, M. Milenko Brlek, chef de la principale formation croate de Bosnie, « communauté démocratique croate », s'est prononcé pour la reconstruction d'une Bosnie « indépendante » mais « fédérale », avec trois « entités territoriales », garantissant les droits de chaque ethnie. Ce plan de répartition diffère, selon lui, de celui des Serbes, qui veulent bâtir une « confédération » ou un « Etat serbe » à l'intérieur de la Bosnie.

Malgré leurs déclarations diplomatiques conciliantes et les proposi-

tions apaisantes de leurs représentants, dans l'est de la Serbie, des combattants serbes ont maltraité une équipe de la télévision allemande ZDF, puis arrêté le cameraman, M. Hermann Wöhlberg, et expulsé le journaliste vers la Bulgarie. Le ministère allemand des Affaires étrangères a officiellement protesté.

D'autre part, selon l'AFP, citant des sources sûres à Zagreb, le « nettoyage ethnique » se poursuit dans le nord-ouest de la Bosnie, contrôlé par les Serbes. Au moins 15 000 Musulmans — hommes, femmes et enfants — ont été sommés par des militaires et paramilitaires serbes de quitter leurs foyers de la région de Sanski Most. Près de 2 000 d'entre eux ont déjà été mis dans des véhicules et expulsés vers une destination inconnue, selon ces sources. Des militaires serbes ont aussi forcé des Musulmans du nord de la Bosnie à marcher vers le sud de la République après le refus du Haut Commissariat aux réfugiés de l'ONU d'évacuer ces populations au nord, vers la Croatie, selon un envoyé spécial de l'agence. Reuter dans la région. — (AFP, Reuter, AP, UPI.)

affirme un des représentants de lord Carrington, « les dirigeants ont tout mis ».

Dans l'attente de cette victoire militaire toujours promise, les habitants de Sarajevo, assiégés depuis maintenant quatre mois, ne savent plus vers qui se tourner alors que leur vie devient chaque jour plus difficile. Si les deux cent cinquante tonnes d'aide alimentaire qui arrivent quotidiennement (et semblent être équitablement distribuées) permettent de fournir à chaque famille un complément indispensable, le manque d'eau et d'électricité se fait de plus en plus sentir.

Beaucoup de quartiers de la ville sont privés de pain et, devant la seule boulangerie industrielle de Sarajevo, l'attente, dès 6 heures du matin est d'autant plus longue que chaque personne ne peut plus acheter que deux pains à la fois. De plus, la pluie et l'orage sont venus rappeler dimanche que l'automne approche. Dans les immeubles ou maisons aux vitres éclatées, à peine protégées par du plastique devenu une denrée rare, chacun commencent à s'inquiéter sérieusement. Mais dans l'immédiat, la population a d'autres urgences, car dès l'aube, les artilleurs ont repris leur tâche.

FRANÇOISE CHIPAUX

« La pire journée... »

Suite de la première page

Ambulances ou voitures particulières continuèrent toutes les deux minutes d'amener des blessés. Difficile à établir avec certitude, le bilan de ce week-end meurtrier avoisinait cinquante morts et plus de deux cents blessés.

Dès samedi, les bombardements s'étaient intensifiés, touchant même à trois reprises le quartier général de la FORPRONU, obligeant les personnels à descendre aux abris. Cette recrudescence des pilonnages d'artillerie est sans doute à rapprocher de l'offensive lancée par les forces bosniaques sur le village d'Izica contrôlé par les nationalistes serbes. Plus nombreux mais nettement moins bien armés, les Bosniaques y ont déjà subi de très lourdes pertes. Certains considéraient comme « suicidaire » cette volonté politique d'obtenir à tout prix un succès militaire avant la conférence de Londres.

Dans une conférence de presse avant son départ, le président bosniaque M. Alija Izetbegovic a en effet annoncé que « les forces bosniaques avaient pris l'initiative pour débloquer le siège de Sarajevo et

dégager l'artillerie des forces serbes ». Le président a même affirmé, contre toute évidence, qu'il « s'attendait que la ville soit libérée très bientôt ».

Répondant par avance aux diplomates qui lui conseillent la négociation, il a expliqué : « Au début, les experts militaires étrangers nous disaient que nous ne résisterions pas dix jours et qu'il fallait négocier. Ça n'est pas arrivé et je pense que nous avons une chance de gagner militairement la guerre. » Et si l'on en doutait encore, le président Izetbegovic l'a réaffirmé clairement, il ne va pas à Londres « pour négocier mais pour informer une fois encore la communauté internationale de la réalité de la situation et de l'identité de l'agresseur ». De toute façon, a-t-il dit, « il n'est pas question de négocier avant le retrait de Bosnie-Herzégovine des forces d'agression serbes ».

Raffirmant son refus de toute cantonnement, il a insisté sur le fait que la Bosnie-Herzégovine serait un Etat unitaire, démocratique, dans lequel la Constitution garantirait l'égalité entre les nationalités musulmane, croate, serbe. « La Bos-

Absolu non-sens

Le président bosniaque a enfin qualifié « d'absolu non-sens » les informations parues dans le journal britannique *The Independent* et qui affirment, sur la foi de rumeurs secrets des Nations unies, que l'armée bosniaque serait responsable de plusieurs tirs meurtriers sur Sarajevo. Cette hypothèse est toutefois régulièrement évoquée dans la capitale bosniaque. Certains observateurs n'hésitent pas à accuser l'armée d'en faire toujours plus pour tenter de faire retomber le blâme sur les nationalistes serbes, afin de s'attirer la sympathie internationale et obtenir une intervention militaire parrainée par l'ONU et sur laquelle,

occidentale (UEO) chargée de surveiller l'embargo contre la Serbie en Adriatique. Le gouvernement de Bonn a exclu à plusieurs reprises l'envoi de troupes en Yougoslavie. — (AFP.)

ALLEMAGNE : le débat sur le rôle de l'armée

Le SPD donne son accord de principe à la participation de la Bundeswehr aux opérations militaires de l'ONU

M. Klaus Kinkel, ministre allemand des Affaires étrangères, a annoncé, dans des entretiens publics dimanche 23 août, qu'il allait proposer lundi aux instances de sa formation politique, le Parti libéral (FDP), un projet de loi — dont « le texte est prêt » — et qui est l'encadrant l'engagement de l'armée allemande dans des opérations hors de ses frontières sous l'égide de l'ONU, après l'accord du Bundestag.

M. Kinkel ajoute que le projet sera soumis au Parlement sous peu, après avoir été discuté avec les chrétiens-démocrates, partenaires du FDP au sein de la coalition gouvernementale du chancelier Kohl. M. Kinkel précise qu'un tel texte ne peut être adopté sans amendement constitutionnel, ce qui requiert l'accord de l'opposition social-démocrate (SPD). L'interprétation actuelle de la Constitution allemande limite strictement l'utilisation de la Bundeswehr à la défense du territoire couvert par le pacte de l'Alliance atlantique.

Samedi, M. Björn Engholm, président du Parti social-démocrate (SPD), avait indiqué que son parti était désormais favorable à une participation de la Bundeswehr aux opérations militaires de l'ONU, mais seulement sur « demande expresse » de l'Organisation internationale, la décision devant être prise « au cas par cas », avec l'accord du Bundestag. Le SPD demande également une réforme de l'ONU afin que « trois ou quatre grandes puissances » ne puissent plus se considérer seules comme la « police du monde ».

Jusqu'à maintenant, le consensus entre la coalition gouvernementale et l'opposition social-démocrate se limitait à une révision constitutionnelle ne permettant que l'envoi de troupes pour des opérations de

maintien de la paix sous l'égide de l'ONU. Le SPD avait déposé un recours devant la Cour constitutionnelle contre l'envoi du destroyer *Bayern*, afin de renforcer la flottille de l'Union de l'Europe

occidentale (UEO) chargée de surveiller l'embargo contre la Serbie en Adriatique. Le gouvernement de Bonn a exclu à plusieurs reprises l'envoi de troupes en Yougoslavie. — (AFP.)

ESPAGNE

La famille royale victime d'une campagne de rumeurs ?

Des rumeurs sur les problèmes sentimentaux de la famille royale espagnole sont devenues une véritable affaire d'Etat après l'intervention du président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez, qui a évoqué, vendredi 21 août, la possibilité d'une campagne orchestrée. « Il est possible », a affirmé M. Gonzalez, « qu'il existe des intérêts étrangers voulant affaiblir l'Espagne et la Couronne, qui est l'institution qui la représente ».

M. Gonzalez, qui venait, comme chaque été, de s'entretenir avec la roi Juan Carlos à Palma-de-Majorque (Balears), faisait

allusion aux insinuations publiées par l'hebdomadaire italien *Oggi*, et reprises de la revue française *Point de vue* Images du monde, selon lesquelles le souverain espagnol entretenait une liaison avec une dévouée catalane de quarante-deux ans, M^{me} Marta Gaya. Des hebdomadaires espagnols ont également évoqué ces derniers jours les rumeurs de mariage du prince héritier Felipe avec une jeune femme de la grande bourgeoisie espagnole, Isabel Sartorius, malgré les réserves de la reine Sofia. — (AFP.)

Plus de cinq cents anarchistes du monde entier réunis en congrès à Barcelone. — Un congrès anarchiste mondial, organisé par la Confédération nationale du travail (CNT) espagnole, a réuni à Barcelone, du vendredi 21 au dimanche 23 août, cinq cents participants venus, notamment, d'Europe et d'Amérique. Selon ses organisateurs, il s'agit du premier congrès mondial du genre depuis un siècle. — (AFP.)

TURQUIE : les affrontements dans le Kurdistan

Sirnak, une ville en ruines...

Après l'attaque à l'arme lourde, par le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste), de la ville de Sirnak, dans le Kurdistan turc (le Monde du 21 août), les premiers témoignages sur la violence des combats sont parvenus à la fin de la semaine dernière à Istanbul.

ISTANBUL

correspondance

« Je n'ai pas vu une seule maison qui n'ait été atteinte. Sirnak (chef-lieu du département frontalier turco-irakien), rassemblée à une ville en ruines. J'ai vu plusieurs cadavres d'animaux dans les rues. La majorité des magasins étaient brûlés. Les policiers qui nous ont accompagnés lors de cette visite guidée nous ont interdit de porter aucune arme, nous ont fait croire au bilan, annoncé par les officiels, de cinq morts seulement. »

« L'Association des droits de l'homme de Diyarbakir (capitale régionale du Sud-Est anatolien à majorité kurde) a publié ce matin les noms de dix-sept civils tués, continuant ce correspondant d'un journal turc, rentré vendredi 21 août de Sirnak, et qui relate ainsi ses impressions : Les gens nous regardent tristement derrière leurs fenêtres. Le couvre-feu était toujours en vigueur vendredi à midi. Les policiers nous ont également interdit de prendre des photos

partie inférieure aux vingt mille habitants de cette ville du Sud-Est anatolien.

Les délégués de l'Association des droits de l'homme et celles du Parti populaire du travail (gauche pro-kurde, qui compte dix-huit députés au Parlement, élus sur les listes d'un des partis de la coalition gouvernementale), qui devaient se rendre lundi à Sirnak, essaieront de prouver « la culpabilité des forces de l'ordre ». Le PKK a annoncé qu'aucun de ses militants n'a été tué lors de cette attaque. « Nous nous sommes retirés de cette ville mercredi à l'aube », a précisé vendredi un porte-parole des rebelles séparatistes kurdes.

Cette deuxième opération punitive de l'armée turque contre Sirnak, un des foyers du PKK, semble montrer aujourd'hui que la première, qui avait eu lieu le 23 mars dernier, n'avait pas été efficace : le PKK peut encore y attaquier, avec parfois plus de cinq cents guérilleros.

Le président de la République critique

Le PKK, marxiste et nationaliste, fondé en 1978 par deux étudiants kurdes, était encore un petit groupe qui comptait à peine deux cents militants armés quand il s'est lancé, en août 1984, dans la lutte, les armes à la main, contre le pouvoir central d'Ankara dans l'est et le Sud-Est anatolien.

Le premier ministre turc, M. Suleyman Demirel, a reconnu vendredi que le PKK comprenait



des maisons détruites. Seuls les bâtiments militaires et publics qui avaient été endommagés pouvaient être photographiés.

« Nous avons passé la nuit dans les baraquements de la brigade de garderie. Les militaires étaient visiblement en pleine panique. Ils n'arrêtaient pas de s'accuser à haute voix. Pourtant, un colonel avait trouvé la formule magique pour évaluer le terrorisme séparatiste kurde. Mais la démocratie, les droits de l'homme et les Européens empêchent, selon lui, l'application de sa formule diabolique : il était sûr que les habitants soutiendraient matériellement et moralement les troupes. Il fallait donc punir la ville tout entière. »

Les bâtiments militaires, policiers et ceux de l'administration publique ont été détruits par les armes lourdes du PKK et les forces de l'ordre semblent avoir pris leur revanche sur les magasins et les maisons des habitants de Sirnak, réputés être proches, en majorité, du PKK. La punition pronée par le colonel turc a été ainsi, en grande

onze mille guérilleros, dont le tiers se trouvait sur le sol turc. Le PKK en revendique vingt mille. « Dans chaque famille kurde, il y a au moins un martyr et plus d'un guérillero », remarque un député kurde.

En dehors de ces combattants entraînés et équipés en Syrie, au Liban ou en Irak du Nord, le PKK compterait plus de cent mille militants, paysans, laborant leurs champs dans la journée et prenant le maquis la nuit. « Déjà, il y a la guerre entre deux armées. Celle des Turcs et celle des Kurdes », écrit vendredi Hassan Bidrieli, le directeur du nouveau quotidien pro-kurde *Jumlem* (35 000 exemplaires).

Le président de la République, M. Turgut Ozal, qui avait proposé, l'année dernière, un débat public sur une éventuelle fédération turco-kurde, est redevenu aujourd'hui la cible principale des critiques des tenants de l'unité de la nation et de l'Etat, partisans de la manière forte, qui l'accusent d'encourager les rebelles. — (Interim.)

HAUT-KARABAKH

Nouveaux bombardements meurtriers sur Stepanakert

De nouveaux bombardements de l'aviation azérbaidjane sur Stepanakert, le chef-lieu du Haut-Karabakh, ont fait, samedi 22 et dimanche 23 août, au moins quarante morts et plus d'une centaine de blessés, touchant notamment un foyer de réfugiés, selon la télévision centrale de la CEI.

Après cette troisième attaque aérienne sur Stepanakert en une semaine, la télévision de Moscou a diffusé des images des opérations de secours montrant notamment quarante corps défilant des ruines du foyer, ainsi que des membres

humains dispersés dans la rue. Selon l'agence Interfax, un Sukhoï-25 des forces aériennes a largué, dimanche, plusieurs bombes de 500 kilos sur Stepanakert et a également bombardé une église dans la ville voisine de Choucha, causant d'importantes pertes humaines et de graves dégâts.

Des affrontements se sont poursuivis dans le nord de cette enclave azérie majoritairement peuplée d'Arméniens. Les forces de Bakou se seraient emparées de plusieurs villages. — (AFP, AP, Reuter.)

BENNETON

Graveur-Héraldiste
Papier à lettre - Cartes de vœux - Faire-part de mariage
Chevaillères gravées
75, bd. Malesherbes - Paris 8 - Tél. : (1) 43 87 57 39



Nom : _____ Prénom : _____
 Adresse : _____
 Localité : _____ Code postal : _____

Globe
hebdo

EUROPE

ABKHAZIE

Le Conseil d'Etat géorgien ordonne une mobilisation partielle

Le Conseil d'Etat géorgien, réuni d'urgence sous la présidence de M. Edouard Chevardnadze pour discuter de la situation dans la République autonome d'Abkhazie, annonce, dimanche 23 août, une « mobilisation partielle » ainsi qu'un renforcement de la sécurité dans la capitale, Tbilissi.

Qualifiant de menace « sans précédent » l'appel de la « Confédération des peuples montagnards du Caucase du Nord » à l'envoi de volontaires en Abkhazie, le Conseil d'Etat a déclaré que la Géorgie répliquerait d'une façon décisive à toute menace de son intégrité territoriale, selon les agences Itar-Tass et Interfax.

La « Confédération des peuples montagnards du Caucase du Nord », créée par le président tchétchène Djokhar Douaev et qui associe une dizaine d'ethnies du nord du Caucase et du sud de la Russie, avait appelé la veille à se rendre en Abkhazie pour combattre les forces géorgiennes. Elle avait menacé de lancer des opérations militaires et des « actes de terrorisme » contre la Géorgie.

Le président du Parlement abkhaze, M. Vladislav Ardzinba, réfugié dans le nord de la République, avait déclaré, vendredi 21 août, qu'aucune négociation

n'aurait lieu avant le retrait total des forces géorgiennes. Les combats entre Abkhazes et Géorgiens ont fait cent morts et plus de mille blessés depuis l'arrivée, le 14 août, de trois mille soldats dans cette République autonome de Géorgie.

Le Conseil d'Etat géorgien est prêt à décréter une « mobilisation générale » au cas où la « Confédération des peuples montagnards » déclarerait la guerre, mais ne disposerait pas d'armes en quantité suffisante, selon Itar-Tass. Le Conseil d'Etat a toutefois souligné que ce conflit pouvait encore se résoudre par le dialogue. — (AFP, Reuters.)

■ TADJIKISTAN : assassinat du procureur général. — Le procureur général du Tadjikistan, M. Nouroulov Kuvaidoulatov, a été assassiné, lundi 24 août, alors qu'il se rendait à son bureau à Douchanbé. Plusieurs hommes à bord de deux voitures ont forcé le véhicule du procureur à s'arrêter avant de le tuer. Selon l'agence Itar-Tass, des inconnus s'étaient introduits il y a deux mois dans le cabinet du procureur pour exiger qu'il arrête une enquête sur les activités de l'ancien maire de Douchanbé, M. Maksoud Ikramov. — (AFP.)

AMÉRIQUES

CANADA

Entente de principe sur les réformes constitutionnelles

Au terme de cinq jours d'intenses négociations, les principaux responsables politiques du Canada ont conclu avec le Québec, samedi 22 août, à Ottawa, un accord de principe sur un ensemble de réformes constitutionnelles visant à préserver l'unité du pays. « Ce que nous avons obtenu n'est pas la perfection, mais un compromis honnête et honorable qui bénéficiera au Canada », a déclaré le premier ministre fédéral, M. Brian Mulroney.

Cette entente conclue entre M. Mulroney, les premiers ministres des dix provinces, les dirigeants autochtones (indiens et métis) ainsi que les représentants des territoires du Nord-Ouest et du Yukon, doit encore être formulée en termes juridiques. Cette question, ainsi que le processus devant mener à sa ratification par les provinces, fera l'objet d'une nouvelle réunion jeudi.

Après s'être entendus sur une réforme du Sénat (le Monde du 21 août), sur l'autonomie des Amérindiens (le Monde du 22 août), puis sur un nouveau partage des

pouvoirs entre le gouvernement fédéral et ceux des provinces, les responsables canadiens sont tombés d'accord samedi sur l'élaboration d'un nouveau pacte d'union économique et sur l'inclusion dans la Constitution d'une « clause Canada ».

Dans cette dernière, le Québec obtient la reconnaissance de son caractère de société « distincte », en vertu « de sa langue, de sa culture et de son code civil ». Satisfait, le premier ministre québécois, M. Robert Bourassa, a estimé que la redistribution des pouvoirs prévue « constituait un progrès réel par rapport à ce que le Québec avait obtenu dans le passé ».

Le Parti québécois (PQ), souverainiste, opposé à une d'embellie estimée que l'accord signifiait « la reddition définitive des espoirs nationaux du Québec », laissant présager une bataille féroce sur l'objet du référendum prévu pour octobre (sur la souveraineté du Québec ou sur l'entente intervenue). — (AFP, Reuters.)

CUBA : la visite de M. Charasse à La Havane

La France est favorable à une politique de coopération et non « d'asphyxie »

Contrairement aux Etats-Unis, qui ont récemment renforcé leur embargo contre Cuba, la France, opposée à toute politique « d'isolement et d'asphyxie », privilégie « une attitude de coopération » avec la grande île caribéenne. A l'issue d'une visite de trois jours, le ministre français du budget, M. Michel Charasse, a réaffirmé, samedi 22 août, que la France « s'attache à soutenir les efforts de Cuba pour maintenir son indépendance, même si elle ne partage pas les conceptions cubaines en matière de démocratie et de droits de l'homme ». « La position américaine nous gêne quelquefois... Les Américains devraient faire preuve d'un peu plus de souplesse, s'ils ont le souci de l'efficacité ».

Pragmatisme et efficacité : c'est ce qu'avait prôné une mission sénatoriale française à l'issue d'une visite à La Havane en février. « Si le régime cubain parvient à se maintenir, et les entreprises françaises ont intérêt à prendre leur part de marché, comme le font les Espagnols et les Italiens, soit le régime s'affaiblit, et il vaut mieux pour des raisons économiques que le marché soit occupé par les Américains, déjà présents dans l'île à travers des sociétés « écran », avaient estimé les sénateurs.

M. Charasse a annoncé la préparation d'une « convention de protection des investissements et d'une convention fiscale » pour fournir un cadre légal aux investisseurs français (le Monde du 23-24 août). Paris

■ PÉROU : des affrontements entre guérilleros et forces de l'ordre ont fait 23 morts. — Vingt rebelles ont été tués, samedi 22 août, lors de l'attaque de la base militaire de la Merced (province de Junin) et celle du poste de police de Santa Ana, où trois policiers ont également trouvé la mort, a-t-on appris dimanche de sources militaires. Le gouvernement a prorogé dimanche pour soixante jours l'état d'urgence dans cinq départements du centre et du sud-est du pays, afin de faciliter « les opérations anti-subversives » dans ces régions, selon le texte des décrets publiés dimanche. — (AFP.)

ASIE

Officielle depuis lundi 24 août

La normalisation des relations entre la Chine et la Corée du Sud accentue l'isolement du régime de Pyongyang

La Chine et la Corée du Sud ont établi, lundi 24 août, à Pékin, des relations diplomatiques au niveau des ambassadeurs. Le régime nationaliste de Taïwan avait, avant même la signature de l'accord, annoncé qu'il rompait ses relations avec Séoul (le Monde du 23-24 août). La Corée du Nord, pour sa part, n'avait pas réagi, en milieu de journée, à l'annonce faite à Pékin, et qui renforce l'isolement du régime du maréchal Kim Il-sung.

PÉKIN

de notre correspondant

Les relations diplomatiques entre Pékin et Séoul ont pris effet dès la signature du document par les deux ministres des affaires étrangères, MM. Qian Qichen et Lee Sang-ok. Les deux pays se promettent « des relations durables de coopération dans le bon voisinage ». La Chine déclare « respecter l'aspiration du peuple coréen à une réunification pacifique proche de la péninsule ». Séoul, pour sa part, reconnaît en Pékin « le seul gouvernement légal de la Chine, et respecte la position de la partie chinoise sur le fait qu'il n'y a qu'une Chine et que Taïwan fait partie de la Chine ».

L'effet premier de la normalisation est de renforcer considérablement la main du président sud-coréen, M. Roh Tae-woo, face à l'extrême communiste de Pyongyang, M. Kim Il-sung, rendu plus

vulnérable encore aux pressions de la Chine pour parvenir à un accommodement inter-coréen. Avant même d'exprimer une réaction, le Nord a fait comprendre qu'il avait perçu le message, par le biais d'une déclaration conjointe d'associations chrétiennes américaines et nord-coréennes appelant à la normalisation des relations entre Pyongyang et Washington.

Des observateurs diplomatiques à Séoul estiment que les relations avec Pékin pourraient, à terme, favoriser le processus de « reconnaissance croisée » permettant de mettre fin à ce qui demeure, dans la péninsule, le dernier vestige pré-occupant de la guerre froide. Il est vraisemblable que la Chine s'efforcera en particulier de faire en sorte que la Corée du Nord renonce à son programme nucléaire militaire, qui l'inquiète tout autant que les Etats-Unis.

Une pluie de contrats

Selon le quotidien japonais Yomiuri, le vieux maréchal et son fils et héritier Kim Jong-il, pourraient venir en Chine d'ici à la fin de l'année. Le chef de l'Etat sud-coréen devrait les précéder, peut-être dès octobre, pour sceller la réconciliation de son pays avec son ancien ennemi dans la guerre de Corée. Il avait autrefois exprimé le souhait de se rendre à Pyongyang, dans le cadre de sa « politique du Nord ».

Pour Pékin, ce coup diplomatique signifie la perspective d'une pluie de contrats soutenus par l'Etat sud-coréen, et donc des prêts

à bas taux d'intérêt pouvant rivaliser avec une partie de l'aide japonaise, bienvenue mais contraignante. Ce nouveau partenariat risque, de ce point de vue, de n'être pas aussi bien ressenti à Tokyo que ne l'indiquent les premières réactions positives japonaises. Il rend encore plus délicate la visite, attendue pour octobre également, que l'empereur du Japon doit effectuer en Chine. Les deux capitales peuvent en effet présenter, face à Tokyo, un front commun des deux pays ayant particulièrement souffert de l'invasion nipponne et renforçant mutuellement leurs exigences d'excuses et de réparations.

L'impact de la normalisation avec la Corée du Sud peut également se faire sentir sur le plan intérieur chinois, où le régime est à la recherche d'un nouveau modèle politique. L'autoritarisme confucéen qui fut la philosophie du pouvoir sud-coréen continue de tenter certains milieux chinois soucieux d'allier l'efficacité capitaliste à l'ordre, alors que le communisme ne parvient plus à assurer de dernier.

Pour Taïwan, l'espoir que les responsables nationalistes avaient nourri que la Corée du Sud nourrit l'île qui fut longtemps son partenaire politique s'est évanoui devant les intérêts stratégiques de Séoul et de Pékin, et les rivalités économiques entre les deux « petits dragons ». Taïpei a annoncé, en même temps que la rupture de ses rapports gouvernementaux avec Séoul, des mesures de représailles économiques sévères à l'encontre de la Corée du Sud. Pour le moment, les intérêts économiques

de Taïwan et de la Corée du Sud sur le continent sont pour l'essentiel distincts. Les firmes sud-coréennes ont commencé à s'implanter dans la partie septentrionale de la côte, tandis que les investisseurs taïwanais se concentrent sur sa partie méridionale. Cependant, il est prévisible qu'à terme elles s'affronteront sur ce terrain, en raison de la similarité des produits qu'elles peuvent offrir à la Chine.

L'arrivée massive de la Corée du Sud sur le marché chinois devrait amener Taïwan, pour lutter contre cette nouvelle concurrence, à libérer encore les règles prévalant pour le commerce et l'investissement en direction du continent. Cette retombée indirecte de la normalisation entre Pékin et Séoul ne serait pas pour déplaire au régime communiste, qui s'emploie à réduire l'autonomie politique de Taïpei en encourageant des rapports économiques croissants entre les deux rives du détroit où déjà se livre, aussi, la guerre froide.

FRANCIS DERON

■ La femme du dissident chinois Wang Jintao aurait été arrêtée. — M^{me} Hou Xiaotian, la femme du dissident emprisonné Wang Jintao, est détenue par la police, a annoncé, dimanche 23 août, l'organisation de défense des droits de l'homme Asia Watch. M^{me} Hou a disparu depuis le 20 août après-midi alors qu'elle s'entretenait avec des représentants de la police de Pékin au sujet de son mari, qui a entamé une grève de la faim le 12 août. — (AFP.)

AFGHANISTAN : la reprise des combats

Les diplomates français, italiens et bulgares ont évacué Kaboul

Les diplomates français ont évacué Kaboul, lundi 24 août vers quatre heures du matin. Le chargé d'affaires, M. Thierry Bernadac, ainsi que ses collaborateurs sont partis dans la plus grande discrétion à bord d'un autocar et d'un camion vers le Nord en compagnie des six membres de la mission italienne et des trois Bulgares, dont l'ambassadeur, blesé dimanche lors d'un bombardement. Le convoi était attendu en fin de journée à Tarmeh, en Ouzbékistan. Un avion Transal de l'armée de l'air a quitté la France pour cette ville et doit ramener les diplomates à Paris, sans doute mercredi.

Contre-offensive gouvernementale

Pendant le chargement du camion, la veille, deux employés afghans de l'ambassade de France avaient été tués par l'explosion d'une roquette et un troisième blessé. Dimanche, en effet, les moudjahidins du Hezb-i-Islami de M. Gulbuddin Hekmatyar avaient lancé des volées de roquettes sur Kaboul. Ces bombardements visaient principalement le quartier diplomatique. Plusieurs maisons particulières ont été touchées, et une roquette est tombée sur les locaux des Nations unies, dont les

derniers membres étrangers du personnel venaient de partir. Il n'y a pas de morts dans les bâtiments, que des Afghans, ainsi que l'ancien président Najibullah, dont le gouvernement de Kaboul a demandé dimanche à l'ONU qu'il lui soit remis afin d'être traduit en justice.

Les forces gouvernementales ont relancé leur contre-offensive contre le Hezb, interrompue jeudi pour des raisons logistiques. Elles affirment avoir repris la colline stratégique de Chelston, au sud de Kaboul ; mais les fondamentalistes résistent toujours le village voisin de Rishkor. Le Hezb a par ailleurs affirmé avoir lancé des attaques pour couper la route entre la capitale et le nord du pays. Selon l'ONU, les combats ont fait plus de 1 800 morts dans la population civile en deux semaines.

Pendant ce temps, les négociations sur un cessez-le-feu pétié, en dépit des appels de M. Boutros Boutros-Ghali et des missions de médiation afghanes, M. Gulbuddin Hekmatyar continue d'exiger au préalable le départ de Kaboul des milices ouzbèkes de M. Rashid Dostom, tandis que le chef de l'Etat, M. Burhannuddin Rabbani, qualifie son rival de « criminel de guerre ». — (AFP, AP, Reuters.)

MONGOLIE

Le nouveau gouvernement est entièrement constitué de ministres appartenant à l'ancien Parti communiste

Le nouveau premier ministre mongol, M. Punsagijn Jasray, a formé, vendredi 21 août, un gouvernement chargé de résoudre la crise économique qui frappe le pays. Il comprend seize membres contre onze dans le cabinet précédent, et seuls cinq ministres sortants figurent dans la nouvelle équipe. Le ministère du développement national aura des pouvoirs étendus pour coordonner la politique économique, une décision saluée par le représentant à l'Organisation des Nations unies pour le développement (PNUD). Ce « super-ministère », a-t-il souligné, encouragera une meilleure utilisation de l'aide internationale.

Tous les ministres appartiennent au Parti populaire révolutionnaire (PPRM, ex-communiste), qui a obtenu 70 sièges sur 76 lors des élections législatives il y a deux mois. Le Parlement s'est opposé aux tentatives du premier ministre pour inclure un membre de l'opposition dans le gouvernement.

Voici la liste du gouvernement :

Premier ministre, M. Punsagijn Jasray ; vice-premier ministre, M. Choijilsurenjiny Purevdorj ; ministre d'Etat et président de l'Agence pour le développement national, M. Chultemjiny Ulsan.

Ministres : nature et environnement, M. Zambay Batjargal ; construction et planification urbaine, M. Tserendashjiny Damiran ; défense, M. Shagshyn Jadambaa ; relations extérieures, M. Tserenpiliyn Gombosuren ; sciences et éducation, M. Nadmidjiny Olziykhuat ; géologie et minerais, M. Dorjiny Tsogtbatar ; transports et communications, M. Razdakyn Sandalkhuu ; finances, M. Dalrain Davassambuu ; culture, M. Nambarjyn Enkhbayar ; carburant et énergie, M. Byambyn Jigjid ; démographie et travail, M. Erdenjiny Gombojav ; alimentation et agriculture, M. Tserenjavyn Oold ; commerce et industrie, M. Tsevegmejiyn Tsogt ; justice, M. Namrajajiny Lavsanjav ; santé, M. Pavajajiny Nyamdava. — (Reuters.)

EN BREF

■ CAMBODGE : l'ONU envisage d'organiser des élections sans les Khmers rouges. — Le chef de l'Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge (APRONUC), M. Yasushi Akashi, a déclaré, samedi 22 août, que les élections prévues pour mai prochain sous l'égide de l'ONU pourraient avoir lieu sans la participation des Khmers rouges si ces derniers maintiennent leur position intransigeante et refusent de déposer les armes « d'ici à octobre au plus tard ». D'autre part, le régime de Phnom-Penh a demandé, dimanche, l'élection d'un chef de l'Etat au suffrage universel avant la tenue des législatives et renouvelé son soutien à la candidature du prince Sihanouk. — (AFP.)

■ INDE : important crédit russe pour l'achat de matériel militaire. — Le président russe, M. Boris Eltsine, a offert à l'Inde un crédit d'un montant de 400 millions de dollars destiné à l'achat en Russie de matériel et de technologie militaires, a annoncé, vendredi 21 août, le ministre indien de la défense, M. Sharan Pawar. M. Pawar est attendu à Moscou le 6 août pour discuter de l'offre russe. — (AFP.)

■ JAPON : une dizaine de parlementaires impliqués dans le scandale Sagawa. — En sommeil depuis plu-

sieurs semaines, le scandale politico-financier Sagawa a rebondi, vendredi 21 août, avec de nouvelles révélations de la presse japonaise faisant état de contributions douteuses, d'un montant total d'environ 17 millions de dollars, versées à une dizaine de parlementaires du Parti libéral démocrate (PLD au pouvoir). Toutefois, pour l'instant, aucun homme politique n'a encore été inculpé dans ce scandale, dévoilé en février dernier. — (AFP.)

■ PHILIPPINES : le président Ramos limoge le chef de la police. — Le président philippin, M. Fidel Ramos, a limogé, samedi 22 août, le chef de la police à la suite de l'implication de plusieurs membres des forces de l'ordre dans des activités criminelles. « J'ai ordonné qu'il soit mis fin aux fonctions de Cesar Nazareno en tant que chef de la police nationale (PNP) », a-t-il dit à la presse. Il a ajouté que la crédibilité de la PNP avait été « gravement mise en cause » par l'arrestation de quarante-quatre policiers impliqués dans des affaires de trafic de voitures volées et d'extorsion de fonds depuis son arrivée au pouvoir le 30 juin dernier. M. Nazareno sera remplacé par son adjoint, M. Raul Imperial. — (Reuters.)

A L'ISTEC 3 = 4

Créé il y a plus de 30 ans, L'ISTEC EST UN INSTITUT DE FORMATION SUPERIEURE DE CADRES DE HAUT NIVEAU ET DE MANAGERS D'ENTREPRISES.

DIPLOME RECONNU PAR L'ETAT

- Durée des études : Bac + 3 ou Bac + 4.
- Une formation dense et de haut niveau, de vrais généralistes de la formation commerciale en 3 ans au lieu de 4.
- Une 3^e année de spécialisation en option.
- En relation permanente avec les entreprises.
- Une vie associative active : des anciens élèves dynamiques.
- Un environnement économique privilégié : le département des Hauts-de-Seine.

ENTREE DIRECTE EN DEUXIEME ANNEE POUR LES TITULAIRES DE BTS OU DUT

Epreuves orales le 3 septembre 1992

Renseignements et inscription :

Tél : 01 46 21 41 23

Minitel : 3614 Chap * ISTE

Accueil : 102, rue du Point du Jour - 92100 BOULOGNE

ISTEC : L'EXCELLENCE, LA REUSSITE

AFRIQUE

SOMALIE : la lutte contre la famine

La persistance des conflits claniques menace les efforts humanitaires

NAIROBI
de notre correspondant

Malgré le démarrage du pont aérien américain, les promesses médiatiques dépassent, pour le moment, les réalisations sur le terrain. Les milliers de tonnes d'aide alimentaire promises par Washington, ne sont toujours pas arrivées à Mombassa et les membres de l'opération « Provide Relief » en sont réduits à puiser dans les 2 000 tonnes de vivres stockées par le Programme alimentaire mondial (PAM).

Plusieurs des quatre gros ports américains ont, certes, réussi à livrer, depuis vendredi 21 août, quelque 30 tonnes de secours à Wajir, dans le nord-est du Kenya. Mais aucun n'a atterri en Somalie et notamment à Baidoa, « l'épicentre de la tragédie somalienne ». Les problèmes de sécurité, qui ont empêché l'atterrissage de plusieurs avions-cargos à Baidoa, ont sans doute incité les responsables américains à temporiser.

Le PAM, qui a démarré, de son côté, un pont aérien sur la localité somalienne, admet compter beaucoup sur les organisations non gouvernementales (ONG) pour assurer

l'acheminement des secours : « Dans trois semaines, les ONG devraient être prêtes à répartir nos livraisons », estime un responsable des Nations unies, faisant écho aux déclarations du général américain Frank Libutti, chargé de la logistique de l'opération « Provide Relief ».

Les grands donateurs sont en train de réaliser que travailler en Somalie requiert une expérience... qu'ils ne possèdent pas. Répartir les vivres, par exemple, est l'une des phases les plus délicates des activités d'assistance. Les ONG, tout en se félicitant de la réponse de la communauté internationale aux demandes d'aide, s'inquiètent désormais des violences et des pillages que ne manqueront pas de provoquer la livraison désordonnée de nourriture.

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR, Genève), qui mobilise soixante-dix experts et plus de mille cinq cents volontaires du Croissant rouge somalien, reste, pour l'instant, la seule organisation capable d'organiser des distributions à grande échelle. Cette efficacité exceptionnelle s'explique, en partie, par la collaboration - patiemment acquise - des chefs de clan. Ces derniers, depuis l'éclatement de l'Etat et

l'anarchie qui a suivi, semblent regagner un peu de leur autorité traditionnelle, même s'ils ont du mal à s'imposer aux jeunes pillards en rupture de ban, attirés par la « noria » alimentaire.

A Mombassa, le pont aérien (mis en place avec des appareils américains, allemands et canadiens notamment) a une capacité de 16 000 tonnes par mois - auxquelles s'ajoutent les cargaisons maritimes et les 17 000 tonnes mensuelles du réseau air-terre-mer du CICR. Cette mobilisation devrait couvrir les besoins mensuels du pays (estimés à 40 000 tonnes), à condition, toutefois, que les combats ne viennent pas bloquer ce « pipeline » humanitaire.

L'aide d'urgence reste le seul espoir de survie pour un million et demi de Somaliens, menacés, à très court terme, de mourir de faim. Les cinq cents cuisines collectives installées par le CICR nourrissent plus d'un demi-million de personnes, et les multiples centres nutritionnels des différents ONG viennent compléter ce dispositif. Mais il faut penser plus loin si l'on veut éviter la destruction totale du monde paysan et nomade, qui représente près de 80 % de la population somalienne.

C'est pourquoi le CICR a lancé un vaste programme de vaccination des troupeaux récupérés et de distribution des semences aux rares agriculteurs qui n'ont pas été contraints à l'exode après les razias. Les livraisons successives d'aide alimentaire devraient calmer les handis, espère-t-on, en faisant chuter le prix du sac de grains.

En revanche, sur le plan politique, les observateurs restent pessimistes. La récente Alliance nationale somalienne, créée sous la houlette du général Aidid (le 21 août), regroupe trois factions claniques représentant les clans du Sud - à l'exception du clan Darod, dont fait partie le sous-clan de l'ancien président Siad Barre.

Sa création vise, avant tout, à donner une assise politique au général Aidid, considéré comme « l'homme fort » du Sud.

Les adversaires du général - Marehan, Abgal on Majerteen - ne semblent pas enclins à déposer les armes. Ces incertitudes pèsent lourdement sur l'avenir de l'aide humanitaire. Les « dérapages » possibles risquent d'ajouter quelques centaines de victimes aux statistiques déjà effrayantes du drame de la Somalie.

JEAN HÉLÈNE

ALGERIE : alors que les actions terroristes se multiplient

Le président de l'Observatoire des droits de l'homme demande la fermeture des centres de détention

Le président de l'Observatoire national des droits de l'homme (ONDH), M. Abdelrezak Barakamel, a souligné, dimanche 23 août, dans un entretien accordé à l'agence APS, que « les centres de détention sont fermés, au plus tard avant la fin du mois d'octobre prochain ». Il a précisé que sur les 8 000 personnes frappées de mesures d'internement administratif, 4 000 sont encore détenues dans sept centres situés au Sahara dans des conditions qu'il a qualifiées de « difficiles ».

département de Constantine, a été blessé par balles, vendredi, par des inconnus qui ont pris la fuite. D'autre part, le président de la délégation exécutive communale des Eucalyptus, dans la banlieue algéroise, a été, lui, assassiné, dimanche, par trois individus, alors qu'il sortait de son bureau. Les délégations exécutives communales ont remplacé les conseils municipaux tenus par le Front islamique du salut (FIS), dont la majorité ont été dissous au début de l'année.

Banaliser la violence

Les terroristes n'hésitent plus à s'attaquer à des postes de police ou à des gendarmeries. Ainsi, cinq hommes, dont un ancien gendarme, ont attaqué, samedi, la gendarmerie de Mendes, non loin de Relizane, dans l'Ouest algérien. Selon l'APS, l'attaque, qui a fait deux blessés, visait l'armurerie de la brigade. Mercredi dernier, lors d'opérations combinées, les forces de l'ordre avaient donné l'assaut à une villa en construction à Babahassan, à une trentaine de kilomètres d'Alger, qui servait de quartier général à des terroristes.

Au cours de cet engagement, une fillette de treize ans a trouvé la mort. Les dix membres de ce groupe armé, dont le chef présumé, M. Bencheikh Djennas, ont tous été tués. Ils seraient responsables, selon la gendarmerie, d'une trentaine d'assassinats : vingt-cinq policiers ou militaires, et cinq civils. D'autre part, les terroristes intégristes semblent vouloir s'en prendre aux installations téléphoniques. Ainsi, deux sous-stations de 300 lignes chacune ont été incendiées, dans la nuit de vendredi à samedi, à Boufarik, près d'Alger.

Si le pouvoir a gagné la première manche de la bataille des mosquées, devenues des hauts lieux de la propagande islamiste, il est loin d'avoir remporté celle de la violence terroriste. Les communiqués triomphalistes publiés dans la presse locale, ou la présentation à la télévision nationale de l'arsenal récupéré aux mains des intégristes arrêtés ne peuvent cacher, en effet, que, malgré des succès spectaculaires remportés par les groupes d'intervention spéciale, la plupart des auteurs d'attentats commettent leurs forfaits en toute impunité.

La police et la gendarmerie sont les premières visées. Depuis l'instauration de l'état d'urgence, le 8 février dernier, elles ont payé un lourd tribut à la violence : plus de 120 des leurs ont ainsi été assassinés. Fait nouveau, cependant : les « groupes armés » entendent ne plus prendre uniquement pour cibles les militaires ou les agents des forces de l'ordre.

Deux fonctionnaires civils ont ainsi été victimes d'attentats en l'espace de quarante-huit heures. Le chef de la daïra (sous-préfecture) de Hammam-Bouaziane, dans le

Matgré la multiplication des actes de sabotage et des attentats, et les opérations ponctuelles de la police, les Algériens ne se laissent pas gagner par la peur. Ils seraient plutôt enclins à banaliser - par rejet - une violence dont, il y a à peine deux ans, ils n'auraient pu imaginer qu'elle frapperait si durement leur pays. *Interim.*

o **NAMIBIE** : l'enclave de Walvis Bay sous administration conjointe avec l'Afrique du Sud. - La Namibie et l'Afrique du Sud sont convenues d'administrer conjointement l'enclave de Walvis Bay, pour une période « transitoire », a-t-on appris, samedi 22 août, de source autorisée à Windhoek. Le port en eau profonde de Walvis Bay (et les zones littorales voisines) étaient sous administration sud-africaine depuis soixante-dix ans. Malgré l'accession de la Namibie à l'indépendance, en 1990, Pretoria refusait, jusque là, de renoncer à ses prérogatives. - *(Reuters)*

matiques soviétiques, au nom des pays membres de la CEI - a récemment fermé neuf ambassades sur quarante-deux, ouvrant, dans le même temps, une représentation en Afrique du Sud. Ces fermetures en avalanche devraient entraîner la réduction d'environ un tiers des effectifs des départements africains du ministère des affaires étrangères. - *(AFP)*

o Un quart des ambassades de l'ex-URSS en Afrique condamnées à fermer. - Près du quart des ambassades de l'ex-URSS ont fermé leurs portes, en Afrique, au cours des derniers mois, a-t-on appris, samedi 22 août, à Moscou, auprès du ministère des affaires étrangères. La diplomatie russe, qui gère les anciens postes diplo-

o **TCHAD** : la Ligue des droits de l'homme dénonce la « recrudescence » des cas de torture et de mauvais traitements. - Selon la Ligue tchadienne des droits de l'homme (LTDH), la torture et les mauvais traitements dont sont victimes les détenus, sont en « recrudescence ». L'association évoque, notamment, la « mort par asphyxie » de deux militaires, qui avaient été enfermés dans une cave, pendant trois jours, à Abeche (est du pays), sur ordre du commandant de la région militaire, en juin dernier. - *(Reuters)*

Togo : la démocratie en otage

L'armée, qui soutient le président Eyadema, reste le principal obstacle à la libéralisation

LOME
de notre envoyé spécial

Blotti à l'arrière du véhicule, encadré par deux gardes du corps, un haut responsable de l'opposition traverse Lomé à vive allure. Ce soir, il « prend le maquis » : dans l'une des quartiers populaires de la ville, une zone « sûre », il dormira dans une résidence protégée par des unités. L'entrée de la rue, devant la villa aux volets clos, de solides gardiens veillent.

L'étranger est systématiquement fouillé. « Nous venons de recevoir une information : un commando de militaires doit m'abattre cette nuit », soupire ce membre influent du Haut Conseil de la République (HCR), principale instance du régime de transition. Sa famille est déjà réfugiée au Bénin voisin.

Cette scène fait désormais partie du quotidien de la classe politique togolaise, engagée depuis un an dans un labyrinthe de négociations avec le chef de l'Etat, le général Gnassingbé Eyadema. Au pouvoir depuis près de vingt-cinq ans, ce dernier a été privé de la plupart de ses prérogatives par la Conférence nationale - à laquelle avaient refusé de participer les Forces armées togolaises (FAT), qui rassemblent près de deux mille hommes et sont considérées comme le principal atout du président.

cette institution n'ont pas ménagé le président, qui vit dans l'une des casernes de la capitale, au milieu de ses hommes. Il choisit lui-même ceux qui participent aux évènements, ces cérémonies de lutte traditionnelle kabyle, auxquelles le chef de l'Etat assiste régulièrement, dans son fief de Kara, dans le nord du pays. Cette année, malgré la tension qui prévaut, il n'a pas dérogé à la règle.

Le 3 décembre 1991, la crise latente entre le gouvernement (dirigé par M. Joseph Kokou Koffigoh, avocat de quarante-quatre ans et ancien président de la Ligue togolaise des droits de l'homme) et l'armée dégénère brutalement. Les militaires lancent l'assaut contre la Primature. Le bâtiment est bombardé par des chars et le propre frère du général Eyadema sera tué lors de l'offensive.

M. Koffigoh - le « Pif » comme l'ont baptisé les Togolais - sort indemne des décombres. Sous la pression des militaires, il accepte de concéder au général Eyadema une meilleure représentativité de la « sensibilité » présidentielle, c'est-à-dire une plus forte présence du Rassemblement populaire togolais (RPT, l'ex-parti unique) à la direction du pays.

Lois de réamener l'opposition - déjà divisée depuis l'élection du premier ministre - cette décision a aggravé les luttes intestines. « En fait, tout cela, le premier ministre a ouvert la voie aux concessions. Il est devenu l'otage du président », estime un jeune radical. « C'est un bébé entre les mains de l'adversaire », renchérit, avec amertume, le tréculant M. Agboyibo, président du Comité d'action pour le renouveau et viatique candidat à l'élection présidentielle.

Lâché par l'opposition, qui le soupçonnait d'avoir des ambitions présidentielles, M. Koffigoh est désormais plus isolé que jamais. « On l'a traîné dans la boue, humilié, on voulait lui imposer un acte de non candidature », commente, exoté, l'un de ses proches, fustigeant au pas-

sage l'intransigeance des membres du HCR.

Le fragile équilibre ethnique entre les populations du Sud, traditionnellement tournées vers le commerce, et celles du nord, rurales, et principales bénéficiaires du coup d'Etat de 1963, a voté en écho. Il suffit, pour s'en convaincre, de suivre l'évolution des graffiti dans les quartiers. Dans les zones peuplées de Ewé et de Minna (ethnies cojaïnes du Sud), les murales traduisent l'occupation de la population à l'égard du régime présidentiel. En revanche, dans le quartier kabyle de Lomé, les slogans à la gloire du RPT s'évalent sur la plupart des façades.

la stratégie de la terreur

Ce ressentiment ne se limite pas, hélas, aux joutes verbales. Les vagues de violence qui éclatent, ici et là, ont poussé des populations entières à quitter leurs villages. En 1991, cinquante mille personnes, pour la plupart des métayers originaires du Nord, ont dû quitter les zones du Moyen Togo. « C'est une plaie bien réelle, que nous mettrons des décennies à guérir », reconnaît, non sans inquiétude, un jeune pasteur.

Lois de désarmer, les adversaires de la transition démocratique - qui se recrutent surtout au sein de l'armée - semblent décidés à faire monter la tension. C'est ainsi que s'expliquent, estime un observateur, la série d'attentats aveugles qui viennent de secouer le pays. Le plus spectaculaire fut l'assassinat, samedi 5 mai dernier, de M. Ghilchik Ouyé - fils du premier président du Togo, qui avait été assassiné - en 1967 - lors du putsch victorieux du général Eyadema.

L'impunité et la facilité avec lesquelles ces escadrons de la mort semblent opérer sont pour le moins trou-

blantes. « Le président fait comme s'il n'était au courant de rien. Il condamne systématiquement chaque coupable, mais son frère a été tué lors de l'assaut contre la Primature. L'un de ses fils était sur les lieux de l'attentat contre Ghilchik », constate un bonhomme d'affaires, qui s'apprête à « récupérer ses créances, à vendre le stock » et à « aller tenter sa chance ailleurs ».

Cette stratégie de la terreur a fini par porter ses fruits. Au prix de multiples concessions, l'opposition a finalement accepté le retour du général Eyadema sur le devant de la scène. Selon les accords, négociés ces derniers jours, le chef de l'Etat pourra désormais, selon l'importance de l'ordre du jour, présider le conseil des ministres. Quant à l'article du projet de Constitution, qui prévoyait d'obliger les militaires à démissionner pour pouvoir se présenter aux élections, il a, tout simplement, été mis au panier.

Ces concessions ont été très mal accueillies par la frange radicale de l'opposition. « Les négociateurs préparent le retour triomphal et légal des régimes condamnés », estime le coordinateur du MOI (Mouvement du 5 octobre), une organisation dont les membres ont été parmi les plus fervents défenseurs du projet de Constitution. La période transitoire a été prolongée de quatre mois pour permettre la tenue des élections municipales, législatives et présidentielles.

Lois de calmer le jeu, ces diverses mesures de compromis n'ont rassuré personne. Les Occidentaux - en particulier les ambassadeurs de France, d'Allemagne et des Etats-Unis, - mais aussi le Ghana voisin, multiplient les pressions sur le régime du général Eyadema. Pour éviter, explique-t-on orlément, que la situation ne dérape et que n'éclate « une guerre civile semblable à celle du Libéria ».

JEAN-KARIM FALL

Une opposition divisée

Composée à plus de 70 % de membres de l'ethnie Kabye (dont est issu le général Eyadema), cette armée, équipée par la France et l'Allemagne, les deux anciennes puissances coloniales, conteste ouvertement le nouveau régime de transition et, particulièrement, le Haut Conseil de la République, l'organe législatif provisoire.

Les soixante-quatorze membres de

LIBERIA

Regain de violences au nord de Monrovia

Des milliers de civils, fuyant les combats de Bomi et de Grand-Cape-Mount (nord-ouest du Libéria), où de violents combats opposent les rebelles du Front national patriotique du Libéria (FNPL, dirigé par Charles Taylor) à ceux du Mouvement de libération uni pour l'indépendance (ULIMO, basé en Sierra Leone), sont arrivés, dimanche 23 août, à Monrovia. Les fugitifs ont dû marcher pendant plusieurs jours, sans nourriture et sans eau. Beaucoup d'entre eux, en particulier des personnes âgées, seraient morts de faim en route.

Ces nouveaux affrontements entre les troupes du FNPL et de l'ULIMO ont éclaté, la semaine dernière, à Tubmanburg, place

forte du FNPL, située à 60 kilomètres au nord de Monrovia et assiégée par l'ULIMO. Si l'on en croit les dirigeants du FNPL, ces combats auraient été particulièrement meurtriers, faisant entre 1 500 et 2 000 tués. Ils se seraient étendus dans plusieurs points du comté de Grand-Cape-Mount, à la frontière sierra-léonaise.

La guerre civile, qui ensangante le Libéria depuis un an et demi, a rapidement « contaminé » son fragile voisin. La création, en Sierra Leone, d'un Front révolutionnaire uni (FRU), allié du FNPL, a largement contribué au regain des massacres. Depuis mars 1991 (date de création du FRU), 8 400 civils et 125 militaires auraient été tués, a

indiqué, samedi 22 août, à Free-town, le sous-secrétaire d'Etat à la défense, le lieutenant K. S. Mondeb.

La junte militaire qui a pris le pouvoir en Sierra Leone en avril dernier avait fait du retour à la paix une de ses priorités. Cet objectif est encore loin d'être atteint. L'armée sierra-léonaise a néanmoins remporté une importante victoire, la semaine dernière, en reprenant le contrôle de la ville de Balma, qui occupe une position stratégique dans la région. Située dans l'est de la Sierra Leone, non loin de la frontière libérienne, Balma était aux mains des rebelles depuis un an. - *(AFP, Reuters)*

(Publié)

DU PARQUET AU PRIX D'UNE MOQUETTE !

C'est possible chez Artrec. Artrec, depuis 40 ans le spécialiste en revêtements de sols et murs. A PRX DÉGRIFÉES, propose toute une sélection de parquets (botants ou à coller, lames ou dalles) à des prix exceptionnels. Un grand choix d'essences (chêne, hêtre, cerisier...) et même des parquets en ject : idéal pour la salle de bains !

Ex. : un parquet chêne massif 10 m/m d'épaisseur au prix imbattable de 79,90 F le m². Attention : lot à saisir - stock limité.

Et si la pose, même facile, vous rebute, Artrec peut s'en charger. Artrec, c'est également un grand choix de moquettes, plastiques, tissus d'ameublement, tapis muraux, canapés, à des prix jamais vus !

Artrec, 5 départs en région parisienne, 4, bd de la Bastille, Paris 12^e - Tél. : 43-40-72-72.

Océan Indien

MADAGASCAR

Les militaires mutins ont regagné leurs casernes

A Antananariva (ex-Diège-Suez), les quelque deux cent cinquante militaires mutins qui s'étaient associés aux militants fédéralistes pour empêcher le bon déroulement du référendum du 19 août ont regagné leurs casernes, a-t-on appris, dimanche 23 août, de source gouvernementale. Ce retour au calme a été obtenu grâce à l'intervention de l'armée régulière. Deux détachements ont pris position à Antananariva, assurant le contrôle de l'aéroport, du port et du siège local de la radio et de la télévision.

De leur côté, les fédéralistes (fidèles au président Ratsiraka) ont accepté de mettre fin à leur mon-

vement, à la suite de négociations menées sur place par une délégation gouvernementale détachée, vendredi, par le premier ministre, M. Guy Willy Razanamasy. L'ordre serait également revenu à Toamasina (ex-Tamatave), où des affrontements entre fédéralistes et partisans de la transition ont fait au moins trois morts la semaine dernière. Les résultats définitifs du référendum constitutionnel devraient être annoncés cette semaine. Dans l'hypothèse - probable - d'une victoire du « oui », une élection présidentielle doit être organisée dans un délai de deux mois. - *(AFP)*

POLITIQUE

La campagne pour le référendum du 20 septembre

M. Le Pen souhaite « la défaite du honteux traité et la déconfiture du piteux traître »

Devant plus d'un millier de personnes, M. Jean-Marie Le Pen a prononcé, samedi 22 août à La Trinité-sur-Mer (Morbihan), son discours de rentrée, à quatre semaines du référendum sur la ratification des accords de Maastricht. Le traité d'Union européenne, auquel il s'oppose, a constitué l'unique sujet de son allocution, longue de deux heures. Auparavant, il s'était prononcé contre une intervention militaire dans l'ex-Yougoslavie.

Pour Maastricht, c'est deux fois « non ». M. Jean-Marie Le Pen a réaffirmé devant ses militants, samedi 22 août, dans son village natal de La Trinité-sur-Mer (Morbihan), son opposition à la ratification du traité sur l'Union européenne lors du référendum du 20 septembre. Le président du Front national a longuement présenté ce traité comme un « complot mondialiste », organisé par des « Maastrichtiens » qui conduisent la France, selon lui, à un « suicide national ». Il a dénoncé « les énarques qui se penchent sur les écrans » et il a donné un « double mot d'ordre » à ses auditeurs : « Non à Maastricht et non à Mitterrand » pour assurer « la défaite du honteux traité et la déconfiture du piteux traître ».

En effet, « le non » du Front national ne s'adresse pas seulement à

la trahison de Maastricht, car il vise aussi celui qui symbolise la félonie à l'égard des institutions qu'il est chargé de défendre, le porte-parole du parti le plus corrompu de l'histoire de France, j'ai nommé François Mitterrand », a déclaré l'ancien candidat à la présidence de la République, présenté par ses amis comme le futur titulaire de la charge. Pour lui, « il ne fait aucun doute que la volonté de François Mitterrand est une mutation vers une entité supranationale qui passe par l'éclatement de la nation ».

« Les puissances obscures et les lobbies »

« Le Front national est le seul mouvement politique à combattre le complot de Maastricht non seulement depuis qu'il est révélé sous la forme d'un traité, mais bien avant », a-t-il affirmé, en soutenant que « le gros bataillon de la bataille de Maastricht, c'est le Front national : ce sont les millions d'électeurs que nous allons apporter à l'appui de la victoire du non ». Parlant d'une « consultation illégale », M. Le Pen a indiqué que, dans l'hypothèse d'une défaite du « non », il appellerait à « voter contre les députés et les sénateurs qui se seront prononcés en faveur du « oui » au référendum de honte ».

Selon le chef de file de l'extrême droite, « les conséquences du traité de Maastricht seront, pour la France, pires que celles d'une guerre perdue. Cette bataille de Maastricht sera décisive dans la guerre permanente

que mènent les puissances obscures et les lobbies contre les nations », particulièrement la nôtre « fondée il y a mille cinq cents ans à Reims ». Il a résumé cette bataille par « un face-à-face entre le parti de l'étranger et le parti de la France ».

M. Le Pen a soutenu qu'il y aura « plus d'immigration, plus d'insécurité, plus de drogue, plus de sida », avec Maastricht. Selon lui, « le droit de vote sera étendu à l'ensemble des étrangers » et « la Mafia pourra s'installer calmement et officiellement chez nous ». Parlant de « caots hospitaliers » à propos de la récente affaire des déchets venant d'Allemagne, il a assuré que « la France sera le réceptacle de toutes les immigrations et la poubelle de tous les déchets ». Ironisant sur la sonorité du sigle de l'unité de compte européenne, il a ajouté : « Vous avez l'écu et vous l'avez bien ».

Devant son public, M. Le Pen n'a fait qu'une très brève allusion à la guerre en Bosnie-Herzégovine. « Les tenants de Maastricht, a-t-il dit, ont démontré leur impuissance. Ils sont cependant largement responsables du développement de ce conflit sanglant. Si Mitterrand, Delors et consorts avaient reconnu sans tarder l'indépendance des Républiques (de l'ex-Yougoslavie), les communistes serbes auraient sans doute hésité à affronter la résolution des pays démocratiques ».

Accueillant, quelques heures auparavant, les jeunes du Front national qui ont sillonné le littoral pour promouvoir le « non » à Maastricht, il

s'était prononcé contre une intervention armée, confirmant ainsi une différence d'appréciation avec une branche du Front national inspirée par M. Bernard Antony, député européen, favorable à une opération de guerre (le Monde du 22 août). M. Le Pen a estimé, pour sa part, que « la France n'a sans doute pas les moyens militaires d'aller jouer les gendarmes du monde, fût-ce à quel prix », et qu'elle a « beaucoup de problèmes à régler chez elle avant que d'aller régler chez les autres ». Dimanche, le président du parti d'extrême droite a dénoncé les « excursions humanitaires » qui sont, pour lui, autant de « bluffs médiatiques ».

Le complot...

Après avoir accusé « ceux qui rêvent des frontières sèches et reconquises pour Israël » de vouloir « qu'on détruise celles de la France », M. Le Pen a révélé leur « vraie raison de faire l'Europe ». Elle est idéologique. « Deux cents ans après la révolution américaine et la révolution française, soixante-quinze ans après la révolution d'Octobre, les incurables idéologues constructivistes rêvent toujours de bâtir la cité d'Utopie. Il s'agit cette fois, au-delà de l'étape européenne, de détruire les nations au bénéfice du nouvel ordre mondial aux ordres de l'oligarchie internationale et cosmopolite ».

« Maastricht est donc une des clés de ce véritable complot mondialiste et internationaliste, a poursuivi M. Le Pen. Les promoteurs de Maastricht ne font pas mystère de la haine qu'ils portent à la nation, au fait national, aux valeurs nationales. Et l'un d'eux, des plus illustres, n'a-t-il pas dit : « il ne reste qu'à faire sauter un seul verrou, celui de la nation ? »

Le chef de l'extrême droite s'est gardé de donner l'identité de cet illustre complot. Elle figure dans Minute de France, dont le dernier numéro (daté 19-25 août) publie un article intitulé « Maastricht, un complot mondialiste contre les nations », rédigé par M. Jacques Ploncard d'Assac. « Ce mot d'assac », dit l'auteur de l'article, au baron de Rothschild en 1970, « épie de ce sujet depuis les années 30 ». M. Ploncard d'Assac se réfugia après la guerre au Portugal, où il fut conseiller du dictateur Salazar.

M. Lang invite les partisans de Maastricht à « battre le rappel »

M. Jack Lang, ministre de l'éducation nationale et de la culture, a exprimé le von, dimanche 23 août au « Grand Jury RTL-le Monde », « que le « oui » soit combatif et alerte ». « Le temps est venu, a-t-il dit, de passer à la vitesse supérieure, de battre le rappel, comme l'on dit dans la marine. Je souhaite qu'un peu partout les uns et les autres, quelle que soit leur appartenance politique, battent le rappel des combattants de l'avenir. Comme on pourrait dire sur un terrain de sport : allez les « oui » ! Baissez-vous, allez-y, allez-y avec ferveur et sans complexe ! (...) Les partisans du « oui » représentent la majorité des forces les plus vivantes de ce pays et en particulier les jeunes, qui ont envie, majoritairement, de dire « oui » au futur ».

M. Lang a estimé qu'il n'est pas anormal que le chef de l'Etat, à un moment où à un autre, puisse expliquer au peuple français les raisons qui l'ont conduit, avec d'autres chefs d'Etat et de gouvernement, à faire franchir à l'Europe une nouvelle étape. Comme on lui demandait si le président de la République était prêt à débattre avec un partisan du

« non », le ministre, qui coordonne, avec M^{me} Elisabeth Guigou, la campagne gouvernementale, a répondu : « François Mitterrand est un homme respectueux de la pluralité des idées et des pensées. Pourquoi pas ? ».

M. Lang a ajouté : « Il est essentiel que les citoyens français puissent se prononcer sur l'avenir de l'Europe, hors des clivages partisans. Nous sommes nombreux à souhaiter y compris les dirigeants de l'opposition, comme M. Balladur, ou M^{me} Veil, que pendant ce mois soient mises au placard les querelles partisans qui nous opposent habituellement les uns aux autres. (...) Il faut élever, autant qu'il est possible, qu'un grand choix national comme celui-ci soit contaminé par des querelles de personnes ou des batailles politiques ».

Si le « non » l'emportait, « la France pour moi ne serait plus la France », a dit M. Lang. « Je ne envisage pas de nous pardonner pas (l'avis) par un coup de tête capricieux, par une sorte de mouvement irrésistible, barré la route de l'avenir ».

Invitée de « L'heure de vérité »

M^{me} Garaud pense qu'un succès du « non » serait « une victoire de l'opposition »

Invitée, dimanche 23 août, de « L'heure de vérité » sur Antenne 2, M^{me} Marie-France Garaud a déclaré, à propos du référendum sur Maastricht, que « l'opposition préservera beaucoup plus son unité le soir du 20 septembre si le « non » l'emporte, parce que ce sera une victoire de la souveraineté française ». Ce sera aussi, a-t-elle ajouté, l'ancienne collaboratrice du président Pompidou et de M. Jacques Chirac, « une victoire de l'opposition française face à celui qui a voulu ce traité, qui l'a porté, qui l'a négocié et mal négocié, c'est-à-dire le président de la République ».

« L'opposition se porte toujours mieux quand elle gagne que quand elle perd », a-t-elle dit. M^{me} Garaud répondait, ainsi, à l'article de M. Edouard Balladur dans le Monde

du vendredi 21 août sur « les dangers du « non », position qui pose, selon elle, « un problème grave ». Quant à M. Chirac, M^{me} Garaud a estimé « qu'il essaie de se débrouiller comme il peut, en ce moment, pour faire semblant de ne pas s'apercevoir qu'il s'est posé quelque chose ».

M^{me} Garaud s'en est enfin prise aux contraintes qui « vont la clore : le gouvernement ». « Une légèreté odorante, marquée au fer rouge, tout le monde le voit », a-t-elle ironisé. Dans Libération du lundi 24 août, M. Bernard Stasi, vice-président du CDS, fustige en retour M^{me} Garaud, qui, selon lui, « s'est toujours trompée » et « a fait faire des bêtises à tous ceux qu'elle a conseillés ».

An Forum RMC - L'Express

M. Harlem Désir se prononce pour un « oui » raisonné

M. Harlem Désir, président de SOS-Racisme, s'est prononcé, dimanche 23 août, au Forum RMC - L'Express, pour un « oui » raisonné au référendum du 20 septembre, affirmant notamment : « Je crois que les Etats-nations, qui ont sans doute encore une pertinence sur le plan de l'histoire, de la culture, sont un peu obsolètes sur le plan de la réalité économique ».

Selon M. Désir, « ce qui se passe à nos portes, en Yougoslavie, plaide en faveur, pour le rapprochement et

des politiques communes entre Européens ». De même, « tout ce qui permet de dépasser le nationalisme entre la France et l'Allemagne, tout ce qui permet de faire travailler ensemble les peuples d'Europe (...) est une nécessité d'aujourd'hui ». Estimant que Maastricht est un compromis acceptable, M. Désir a souhaité « qu'après le traité de Maastricht il y ait un traité social » et que « le prochain objectif social et démocratique de l'Europe, ce soit le partage du temps de travail ».

l'un des principaux concurrents de M. Jacques Chirac au sein du RPR le privilège d'un débat télévisé avec le président de la République ne peut être innocent.

M. Pierre Bérégovoy relevait avec insistance, la semaine dernière, la décision de M. Chirac dans l'expression de son « oui ». M. Michel Delebarre accuse les dirigeants du RPR de trahir leur monde en se prononçant pour Maastricht, alors que, « sur le terrain », leur formation ferait campagne pour le « non ». Voici que M. Mitterrand se prépare à dialoguer avec M. Séguin : comment mieux signifier que M. Chirac, principal « présidentiable » de l'opposition, n'a-t-il pas fait dans son parti ? Le député des Vosges est en outre, parmi les adversaires de Maastricht, celui qui fustige le plus à la critique du traité lui-même, sans recourir à l'argument plébiscitaire.

Deux stratégies à droite

Deux stratégies partagent la droite. La première a l'avantage de la simplicité. Exposé, par M^{me} Garaud, dimanche sur Antenne 2 (lire ci-dessus), elle consiste à juger que M. Mitterrand demandant aux Français de voter « oui » le 20 septembre, la victoire du « non » serait une défaite pour le président de la République et ne pourrait être, par voie de conséquence, qu'une victoire pour l'opposition. Désolé par les Français sur un

acte présenté comme crucial pour l'avenir du pays, le chef de l'Etat ne serait-il pas obligé de démissionner ? S'il ne s'y résignait pas, la droite n'abandonnerait-elle pas en position de ne peut plus forte la probable cohabitation de mars 1993 ?

L'autre stratégie, défendue notamment par M. Edouard Balladur, considère le danger d'une nouvelle rupture « européenne » de la droite. Depuis la première élection du Parlement de Strasbourg au suffrage universel, en juin 1979, la construction européenne est l'un des principaux terrains d'affrontement au sein du camp conservateur. Les partisans de la Communauté avaient réussi, depuis la cohabitation de 1986-1988, à faire prévaloir leurs vues et à y amener le RPR. La victoire du « non » résulterait et aggraverait un divorce tel qu'il serait difficile de croire à l'aptitude des uns et des autres à gouverner ensemble. M. Mitterrand serait certes battu, mais sans qu'une opposition crédible soit prête à prendre la relève.

Cette thèse donne au chef de l'Etat le moyen d'inverser la charge de la preuve. Ce n'est plus lui qui doit se mettre à l'abri d'un contre-plébiscite, mais ses adversaires qui, faute de pouvoir en assurer les conséquences, sont contraints de le lui éviter. En contrepartie, il ne peut trop les accuser, en valorisant leurs rivaux, sans grief pour lui-même.

PATRICK JARREAU

Manque d'air

par Olivier Biffaud

M. LE PEN est un animal politique sauvage. Pour donner toute sa mesure oratoire, la liberté de mouvement et les grands espaces lui sont indispensables. Qu'il soit rivé derrière un micro, devant une foule, ou dans un avion, il a besoin de se sentir libre, de se sentir en mouvement, de se sentir en action.

Il est vrai que la situation, paradoxalement, n'est pas très portative pour lui. Malgré ses efforts pour continuer de surfer sur son capital électoral régional, en passant sous silence son sévère échec cantonal — qui est politiquement le fait le plus significatif pour les prochaines élections, compte tenu du mode de scrutin législatif — le président du Front national est gêné en tournées, tant sur Maastricht que sur Sarajevo.

Son engagement contre le traité d'Union européenne est ancien, mais, profitant de son effacement médiatique, les opposants à Maastricht, au sein du RPR ou de l'UDF,

cauchemardent ses admirateurs sur Maastricht, sans les faire espérer pour Sarajevo, mais l'ensemble était engoncé, bridé. A l'image du décor qui entourait M. Le Pen.

Il est vrai que la situation, paradoxalement, n'est pas très portative pour lui. Malgré ses efforts pour continuer de surfer sur son capital électoral régional, en passant sous silence son sévère échec cantonal — qui est politiquement le fait le plus significatif pour les prochaines élections, compte tenu du mode de scrutin législatif — le président du Front national est gêné en tournées, tant sur Maastricht que sur Sarajevo.

Son engagement contre le traité d'Union européenne est ancien, mais, profitant de son effacement médiatique, les opposants à Maastricht, au sein du RPR ou de l'UDF,

lui brûlent la politesse depuis de nombreuses semaines. Par leur active campagne pour le « non », M. Philippe Séguin surtout, MM. Charles Pasqua et Philippe de Villiers dans une moindre mesure, occupent tout l'espace politique sur la question européenne. M. Le Pen a beau opposer ces « individualités » à son propre « bataillon », il est singulièrement privé d'air et d'arguments.

De même, prompt à fustiger l'engagement français dans la guerre du Golfe contre l'Irak, voici bientôt deux ans, le chef de file de l'extrême droite européenne s'est fait beaucoup plus discret sur le conflit dans l'ancienne Yougoslavie. Soumis à la pression de certaines sphères religieuses du Front national, qui préconisent l'usage de la force contre les Serbes, il en appelle à la prudence, en s'en remettant curieusement à une future discussion au bureau politique, pour éviter de se jeter dans ce « guépier ». M. Le Pen n'en salue pas pour autant M. François Mitterrand, qui ne veut pas « rajouter la guerre à la guerre ». Quo d'embarras !

La cible Mitterrand

Suite de la première page

Pour autant, il serait étrange, comme l'a souligné M. Jack Lang, dimanche 23 août, au « Grand Jury RTL-le Monde », que le président de la République, qui a conduit la négociation du traité et décidé de le soumettre aux Français pour ratification, s'abstienne de leur exposer les raisons pour lesquelles il souhaite leur approbation. Aussi bien a-t-il décidé de participer, le 3 septembre sur TF1, à une émission au cours de laquelle il répon-

dra aux questions d'observateurs et de « témoins » et, face à face, aux arguments d'un des principaux héritiers du « non », M. Philippe Séguin.

Le choix de cet interlocuteur se justifie assez par le rôle que joue le député des Vosges depuis son discours du 6 mai dernier, à l'Assemblée nationale, contre la révision constitutionnelle préalable à la ratification du traité de Maastricht, mais il laisse place, inévitablement, au soupçon d'arrière-pensées tactiques. Accorder à

L'ETAT DE LA FRANCE 1992

LA DÉCOUVERTE

Nouvelle formule

120 auteurs

185 articles

100 tableaux statistiques

25 cartes

70 graphiques

120 bibliographies

Un panorama complet de la France

- les conditions de vie
- les 22 régions et des DOM-TOM
- l'économie
- la vie politique et sociale

640 pages, format poche, relié, 149 F

LA DÉCOUVERTE CRÉDOC

anglais, allemand, espagnol, italien, russe

LANGUES & AFFAIRES

Avec Langues & Affaires, étudiez à votre rythme, décrochez un diplôme "pro" ou un BTS + langues.

Cours tous niveaux en formation personnalisée à distance.

Programmes langue générale, langue des Affaires.

INSCRIPTIONS TOUTE L'ANNEE - FORMATION CONTINUE

Documentation et Tests gratuits :

LANGUES & AFFAIRES - Box 5318, 35, rue Collange

92303 Paris-Levallois. Tél (1) 42-70-81 88

JUSTICE

Malgré la poursuite de la grève dans quelques établissements

Le mouvement de protestation des surveillants de prison a quasiment cessé

Selon le ministère de la justice, le travail a presque repris dans les établissements pénitentiaires. Lundi 24 août en début de matinée, en vertu du statut spécial des personnels des services extérieurs de l'administration pénitentiaire, qui prévoit la révo- cation en cas de grève, environ quatre-vingts lettres de mise en demeure ont été remises durant le week-end aux agents des établissements de Brest, Evreux et Saint-Etienne. Tous ont repris le travail dans l'heure qui sui- vait. L'Union fédérale autonome pénitentiaire (UFAP) continue cependant à appeler à un dur- cissement du mouvement.

En cours du week-end, la fièvre est peu à peu retombée dans les prisons françaises. Au lendemain de l'inter- vention de Francis Carou (le Monde daté 23-24 août), le surveillant de Rouen fut par un détenu, un pre- mier pas symbolique a été franchi : conformément à un protocole d'ac- cord signé quelques jours auparavant avec l'administration pénitentiaire, les surveillants de la maison d'arrêt Bonne-Nouvelle de Rouen ont repris le travail samedi 22 août aux pre- mières heures de la matinée. Dans le sillage de cet établissement, la plupart des prisons ont peu à peu mis fin au mouvement. Samedi, le ministère de la justice estimait que 31 établisse- ments sur 182 étaient encore touchés, et ce chiffre tombait à 24 dans l'après-midi. Dimanche, toujours selon le ministère, le mouvement se poursuivait dans une vingtaine de

prisons tandis que Force ouvrière (32,5 % des surveillants en 1991) parlait d'une trentaine d'établisse- ment paralysés. Des chiffres violent- ment contestés par l'Union fédérale autonome pénitentiaire : l'UFAP (35,3 % des voix), qui appelle les sur- veillants à durcir le mouvement, esti- mait pour sa part que 47 prisons étaient encore touchées dimanche.

Lundi en fin de matinée, la reprise était cependant « quasiment totale », selon le ministère de la justice. Les surveillants de la maison d'arrêt de Baume-et-Mercure, où le mouvement était extrêmement dur, ont fini par reprendre le travail lundi, et la reprise s'esquissait à la maison d'arrêt de la Santé à Paris et dans les établissements pénitentiaires de Lyon.

Le temps des révolutions

Il reste malgré tout quelques « points chauds » où les surveillants refusent de reprendre le travail : c'est le cas de la prison de Villeneuve-les-Maguelonne, non loin de Montpel- lier, de la maison d'arrêt de Ville- franche-sur-Saône et du centre de détention de Tarsat. Face à ce mouvement de reprise, le secrétaire général de l'UFAP, qui estime que le gouvernement s'est contenté d'ac- corder aux surveillants quelques « lamentables miettes », s'est lancé samedi dans une tournée des prisons du sud de la France afin de remobi- liser la profession. « Nous sommes amers mais plus déterminés que jamais, clamait-il ainsi à Villeneuve- les-Maguelonne. Nous ne rentrerons pas travailler la tête basse ».

En quelques jours, le climat, cependant, a changé : la semaine der- nière, tant que les discussions avec

les syndicats étaient en cours, le ministère avait choisi d'éviter l'épreuve de force. Au terme des négociations, dans la nuit de jeudi à vendredi (le Monde du 22 août), le garde des sceaux, M. Michel Vau- zelle, avait néanmoins prévenu que les mesures en faveur des surveillants - 730 créations d'emploi, un double- ment de l'indemnité pour charge de détention et des efforts en matière de sécurité - ne « prendraient effet que si l'ordre revenait dans les prisons ». Désormais, le ton s'est durci : le ministère de la justice a prévenu les syndicats que les surveillants révol- tés pourraient se voir appliquer dans les jours qui viennent les rigueurs du statut spécial, qui prévoit la révo- cation en cas de grève (voir encadré).

L'UFAP, qui cherche à tout prix à maintenir la pression, a aussitôt demandé aux surveillants de ne pas répondre aux lettres de mise en demeure envoyées par l'administra- tion. « Si le gouvernement doit révo- quer 2 000 ou 3 000 surveillants, l'ef- fet de solidarité jouera, lançait M. Sicard. Il faut maintenant aller jusqu'au bout ».

Dans un geste théâtral destiné à « donner l'exemple », le secrétaire général de l'UFAP, dénonçant « l'hy- pocrisie de la chancellerie et de cer- tains autres hauts responsables pour semer le doute parmi les collé- gues qui participent massivement au mouvement de protestation », a mis fin à son détachement syndical. « En conséquence, écrit M. Sicard dans une lettre adressée au directeur de l'administration pénitentiaire, je me retrouve en position de surveillant d'établissement pénitentiaire, et vous ferez figurer mon nom sur la liste des grévistes et demander ma révo- cation dès que vos autorités supérieures puis- sent le faire ».

Comme en 1989, le mouvement de protestation engagé il y a une semaine se solde par de véritables déchirements syndicaux. Les deux éternels rivaux de l'administration pénitentiaire, FO et l'UFAP, ont adopté des stratégies syndicales radicalement différentes : Force ouvrière, qui se dit « responsable et discipli- née », a choisi de discuter avec le ministère et d'appeler à la reprise du travail, tandis que l'UFAP refusait obstinément de s'asseoir à la table de négociation. Aujourd'hui, la reman- te UFAP appelle d'ailleurs à un durcissement du mouvement.

Le temps des insultes est donc revenu : l'UFAP dénonce la « mol- lesse et les compromissions » de Force ouvrière, qui évoque avec indignation « une minorité de pénitentiaires rapaces qui font aujourd'hui de la débauche maitrise (de Francis Carou) une monnaie d'échange pour un éven- tuel succès, par avance abject ». Comme en 1989, ces différences de stratégies provoquent ici et là des remous syndicaux : certains militants de Force ouvrière, déçus par l'atti- tude de leur direction, ont publi- quement déclaré leur carte, et les rangs du bureau FO de Lyon se sont clair- semés.

ANNE CHEMIN

Statut spécial

En 1987, au cours du mois de juillet, un mouvement de colère des gardiens de prison avait fait chavirer la maison d'arrêt de la Santé, à Paris. Au terme de plusieurs jours de conflit, les gardiens, qui deman- daient la parité avec la police, avaient décidé de « déposer les clés », c'est-à-dire de quitter purement et simplement la détention. A l'intérieur de la pri- son, la tension était rapidement montée, et les détenus s'étaient révoltés, brisant les portes et saccageant les locaux.

A la suite de ces événe- ments, le gouvernement avait décidé de placer les « person- nels des services extérieurs de l'administration pénitentiaire » sous statut spécial en leur octroyant de nouvelles primes à titre de compensation. L'ordon- nance n° 58-896 du 6 août 1988, qui a été complétée par deux décrets, le premier en novembre 1988, le second en août 1977, précisait que les surveillants devaient s'abstenir en public, qu'ils soient ou non en service, de « tout acte ou propos de nature à déconsidé- rer le corps auquel ils appartiennent ou à troubler l'ordre public ».

La garde des sceaux peut également mettre ces fonction- naires en demeure de faire cesser l'activité professionnelle de leur conjoint lorsqu'elle est de nature à « jeter le désordre sur la fonction ou à créer une équivo- que préjudiciable à celle-ci ».

L'essentiel de ce texte est cependant l'interdiction du droit de grève. En cas « d'actes col- lectifs d'insubordination caractérisés ou de cessation concertée du service lorsque ces faits sont susceptibles de porter atteinte à

l'ordre public », le ministère de la justice ou, par délégation, le directeur de l'administration pénitentiaire, peut prononcer toutes les sanctions discipli- naires possibles sans même consulter le conseil de disci- pline. Il peut également révo- quer dans les mêmes conditions les fonctionnaires qui ont cessé d'exercer leur fonction sans autorisation et qui n'ont pas déposé à l'ordre de reprendre leur service ou de rejoindre leur poste dans le délai fixé par la mise en demeure qui leur a été adressée.

« Droit de repentir »

Ce sont ces dispositions que le ministère de la justice s'approprie à mettre en œuvre. Elles avaient été utilisées lors du mouvement de protestation des surveillants du mois d'octobre 1989 : au terme de huit jours de conflit, 309 surveillants avaient fait l'objet d'une notifi- cation de révocation et 213 d'entre eux avaient utilisé leur « droit de repentir » en reprenant le travail dans le délai de deux heures que leur avait accordé l'administration. Finalement, après des discussions avec le syndicat Force ouvrière, qui avait appelé à la reprise du tra- vail, les révocations avaient été levées. Le mouvement se concluait par le licenciement d'un élève-surveillant et une vingtaine de sanctions allant du déplacement d'office à l'exclu- sion temporaire pour une période de trois jours à six mois.

A. C.

En Seine-Saint-Denis

Les jeunes bâtisseurs des « 3 000 »

Depuis le début août, Joël Kader, Joachim Kangué et une demi-douzaine de leurs copains de la Cité des 3 000 d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) ont entrepris la construction d'un chalet dans le parc national forestier voisin de Savern-Livry.

Histoire de « passer le temps » et de « faire quelque chose d'utile et de manuel », ces dix adolescents de seize ans d'âge moyen ont appris à manier la scie et le marteau, conseillés et encadrés par quatre policiers de Savern et d'Aul- nay, dont Michel Escaffre, vice-président de l'APMCJ (Associa- tion police pour une meilleure citoyenneté des jeunes), à l'ori- gine de ce projet local de pré- vention-été-jeunes. Un projet exemplaire par le nombre d'in- tervenants qui ont contribué au montage de l'opération : le pré- fect de Seine-Saint-Denis, qui a affecté quatre policiers à l'encadrement, la sous-préfec- ture du Raincy, qui a trouvé à

Serguier, dans les Landes, une scierie prête à faire don du bois, et un transporteur de Villepreux (Seine-Saint-Denis), pour échi- menter la cargaison. L'Office national des forêts a, lui, accepté d'accueillir dans son parc le chalet et préparer le ter- rain, et la mairie de Vaujours, une commune voisine, a prêté un local avec réfectoire et sani- toires. Quant au Logement fran- çais (propriétaire et gestionnaire de la Cité des 3 000), il a fourni la toiture, tandis que les poli- ciers de Savern et d'Aulnay pré- sentaient à leur charge la porte et les fenêtres.

Afin de poursuivre l'œuvre des jeunes, ces derniers ont aussi décidé d'installer l'électri- cité pour que ce chalet de 32 mètres carrés devienne une véritable structure d'accueil ouverte toute l'année aux asso- ciations, écoles, classes de nature.

M. B.M.

EN BREF

La plate-forme européenne Eureka pleinement opérationnelle. - La plate-forme européenne Eureka, lancée le 2 août dernier par la navette américaine Atlantis (le Monde du 4 août), et placée le 7 août, avec plusieurs jours de retard, sur son orbite de travail, est désormais pleinement opération- nelle. Selon un communiqué de l'Agence Spatiale Européenne (ESA), publié jeudi 20 août, la plu- part des cinquante expériences pré- vues sur ses quinze appareils de vol sont actuellement en cours. L'ESA précise que la plate-forme peut être directement mise en communication avec la Terre, à raison d'une heure par orbite de quatre- vingt-dix minutes, via le satellite européen de télécommunications expérimental Olympus situé au- dessus de l'Atlantique.

Trois cents tonnes de produits solvants à l'abandon dans la Somme. - Trois cents tonnes de produits solvants, tels que white spirit et xylène, ont été découverts, abandonnés dans des fûts dégradés, à Chaules (Somme). Le terrain sur lesquels les bidons sont entas- sés depuis un an appartient à une

société en liquidation judiciaire. Ils présentent un risque d'inflamma- tion et de pollution de la nappe phréatique. Le parquet d'Amiens a été saisi car le stockage de ces substances est illégal. Ce sont les employés de l'entreprise demeurés sur le site qui ont donné l'alerte. En cas d'accident, ils n'avaient même plus la possibilité d'appeler des secours car l'abonnement télé- phonique a été résilié.

Naufrage d'un paquebot grec au large de la Malaisie. - Au moins deux personnes sont mortes et des dizaines d'autres ont été blessées lors du naufrage d'un paquebot grec, le Royal Pacific, dans la nuit de samedi 22 à dimanche 23 août. Ce navire de croisière a coulé en quinze minutes, après être entré en collision avec un bateau de pêche taïwanais, au large de la côte occi- dentale de la Malaisie, dans le détroit de Malacca. Selon un bilan provisoire, au moins sept des cin- cent-trente-quatre passagers (parmi lesquels un Français, selon l'arma- teur) et membres de l'équipage sont portés disparus. - (AFP).

Trois blessés dans un accident d'hélicoptère. - Un hélicoptère

SCIENCES

Destiné à transporter une tonne de plutonium

Le navire japonais « Akatsuki-Maru » fait route vers la France

Selon la presse japonaise, l'Aka- tsuki-Maru, un cargo de 4 800 tonnes spécialement aménagé pour le trans- port du plutonium, a quitté, lundi 24 août, le port de Yokohama. Des- tination probable : la France, où le cargo devrait charger d'ici à novem- bre une tonne de plutonium pro- duit dans l'usine de retraitement de La Hague (Manche), où sont retrai- tés une partie des déchets nucléaires nippons.

Les autorités japonaises ont refusé de livrer la moindre indication sur ce voyage, tant sur la destination du bateau que sur l'itinéraire prévu. Seule certitude : la mission sera dan- gereuse. Tout au long de son voyage de retour, l'Akatsuki-Maru sera ainsi escorté par le Shikishima, un navire armé de 6 500 tonnes spécialement construit pour l'occasion par l'agence de sécurité japonaise MSA, organisme civil placé sous le contrôle du ministère des transports.

Le périple de l'Akatsuki-Maru, jugé à haut risque par les organisa- tions de défense de l'environnement,

a déjà suscité de nombreuses protes- tations à travers le monde. Au Japon même, le mouvement anti- nucléaire s'est fortement mobilisé pour dénoncer le transport, par voie mari- time et sur une longue distance, d'une matière fissile particulière- ment dangereuse (le Monde du 9 août). Un voyage de ce type avait déjà été effectué, sans incident, en 1984, pour ramener au Japon deux cents kilos de plutonium obtenus à partir de déchets nucléaires retraités en France.

Selon les autorités japonaises, 30 tonnes de plutonium devraient au total être importées de France et de Grande-Bretagne d'ici à l'an 2010, période durant laquelle le Japon entend faire passer de 25 % à 45 % la part de son électricité pro- duite par l'atome. Le plutonium ser- vira notamment à alimenter le pre- mier réacteur expérimental japonais de Monju (département de Fukui), qui devrait devenir opéra- tionnel en 1993. - (AFP, UPI).

Après l'échec du lancement de sa fusée H-2

Le Japon entend coopérer dans l'espace avec la Chine et la Russie

Selon M. Masato Yamano, pré- sident de l'agence spatiale japonaise NASDA, le Japon entend désormais coopérer avec la Russie et la Chine pour développer son programme spatial. « Nous sommes en train d'examiner les secteurs dans lesquels nous pourrions exercer cette coopération », a même déclaré, vendredi 21 août, M. Yamano, interrogé sur le résultat d'une mission dépechée le mois der- nier en Russie.

Le nouveau retard pris dans le développement de la fusée japonaise H-2, après l'échec d'une expérience de mise à feu de son moteur prin- cipal en juillet dernier, n'est sans doute pas étranger à cette évolution de l'agence spatiale japonaise, dont l'ambition première était hier d'arri- ver à une autonomie totale dans le lancement de ses satellites. Première du genre, la mission spatiale japo- naise en Russie comprenait des représentants de plusieurs sociétés industrielles, parmi lesquelles Mis- ubishi Heavy Industries, concepteur du moteur de la fusée H-2. Le pré- sident de la NASDA, M. Yamano, a toutefois refusé de commenter les informations selon lesquelles un traité de coopération spatiale nip- pone serait signé durant la visite du président Boris Eltsine, prévue à Tokyo le mois prochain. Il a indiqué seulement que « si un tel traité est signé, il sera très général et consti- tuera la base pour une coopération plus détaillée ».

Estimant qu'une coopération avec la Chine serait « très profitable » aux deux pays, notamment dans le domaine de l'observation de la Terre, M. Yamano a reconnu que son puissant voisin possédait sur le Japon « une nette avance » en matière de lancement commercial de satellites. Un euphémisme : alors que la fusée chinoise Longue Marche vient de lancer avec succès un satellite de télécommunications australien (le Monde du 15 août), la NASDA enregistre depuis deux ans une série de revers dans le dévelop- pement de sa fusée H-2.

Fer de lance de l'industrie spatiale japonaise, cette fusée à deux étages, dont le développement a commencé en 1983, est censée concurrencer la fusée européenne Ariane 4 dans le club très fermé des lanceurs de satel- lites. Capable de charger en orbite géo-stationnaire des charges de deux tonnes, elle devait être à l'origine lancée en 1992. Mais le moteur

LE-7 de son premier étage - moteur à flux intégré, de technologie net- tement plus complexe que le moteur à flux dérivé d'Ariane - connaît depuis ses premiers essais de mise à feu une suite presque ininterrompue de déboires.

Après le dernier en date, survenu le 8 juillet (le Monde du 10 juillet), la NASDA a dû se résoudre à repor- ter à février 1994 le lancement de la fusée H-2. Indiquant que ce contre- temps porterait le coût total du lan- ceur à 270 milliards de yens (plus de 9 milliards de francs) contre 260, M. Yamano a précisé que l'agence spatiale avait décidé de « renou- veler la phase de conception et de fabri- cation » du moteur, processus qui devrait être achevé le mois prochain.

Ca. V.

La destruction en vol d'une fusée Atlas entraîne la perte d'un satellite américain

Une fusée américaine Atlas 1 a dû être détruite en vol après son lancement de Cap Canaveral (Floride), dimanche 23 août à 0 h 40 (heure française), entraînant la perte d'un satellite de télécommu- nications Galaxy 1-R, d'une valeur de 80 millions de dollars (400 mil- lions de francs), qui devait servir de relais de transmission pour plu- sieurs chaînes de télévision câblées américaines.

Une défaillance du système de mise à feu de l'étage supérieur de la fusée s'est produite cinq minutes après le décollage, obligeant les res- ponsables de la mission, trois minutes plus tard, à actionner la commande de destruction. En avril 1991, une fusée Atlas du même type transportant un satellite de communications japonais avait dû être détruite en vol (le Monde du 20 avril 1991). L'échec de la mis- sion, à l'époque, avait été imputé à la présence d'un corps étranger dans le circuit d'alimentation de la fusée. Selon les responsables de la société américaine General Dyna- mic, constructeur des fusées Atlas-Centaur, les causes de ce nouveau revers n'ont pas encore été établies. - (AFP, Reuters, UPI).

HISTOIRE

La grande rafle de la zone libre

Suite de la première page

Dès la fin de la rafle du Vélodrome d'hiver, la police nationale à Vichy s'est fixée pour objectif la livraison de ces 10 000 juifs de zone libre. Le nombre de ceux déjà disponibles parce qu'enfermés dans des camps en zone libre pouvait se révéler insuffisant même avec l'appui des juifs prisonniers des Groupements de travailleurs étrangers (GTE) où ils accomplissaient souvent un labeur de forçat, la nécessité d'organiser une rafle sur l'ensemble du territoire s'imposait pour atteindre le nombre requis. Le 18 juillet, par télégramme chiffré, le ministre de l'Intérieur demanda au préfet régional à Nice, comme il le fit pour les autres régions : « En vue prochaine concentration nombre important individus, prière faire connaître d'urgence locaux pouvant être désignés dans votre région pour réception inopinée pendant quelques jours 3 000 hommes, femmes et enfants. »

La « livraison » des 10 000 juifs va s'effectuer entre le 7 août et le 15 septembre.

Quatre trains conduisent à Drancy les 7, 9, 12 et 14 août 3 429 juifs en provenance de six grands camps de la zone libre : Gurs (Basses-Pyrénées, 1 603), Noé (228), Récébédou (Haute-Garonne, 232), le Vernet (Ariège, 175), Rivesaltes, (Pyrénées-Orientales, 400), les Milles (Bouches-du-Rhône, 791). On y trouve 2 536 ex-Allemands, 323 ex-Autrichiens et, pour la majorité des autres, des ex-Polonais. Onze enfants seulement parmi eux, les parents ayant presque tous préféré laisser leurs enfants derrière eux, comme on leur en laissait encore la possibilité, plutôt que de les emmener vers une destination dangereuse. Ces 3 429 juifs sont aussitôt repartis de Drancy vers Auschwitz les 10, 12, 14, 17 et 19 août dans les convois 17 à 21, qui ne comptèrent, en 1945, que 21 survivants au total.

Le second contingent de zone libre de 1 184 personnes parvient à Drancy le 25 août. Il se compose essentiellement de membres des compagnies de travailleurs étrangers, disséminés sous étroite surveillance policière sur tout le territoire. Regroupés avec des membres de leur famille dans divers centres de rassemblement, ils sont dirigés sur des gares par lesquelles transite ce grand convoi qui se constitue au fur et à mesure de son périple fer-

roviaire vers Chalon-sur-Saône, la ligne de démarcation et la zone occupée.

Ces transferts successifs dans des conditions abominables ont alerté de nombreuses consciences, en particulier celles des dirigeants d'associations humanitaires et d'autorités religieuses. Déjà, le 4 août, le maréchal Pétain recevant Tracy Strong, secrétaire général de la YMCA, et le 6 août, le RP Arnou et Donald Lowrie, président du Comité exécutif de coordination des œuvres d'assistance dans les camps, leur déclaraient que l'affaire était regrettable mais qu'il ne pouvait rien faire. Quant à Laval, il assume l'entière responsabilité de ces mesures ; le 6 août, devant les représentants des Quakers, Noble et Mc Clelland, il se lance dans « une longue diatribe sur les juifs en général et le tort qu'ils avaient causé à la France. Il dit que, sur sa proposition, les Allemands avaient consenti à accepter 10 000 juifs étrangers ».

Interventions religieuses

Les rumeurs de l'imminence d'une gigantesque rafle se précisant, le cardinal Gerlier fait avoir avec ménagement au maréchal Pétain, le 19 août, son « serment de cœur, comme évêque et comme Français, à tout ce qui dans la nature des choses est juste et bon, et à tout ce qui dans la nature des choses est juste et bon ». Le 20 août, c'est au tour du pasteur Bogner de déclarer dans une lettre adressée au chef de l'Etat : « la livraison de ces malheureux étrangers qui s'est effectuée en maints endroits dans des conditions d'inhumanité qui ont ébranlé les consciences les plus endurcies et arraché des larmes aux témoins de ces mesures... Aucune défaite, vous l'avez rappelé vous-même, ne peut contraindre la France à laisser porter atteinte à son honneur... Je vous supplie, Monsieur le Maréchal, d'imposer les mesures indispensables pour que la France ne s'inscrive pas à elle-même une défaite morale dont le poids serait incalculable ».

Rien n'y fait, pas plus la fameuse lettre pastorale que Mgr Saliege, archevêque de Toulouse, fait diffuser le 23 août et qui attendra de nombreux Français par la voie du

tract. Le 25 août, à la veille même de la rafle, le Consistoire central israélite, dont le conseil d'administration vient de se réunir à Vichy, transmet à Laval une protestation solennelle. Cette mise en garde ne sera pas prise en considération, elle non plus, malgré sa lucidité et sa précision : « Le Consistoire central ne peut avoir aucun doute sur le sort final qui attend les déportés, après qu'ils auront subi un affreux martyre... Ce programme d'extermination est méthodiquement appliqué en Allemagne et dans les pays occupés par elle, puisqu'il a été établi par des informations précises et concordantes que plusieurs centaines de milliers d'Israélites ont été massacrés en Europe orientale... Enfin, le fait que des personnes livrées par le gouvernement français ont été rassemblées sans aucune discrimination quant à leurs aptitudes physiques, que parmi elles figurent des malades, des vieillards, des femmes enceintes, des enfants, confirme que ce n'est pas en vue d'utiliser les déportés comme main-d'œuvre que le gouvernement allemand les réclame, mais dans l'intention bien arrêtée de les exterminer impitoyablement et méthodiquement ».

La rafle du 26 août est préparée par de nombreuses instructions de Vichy à son administration préfectorale. Un certain nombre d'exceptions, définies le 5 août et concédées, en particulier, les enfants, sont annulées le 18 août par Bousquet, probablement par crainte de résultats insuffisants : la limite d'âge d'arrestation est abaissée de 5 à 2 ans ; la possibilité pour les parents de laisser leurs enfants en zone libre est supprimée, les enfants non accompagnés, c'est-à-dire ceux dont les parents se trouvent déjà dans un camp ou bien ont été déportés, doivent être également dirigés sur la zone occupée. C'est ainsi qu'au moins 450 enfants furent partie de ce troisième contingent de juifs livrés aux nazis après une rafle organisée à l'échelle des régions et sur la base départementale et qui atteindra les juifs jusque dans les communes les plus reculées du territoire.

Enfants menottes aux poignets

Alertés par les rumeurs, les indications de certains fonctionnaires et policiers et par les rabbins délégués par l'Union générale, le grand rabbin Hirschler, de nombreux juifs se sont soustraits aux arrestations avec le soutien d'une population le plus souvent révisée par ces mesures. Vichy espérait plus de 12 000 arrestations, le bilan dressé le 1^{er} septembre fait apparaître la capture de 6 701 juifs. Grâce aux commissions de criblage dressées à l'initiative de l'Union générale et des œuvres juives, plus d'un mille de personnes arrêtées peuvent faire valoir qu'elles n'ont pas été dans les catégories en cause et peuvent être libérées. Le nombre des retenus passa de 6 701

à 5 293 (395 pour la région de Lyon, 446 pour celle de Limoges, 1 730 pour Toulouse, 170 pour Clermont, 1 172 pour Montpellier, 620 pour Marseille, 560 pour Nice).

Du 29 août au 5 septembre, Drancy reçut en sept convois 4 839 juifs, ce qui porta le nombre des juifs transférés de la zone libre à 9 452. Vichy dépassa même le quota requis des 10 000 en livrant, entre le 15 septembre et le 22 octobre, 1 135 juifs de plus en cinq convois, ce qui porta à 10 587 le total des juifs « extradés » de la zone où Vichy a exercé sa souveraineté jusqu'au 11 novembre 1942.

« Comme un vil troupeau »

Témoins de cette chasse aux juifs où l'on vit même des enfants de quinze ans, menottes aux poignets, conduits par des gendarmes jusqu'au camp de Rivesaltes devenu un temps le Drancy de la zone libre, les Français ont immédiatement pris le parti des victimes. C'est sans zèle et sans enthousiasme, mais avec la brutalité et l'inhumanité propres à ce genre de mission scabreuse, que l'appareil d'Etat a accompli la volonté politique antisémite et xénophobe du gouvernement ; mais policiers, gendarmes et gardes mobiles pouvaient-ils trouver en eux-mêmes la force morale du général de Saint-

Vincent, commandant la région militaire de Lyon, qui refusa de prêter quelques escadrons pour maintenir l'ordre pendant l'embarquement des juifs et fut accusé de faire valoir ses droits à la retraite ? Le jour-même de la rafle, Mgr Theas rédige sa lettre pastorale, le 30 août, à travers toutes les églises et chapelles du diocèse de Montauban : « Des hommes et des femmes sont traités comme un vil troupeau et envoyés vers une destination inconnue avec la perspective des plus graves dangers... Les mesures antisémites actuelles sont un mépris de la dignité humaine. » A Lyon, le cardinal Gerlier « couvre », pour sa part, l'enlèvement, par l'Amitié chrétienne (lire ci-dessous le témoignage de Joseph Rovani) de 34 enfants juifs sur le point d'être envoyés à Drancy par le préfet régional auquel le primate des Gaules assure que « ma préoccupation est même de nature à renforcer le gouvernement français dans ses rapports avec les autorités occupantes, car elle montre ainsi à l'Allemagne les difficultés intérieures que crée en France la remise des juifs ».

A la base aussi, l'opinion publique s'exprime ; elle a plus de facilité à le faire, certes, qu'en zone occupée où l'introduction de l'étoile jaune avait pourtant déjà entraîné, d'une manière générale et perceptible, des réactions hostiles, renforcées encore par la grande rafle de la

mi-juillet, mais en zone libre elle se fait entendre très clairement des préfets. Dans leurs rapports mensuels, ceux-ci se font l'écho de ce mouvement d'opinion, les uns avec prudence, les autres plus directement (lire l'encadré « L'opinion ne comprend pas »).

Laval se tient au courant très précisément des réactions de l'opinion publique. En fait, il les redoutait. N'avait-il pas déclaré au conseil des ministres du 27 juin 1942 : « La question juive a été résolue, on le sait, en Allemagne d'une manière extrêmement stricte. L'opinion française accepterait difficilement que des mesures identiques soient prises en France où cette question n'a jamais eu la même acuité. » Peut-être avait-il pensé, à tort, que le sort des juifs étrangers laisserait indifférente la population française. Mais, dès le 2 septembre, il tient compte de ce revirement et se sert à Paris, auprès des chefs S. S., de l'argument suggéré par le cardinal Gerlier : « Le président Laval a expliqué que les exigences que nous lui avions formulées concernant la question juive étaient heurtées des derniers temps d'une résistance sans pitié de l'Eglise. Le chef de cette opposition autogouvernementale étant en l'occurrence le cardinal Gerlier. En regard à cette opposition du clergé, le président Laval demande que si possible on ne lui signale pas des nouvelles exigences sur la question juive. Il faudrait, en particulier, ne pas lui imposer à priori des nombres de juifs à déporter. On avait exigé, par exemple, que soient livrés 50 000 juifs pour les 50 trains qui sont à notre disposition... »

Le sursaut de la population

Sensibles à la situation politique ainsi exposée, Oberg et Knochen reconstruisent à faire pression pour que fut mis en œuvre ce programme d'un train quotidien de déportation à partir du 15 septembre et jusqu'en 30 octobre. Les juifs de France doivent à ce sursaut de l'opinion française le ralentissement de la opération policière massive instaurée entre Vichy et le Gaspé en juillet 1942. Ce coup de frein porté par les Français à l'accomplissement de la solution finale s'est produit, il faut le souligner, avant les premières déportations significatives de l'Allemagne en Afrique du Nord et en Russie. Nous ne devons jamais oublier, et faire la part, entre le régime de Vichy, qui s'est associé aux entreprises criminelles du Reich, et l'ensemble des Français.

Face à une situation révoltante mais sur laquelle ils auraient pu fermer les yeux, ils ont choisi de protester efficacement avant de démissionner, pendant deux ans, de leur solidarité avec les juifs persécutés.

SERGES KLARSFELD

Les rapports des préfets

« L'opinion ne comprend pas »

Voici des extraits des rapports sur l'état d'esprit de la population transmis par les autorités préfectorales au gouvernement de Vichy :

« La population a nettement désapprouvé les mesures prises » (Creuse).

« L'ensemble de la population, où le concept sentimentale n'a rien perdu de sa vivacité, laisse percer sa crainte d'assister à une « livraison » pure et simple livrée par les dirigeants du Reich » (Saône-et-Loire).

« Nombreux sont ceux qui ont tenté de s'opposer sur le sort réservé aux intéressés » (Haute-Garonne).

« Une partie de l'opinion s'est émue d'une répression qui elle prétendait impitoyable » (préfet régional de Montpellier).

« Le sentiment qui domine est celui de la commission (Aude).

« La majorité de la population par un soudain revirement plaint les juifs et désapprouve le procédé » (Vaucluse).

« Les bruits les plus fantaisistes ont couru sur le sort fait aux intéressés. Il en est résulté une désapprobation quasi unanime des mesures prises » (préfet régional à

Marseille).

« Ces mesures ont incontestablement heurté l'opinion publique » (Alpes-Maritimes).

« Le clergé s'indigne et les milieux catholiques s'indignent » (préfet régional à Limoges).

« Les rumeurs sont particulièrement remarquées dans les milieux catholiques (et protestants) où l'on parle de réactions » (Haute-Vienne).

« Ces mesures n'ont pas manqué de provoquer un revirement très vif de l'opinion » (Hautes-Pyrénées).

« Les mesures prises contre les juifs ont été critiquées par la plus grande partie de la population. L'appui de certains prêtres catholiques a été pour eux un appui sérieux » (Lot-et-Garonne).

« La quasi-unanimité de l'opinion publique, profondément troublée par ces mesures, a marqué, en termes significatifs, sa réprobation » (Tarn-et-Garonne).

« Une vive émotion s'est emparée de la population qui réproche ces mesures » (Tarn).

« L'opinion ne comprend pas que ces Israélites soient livrés à l'Allemagne et voit dans leur extradition un signe de faiblesse du gouvernement français » (Corse).

TÉMOIGNAGE

A Lyon, avec l'Amitié chrétienne

par Joseph Rovani

La rafle déclenchée par Vichy une dizaine de semaines après la prise de la Rhénanie et les départements voisins, plusieurs milliers de juifs étrangers qui furent parqués dans une caserne désaffectée à Vénissieux, avant d'être livrés aux « autorités » nazies allemandes.

De cette opération, qui devait rester secrète, avaient été avertis les responsables d'une organisation lyonnaise d'aide aux réfugiés : l'Amitié chrétienne. Bien que fidèle sujet du maréchal Pétain, le cardinal Gerlier, archevêque de Lyon, avait, de concert avec le pasteur Bogner, accordé son patronage à ce groupe qui s'occupait aussi bien des juifs persécutés que des officiers belges qui, à travers la France, voulaient passer en Espagne pour rejoindre leur gouvernement en exil à Londres. L'action caritative du départ se prolongeait inévitablement par des actes de plus en plus nombreux qui relevaient de la résistance à l'hitlerisme ; il ne suffisait pas de venir ou de nourrir les réfugiés : ils avaient de plus en plus souvent besoin de faux papiers et de logements clandestins. Aussi bien les dirigeants de l'Amitié chrétienne, l'abbé Glasberg, lui-même juif polonais converti, et Jean-Marie Soureau, futur ambassadeur de France, secrétaire général du Quai d'Orsay et président de la Croix-Rouge, travaillaient-ils en étroite collaboration avec le Père Chaillet et l'équipe des jésuites de Fourvière qui venaient de lancer — clandestinement — les Cahiers du Témoignage chrétien, dont la lutte contre l'antisémitisme et contre le néopaganisme nazi était l'objectif essentiel.

Grâce à des complicités qu'elle possédait à la préfecture et dans les

polices, l'Amitié chrétienne parvint à faire entrer au camp de Vénissieux une équipe de quelques personnes en qualité d'assistants sociaux. Elle disposait d'une voiture, une Citroën noire à roues jaunes, identique à celle du préfet de Lyon. Le détail aura une grande importance par la suite car l'équipe de l'Amitié chrétienne, dès son arrivée au camp, remarqua que les sentinelles lui rendaient les honneurs, le prenant pour une voiture officielle de la préfecture. Ainsi il fut possible de sortir et de rentrer au camp, d'assurer à l'extérieur les liaisons nécessaires, de faire évader aussi à chaque voyage un, deux, quelquefois trois réfugiés.

Tandis qu'arrivaient les convois, l'abbé Glasberg et ses collaborateurs réussirent à s'emparer des instructions adressées par Vichy au préfet de Lyon. C'est dans cette liasse de documents que figurait le témoignage rendu célèbre par sa publication dans les Cahiers du Témoignage chrétien : « vous autorisez à prélever sur stock intermédiaire, faible quantité de papiers nécessaires. » La formule permettait aux historiens et aux sociologues d'analyser la fonction et les conséquences de l'efficacité bureaucratique vichyssoise.

C'est dans ce dossier que fut également trouvée la liste — qui n'avait pas été communiquée à l'Amitié chrétienne, comme si on se réservait de la modifier si les résultats étaient insuffisants — des dérogations dont pouvaient bénéficier les réfugiés pour échapper à la déportation.

Ces dérogations visaient bien entendu les services rendus dans l'ordre militaire, mais précisaient surtout que les enfants jusqu'à seize ans ne devaient pas être déportés.

Immédiatement, fort de ce qu'il venait d'apprendre, l'abbé Glasberg

donne l'ordre de rassembler les enfants. Il intréda à sa manière le représentant du préfet surpris de constater que ses instructions étaient connues.

Tragédie nécessaire

Alors commencèrent pour l'équipe de l'Amitié chrétienne cette tragédie nécessaire qui, dans l'angoisse, consistait à séparer les enfants de leurs parents. Cela dura toute la nuit et le lendemain. Une seule famille refusa de se séparer de son enfant. Toutes les autres acceptèrent avec un courage et une dignité dont tous ceux qui ont vécu cet événement gardent encore, non seulement le souvenir, mais la marque, car elles savaient, ces familles, ils savaient, ces pères et ces mères, vers quoi ils allaient. Eussent-ils sans cela connu leurs enfants à des inconnus ? C'est un point d'histoire important.

Les enfants furent emportés par trois camions qui avaient pu être mobilisés grâce aux aléas et venues que permettait la voiture apparentement officielle. Ils furent conduits dans un ancien couvent désaffecté, monté des Carmélites, à Lyon, immense bâtisse d'où l'on pouvait sortir par le côté opposé à plusieurs centaines de mètres de l'entrée, selon la topographie si particulière des quartiers et des bâtiments du Vieux Lyon. Les enfants furent immédiatement évacués par là et conduits dans divers abris dont disposaient l'Amitié chrétienne et le réseau ami de Charles Ledermann, le futur sénateur.

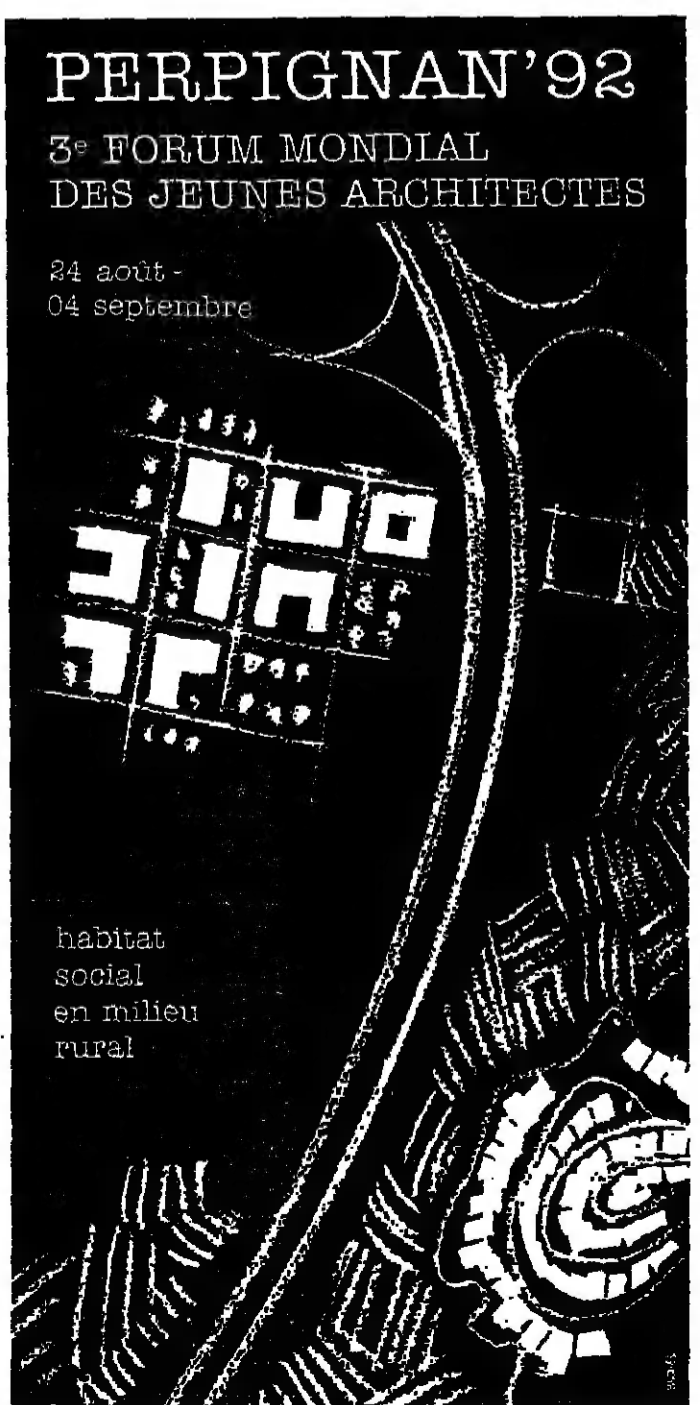
Comme prévu, Vichy, constatant que, par le jeu des dérogations, le nombre des déportés n'était pas celui qu'on entendait ramener aux

Allemands (ou que les Allemands exigeaient, cela n'a jamais été clair pour nous), Vichy se ravisa, et la police, dès le lendemain matin, encercla la montée des Carmélites. Bien entendu, il n'y avait plus personne.

Ensuite, il y eut des pressions sur le cardinal Gerlier, souvent directes de Vichy, et de Laval lui-même et la refus du prêtre d'indiquer les adresses des réfugiés. Mais tout entra dans l'ordre après d'incompréhensibles disputes juridiques, le secrétaire général de l'Amitié chrétienne ayant été convoqué chez un juge qui sommait l'association de fournir pour chaque enfant un document attestant la cession qui lui était faite des droits de paternité. Un tel document avait bien été signé à Vénissieux pour chaque enfant, mais l'Amitié chrétienne, n'étant pas reconnue d'utilité publique, la cession n'était pas valable dans les termes où elle avait été rédigée. Le juge exigeait donc qu'on en préparât une autre et qu'on la fit signer par des parents qui roulaient déjà vers l'Europe orientale.

Il était important de rappeler à un moment où, entre l'affaire Touvier et l'affaire Papon, tant d'efforts sont faits pour raviver le caractère vrai, opaque, ignominieux du régime de Vichy, que Pierre Laval lui-même, en « zone libre », intervenait auprès du cardinal archevêque de Lyon, pour que l'Eglise lui livrât, et à travers ses aînés aux nazis et aux maréchaux des « chambres à gaz » d'Auschwitz, quelques centaines d'enfants.

Joseph Rovani est écrivain et journaliste.



habitat social en milieu rural

SPORTS

CYCLISME : victoire de la Néerlandaise Van Moorsel au premier Tour féminin

La folie Leontien conquiert L'Alpe-d'Huez

En gagnant dimanche 23 août la neuvième et dernière étape, le Fontenil-Cornillon-L'Alpe-d'Huez (74,6 km), la Néerlandaise Leontien Van Moorsel a emporté le premier Tour cycliste féminin. Au classement général final, elle a devancé la Française Jeannie Longo de 9 secondes et la Belge Heidi Van de Vijver de 4 min 9 s. La Lorraine Catherine Marsal, cinquième, a remporté le classement des jeunes.

L'ALPE-D'HUEZ

de notre envoyé spécial

Une fois de plus, dimanche soir, L'Alpe-d'Huez s'est parée d'orange, couleur du cyclisme néerlandais. Mais ce soir-là les Bataves n'accablent ni Eric Breukink, ni Ger-Jan Theunissen, ni même Steven Rook, héros habituels des vingt et un virages, mais une jeune fille de vingt-deux ans nommée Leontien Van Moorsel.

« L'Alpe-d'Huez Express », bus officiel des supporters de la championne, trente-cinq parents et amis spécialement Bockel (sud des Pays-Bas) mènent la danse au milieu de leurs compatriotes estivaux. Ils brandissent des drapeaux à l'effigie de Leontien (vendus 70 francs), puis portent leur héroïne en triomphe dans les rues de la station. Cette joie leur permet d'oublier la déception de Barcelone, où les cent vingt fans avaient dû décliner à l'annonce de la victoire de l'Australienne Kathryn Watt.

Il faut dire qu'aux Pays-Bas la jeune femme a acquis un statut de star. Et elle s'en donne les apparences : cheveux teints en roux presque rouge et lunettes assorties au vernis à ongles et au rouge à lèvres. Au sommet de L'Alpe-d'Huez, sa

colonie d'admirateurs semblait pas surprise du succès de Leontien : « Depuis qu'elle est petite je savais qu'elle serait la meilleure, assure son père. Elle a débuté dans le cyclisme dès l'âge de huit ans et, à l'époque, elle gagnait déjà toutes ses courses, battant même les garçons. » Depuis, la grande Néerlandaise avait confirmé les espoirs de son père et devenait championne du monde de poursuite en 1990 à Stuttgart (Allemagne), puis sur route en 1991 à Stuttgart. Après ce dernier succès, elle n'a pas quitté le titre de championne mondiale féminine, relayant loin derrière l'Italienne Maria Carina et la Française Jeannie Longo.

Mais si l'Italienne se constitue plus un danger depuis sa situation de semi-retraite, la Française a prouvé depuis l'an dernier qu'elle était revenue à son meilleur niveau après deux ans d'absence. De plus, la Néerlandaise avait à cœur d'offrir ses contre-performances de Barcelone sur un parcours qu'elle elle-même dessinait.

Epreuves de surplace

De fait, le duel entre la Néerlandaise et la Française fut terrible pendant dix jours. Deux principaux facteurs ont joué en faveur de Van Moorsel : une équipe forte et unie ainsi qu'une tactique de course payante. Individuellement, les deux équipes de Van Moorsel dépassaient les deux Françaises en qualité et elles travaillèrent toutes deux pour son succès. « La discipline dans l'équipe fut très dure, affirme l'entraîneur Piet Hockstra. Si une cycliste ne respecte pas les consignes, elle peut retourner en Hollande. » Résultats spectaculaires : dans la dernière étape, l'équipe orange a assuré un train d'enfer en tête du peloton, couvrant les 37 premiers kilomètres de moyenne montagne en

moins d'une heure. Dès lors, la forme de la championne du monde ne pouvait étonner personne, d'autant plus - dit-on - qu'elle n'avait pratiquement pas attaqué depuis le départ de Paris. Dans les Pyrénées, elle n'avait pas quitté la roue de Jeannie Longo, sûre de profiter d'un avantage dans L'Alpe-d'Huez : « Le public sera derrière moi », disait-elle alors.

Par la suite, elle ne devait concéder que deux secondes dans le contre-la-montre de Toulouse, puis avait profité de sa supériorité au sprint pour reprendre le maillot jaune à l'arrivée de Mende. Dans la première étape des Alpes, disputée samedi, elle s'était contentée de suivre une fois de plus sa rivale au sein de la passer sur la ligne finale à Vanjany. Cette tactique provoqua l'indignation dans le camp français. Catherine Marsal, qui porta momentanément le maillot jaune, qualifia le comportement de la Néerlandaise de « déloyal ».

Dans les vingt et un virages de L'Alpe-d'Huez, la course a gardé le même visage. Les deux championnes se sont rapidement détachées, avec une telle avance que le final pouvait faire penser à une épreuve de poursuite : Jeannie Longo s'arrêtait parfois pour laisser passer Leontien. Van Moorsel, celle-ci refusait alors le relais et une épreuve de sur-place s'engageait. Le scénario s'est reproduit trois fois et, à l'arrivée, la Néerlandaise a pu réclamer son coup de la veille.

Championne contestée en France, Leontien Van Moorsel est devenue la nouvelle reine du cyclisme aux Pays-Bas, où elle est reconnue pour préparer le championnat du monde. En Espagne, le public pourra assister à l'un des derniers épisodes du duel des générations, entre la Savoyarde de trente-quatre ans et la Néerlandaise de vingt-deux ans.

GUILAUME CLÉMENT

FOOTBALL : championnat de France

Le Paris-SG, du clocher au grand club

En allant écraser Strasbourg, 4-0, samedi 22 août, le PSG a confirmé ses nouvelles ambitions de favori du championnat de France de football. A l'issue de la troisième journée, il partage le titre de classement avec Montpellier, les deux clubs comptant trois victoires en trois matches.

C'est désormais une habitude. Chaque année, lorsque les joueurs du Paris-Saint-Germain commencent à fouler les pelouses du championnat, les affiches publicitaires montent à l'assaut des murs de la capitale. En 1989, le club avait cherché à enrayer ses mauvais résultats et ses déboires financiers en impliquant, vainement, ses joueurs de faire « rêver » les spectateurs du Parc des Princes. Cette année, le message a changé de destination, la supplication est devenue exhortation : « Ayons l'esprit de clocher », intime-t-on à la foule, sur fond de tour Eiffel. Une année, vainement, ses joueurs de faire « rêver » les spectateurs du Parc des Princes. Cette année, le message a changé de destination, la supplication est devenue exhortation : « Ayons l'esprit de clocher », intime-t-on à la foule, sur fond de tour Eiffel. Une année, vainement, ses joueurs de faire « rêver » les spectateurs du Parc des Princes. Cette année, le message a changé de destination, la supplication est devenue exhortation : « Ayons l'esprit de clocher », intime-t-on à la foule, sur fond de tour Eiffel.

Pour les nouveaux dirigeants du PSG, le slogan a surtout le mérite de souligner leur premier grand succès. Car depuis un peu plus d'un an, depuis que Canal Plus est entré dans le capital du club (1), l'érosion du

public a été interrompue. Mieux : les gradins du Parc se remplissent dans des proportions inconnues jusqu'à. Plus que le club s'enracine dans son environnement, le conseil régional d'Ile-de-France s'est engagé à acheter 100 000 places pour la saison, qu'il distribuera comme l'an dernier à des jeunes des banlieues. « Avec cet apport, explique Michel Denisot, l'animateur vedette du club, nous obtenons un record de 27 000 spectateurs l'année dernière. C'est une très bonne chose. » Le dernier chiffre est le plus supérieur à celui de l'année précédente, l'Olympique de Marseille.

Un seul point commun avec l'OM

Pour un club qui prétend se consacrer à des vieux joueurs, le PSG a pour revêtir le costume de favori, la référence à l'OM est inévitable. Elle est en fait la seule référence à l'OM pour le PSG, qui avait décliné à la fin des années 80 pour se consacrer à des jeunes joueurs. Le PSG a pour revêtir le costume de favori, la référence à l'OM est inévitable. Elle est en fait la seule référence à l'OM pour le PSG, qui avait décliné à la fin des années 80 pour se consacrer à des jeunes joueurs.

le reste, tout est affaire de méthodes. Bernard Tapie, dans le milieu du football,

l'OM, les renforts, les déclarations, les microbats. Les deux clubs ont décidé de prolonger de deux ans leur engagement initiallement prévu pour trois saisons - ont, eux, choisi une durée de bon aloi. A l'ostentation de nouveau riche, le PSG a goûté plus bourgeois pour les budgets respectifs - environ 200 millions de francs cette saison - et surtout respectés les intérêts des joueurs. Dans la saison de l'intersaison, le PSG a privilégié les joueurs en fin de contrat, mais on ne peut pas passer pour échanger à l'allemand Jürgen Klinsmann, aux prétentions énormes, trop élevées, l'attaquant George Weah. Une seule fois le club aura dérogé à la règle fixée par Michel Denisot, l'attaquant George Weah. Une seule fois le club aura dérogé à la règle fixée par Michel Denisot, l'attaquant George Weah.

Couverture médiatique

Au lieu du compte, les dirigeants du club ont édité une équipe à l'opposé de l'OM. L'OM a formé des jeunes plutôt qu'il n'a stars, le PSG a récompensé les stars. Mais les deux clubs ont l'intention de gagner d'une manière génération. Signe des temps : quatre joueurs du PSG - Roche, Ginola, Fournier, Lama - viennent de bousculer le club de Marseille dans le classement. En championnat, le club a gagné à Strasbourg, qui le cinquième des équipes à la seule manière de parvenir à l'objectif.

Sous les ordres du Portugais Arthur Jorge, il est parvenu à trois matches à l'OM. Et grâce à deux artistes comme David Ginola et George Weah, le spectacle, qui était autrefois défectueux l'an dernier, est enfin devenu intéressant. Pour la première fois depuis des années, une équipe peut prétendre devenir champion à la place du champion. Et les Marseille doivent faire face à une compétition beaucoup plus intéressante qu'à l'habitude. Pour l'OM, le pire est douteux : le club voit échapper vers un autre monde une grande partie de la couverture médiatique que Bernard Tapie avait si bien su tirer à lui. Comme si le succès était contagieux, comme si la formation parisienne était atteinte de la même épidémie de victoires que l'opulente chaîne qui contribue à la financer.

Pour les dirigeants de Canal Plus, le modèle à étudier n'est de toute manière pas l'OM de Bernard Tapie. Il se situe plus au sud, du côté de Madrid ou de Barcelone. « A côté du Real ou du FC Barcelone, dit Michel Denisot, tous les clubs français sont encore des nains. » Pour ressembler aux géants d'Europe, Canal Plus a donc d'abord choisi de s'assurer une demeure à sa taille. La concession du Parc des Princes, partagée pendant des années par Perrier et Jean-Claude Darmon, l'homme d'argent du football français, vient d'être rachetée presque entièrement par le club. « Nous allons pouvoir transformer le stade en vaste studio de télévision, une salle destinée au monde du foot. »

Les maîtres de l'équipe de football serviront aussi de colonne vertébrale à l'édifice qui est en train de se construire. Les dirigeants du club, qui a trouvé un écho très favorable à la mairie de Paris : d'un grand club omnisports, à la taille de la capitale. Ce club a déjà commencé à germer dans le paysage sportif de la capitale. Ainsi la chaîne a-t-elle pris possession, sur l'avis d'une société à objet sportif (SOS), de la maison basket marseillaise du Racing Paris-Saint-Germain Basket. Le club de handball d'Asnières a été également rebaptisé en Paris-Saint-Germain-Asnières. Dans peu de temps, Canal Plus devrait aussi prendre des participations dans le club de volley-ball d'Asnières et rassembler les boxeurs qu'elle sponsorise dans une seule équipe. Il ne manquera alors plus qu'une SOS holding qui coiffe l'ensemble, et qui donne une architecture à cette nébuleuse, dont le PSG demeurerait la vitrine. Paris aurait alors définitivement cessé d'être l'anomalie du sport français, pour en devenir l'exemple.

JÉRÔME FENOGLIO

(1) La chaîne privée Canal Plus, 40 % de la société à objet sportif dont le club reste actionnaire majoritaire, a été créée par le Monde du 23 juillet 1991. La Ville de Paris, troisième partenaire de cette association dont l'existence vient d'être prolongée à deux ans, jusqu'en 1996, possède trois représentations de la société d'administration de la SOS. Le club a cotisation (1 million de francs) par directement au club.

SPORTS EQUESTRES : la Polo Cup de Deauville

Le choc des maillets chic

Neuf équipes, rassemblant le plus grand nombre de joueurs de polo du monde, se disputent, du 8 au 30 août à Deauville, le Lancet Polo Cup, l'un des quatre plus grands tournois internationaux après ceux de Windsor (Angleterre), Palm Beach (Etats-Unis) et Palermo (Argentine).

DEAUVILLE

de notre envoyé spécial

Deauville s'élève encore du souvenir d'Alphonse XIII, le roi espagnol, vainqueur au même de la Coupe Gramont en 1923. Le polo est plus réservé aux aristocrates, et aux militaires. L'entre-deux-guerres, ni même les deux dernières guerres, n'ont même pas effacé de la mémoire des Français de la Brosse, un cavalier de haut niveau, qui a été vainqueur de l'obstacle récemment reconstruit au polo, et il y a une volonté d'élitisme chez les dirigeants et les participants de ce sport. Dans les tribunes, il y a la famille du polo, les relations qui poursuivent l'après-midi, pendant le jeu, à la piscine de la Brosse, Royal, transformant ce rendez-vous sportif en rendez-vous mondain.

A l'abri des barrières sociales

La compétition, à raison de deux matches par jour, le polo aura cependant attiré vers l'hippodrome de Deauville près de quatre mille spectateurs. Des photographes, la plupart venus de l'étranger pendant leurs vacances, qui se penchent sur l'entrée du stade pour prendre les rudiments du sport spectaculaire : les six périodes de sept minutes et demie, entrecoupées de pauses de quinze minutes, le temps de changer de monture ; la magie des remises en jeu, mêlées furtives de sabots et de maillets pour la conquête d'une balle de 6,5 kilogrammes de diamètre ; les coups d'étréme, parfois, les colosses qui jettent un joueur à terre. Familiarisés avec les « coups de fouet », les « coups de main », les « coups de pied », et autres « coups de queue », le public se penche sur l'immense pelouse (1) et pour rebouche les trous, un rictus qui pourrait être qualifié de « coup de queue » dans la famille.

Erreur ! Le polo est un jeu facile d'accès. Comment un jeune,

alléché par la vitrine de Deauville, peut-il espérer s'y adonner ? C'est presque impossible, soupire François de La Brosse, à moins d'avoir beaucoup d'argent... Les clubs, très sélects, se comptent sur les doigts d'une main ; on recense trois écoles, à Lyon, à Bordeaux (Château Giscard) et à Paris-Bagatelle, et moins de 300 joueurs, dont la quasi-totalité réside à l'étranger. Le polo, à l'abri des barrières sociales, semble se détacher de sa confidentialité. Seul joueur professionnel français avec son frère Stéphane (handicap 8), Lionel Macaire emigre de constance, après dix ans d'attente pour faire son métier aux Etats-Unis et en Argentine, que la situation du polo n'a guère évolué en France. « On s'est toujours trompé en cherchant une clientèle parmi les gens fortunés, alors qu'il faut prospecter dans le milieu équestre. »

Paradoxalement, la majorité des joueurs de polo ne sont pas, à l'origine, des cavaliers, alors que c'est avant tout un sport de cheval. « Dans le polo, il y a 75 % d'équitation, le reste n'est qu'une question d'adresse », confirme François de La Brosse qui, en quelques mois de pratique seulement, a atteint un niveau remarquable. « C'est dans le réservoir des 200 000 cavaliers du monde équestre qu'il faut aller chercher des professionnels. Ce sont eux qui ont retenu dans les clubs hippiques les garçons de douze à dix-huit ans qui s'ennuient de plus en plus, martèle Lionel Macaire. Le polo, c'est un sport de mer, la seule discipline « mèche » d'une éducation qui se finitiste. »

Professionalisation habituelle

Afin de sensibiliser et de former les monteurs d'équitation à cette activité, Lionel Macaire prendra les rênes, début 1994, d'un grand complexe public, financé par le département des Hauts-de-Seine sur le site des haras de Jardy. Il compte faire de cet équipement « une véritable académie de polo », point de départ d'une démocratisation qui passe par un bouleversement des structures et de l'assise économique de ce sport. Discipline olympique de 1924 à 1936, le polo est le dernier des sports « pro-am », où les amateurs fortunés sont à la fois dirigeants et joueurs. Le fait de figurer dans les mêmes équipes que les meilleurs professionnels leur procure des satisfactions indicibles, mais conduit inévitablement à la sclérose.

Pour Lionel Macaire, le polo

doit viser une démocratisation économique : « Actuellement, 70 % de l'argent investi dans le polo français va à Buenos Aires pour l'achat de chevaux et le reste à des joueurs professionnels. Ces derniers, souvent propriétaires-éleveurs, profitent des circuits européens pour promouvoir et vendre leurs bêtes. Ainsi, plus d'une dizaine de chevaux sont importés d'Argentine chaque année. » Or, explique Lionel Macaire, la base intrinsèque de ce sport de pur équilibre est bien malade, car celle des Argentins. Les clubs hippiques pourraient servir à moindre coût sur le marché très déprimé du pur-sang français. Un cheval de talent, modeste, mais rapide et trop froid de caractère pour faire une carrière en course à toutes les qualités, peut devenir un parfait « poney » de polo, à condition de recevoir le dressage ad hoc.

La réalité économique et sportive du polo français, comme celle de tout sport, avec un poignard de la star, les joueurs, les arbitres, les adversaires, demain partenaires au gré des formations d'équipes, le championnat de Deauville a des atouts pour attirer par son rendez-vous majeurs de tennis ou de golf par exemple. La professionnalisation est une nécessité.

Sans fortune personnelle, Lionel Macaire et François de La Brosse ont réussi à inscrire leur propre équipe à la Lancet Polo Cup, en luttant la majorité des joueurs chevronnés à la fois coéquipiers anglais John Horswell. « Le polo est une équipe de polo, explique François de La Brosse, qui a trouvé la formation grâce à un plan de parrainage à long terme de la firme Arthur-Bertrand. Leur expérience, pour l'instant, unique. « Pour un individu, l'entretien d'une équipe exige un effort démesuré, alors qu'il est beaucoup plus facile de gérer une équipe. » Le polo est une grosse société, explique François de La Brosse. L'ennui, c'est qu'en l'absence de nombreux médias, les professionnels ne trouvent pas de particuliers d'entreprises pour dépenser l'argent dans l'anonymat d'une équipe.

JEAN-JACQUES BOZONNET

(1) Le terrain mesure 275 mètres de long sur 100 mètres de large. L'équipe gagnante est celle qui marque le plus de buts.

RUGBY : vainqueurs des Springboks sud-africains

Les Australiens maîtres du monde

Les Wallabies australiens ont nettement dominé les Springboks, 26-3, samedi 22 août à Cap, lors du test-match de leur tournée en Afrique du Sud.

Le rugbyman sud-africain le seul bon moment de cette rencontre aura eu lieu avant le début de la partie. Une semaine après les débordements nationalistes du public de Johannesburg, lors du test-match entre les Springboks et les All Blacks (le Monde du 18 août), les spectateurs du stade Newlands ont Cap ont respectueusement respecté la minute de silence pour les victimes des violences dans le pays. Malgré les appels du parrain d'extrême droite AWB, l'hymne Die Stem, symbole du pouvoir blanc, n'a pas été entonné et les drapeaux nationaux sont restés discrets.

Cette bonne tenue du public devrait permettre au rugby sud-africain d'envisager l'avenir plus sereinement. L'ANC, qui avait fait du respect de la minute de silence un autre test à l'indépendance du test-match, ne devrait s'opposer ni à la prochaine tournée des Springboks en Europe, notamment en France en septembre prochain, ni

l'organisation de l'Afrique du Sud de la prochaine Coupe du monde, en 1995.

Sur le pelouse, en revanche, les Springboks auront accumulé les déconvenues. Sous une pluie battante, la ont été laminés par les Australiens, venus chercher au Cap la confirmation définitive de leur titre de champions du monde. Dominés dans tous les secteurs du jeu, les Sud-Africains n'ont même pas pu se ménager une victoire honorable qu'ils avaient anticipée contre les All Blacks. Ils ont été punis par leur retour sur le terrain international ne pouvait s'accompagner d'un succès : les années passées dans l'isolement ont leur coûté leur expérience du haut niveau.

Autours de trois essais, trois-accidents de rigueur et d'inspiration offensive, les Wallabies ont, eux, largement démontré qu'ils méritaient leur couronne de champions du monde. A la veille de se retirer, ils ont offert à leur capitaine Nick Faldo-Jones, la plus belle des récompenses : le joueur sera le premier de l'histoire à quitter les terrains après avoir mené son équipe à la victoire contre toutes les grandes nations du rugby mondial.

J. Fo.

Les résultats

FOOTBALL		
Première division (Troisième journée)		
Nantes b. Auxerre	2-1	
Montpellier b. Lille	3-0	
Paris SG b. Strasbourg	4-0	
Marseille b. Metz	4-2	
Bordeaux et Toulon	3-2	
Monaco b. Nîmes	1-1	
Lens et Le Havre	0-0	
Sochaux b. Lyon	1-0	
St-Etienne b. Toulouse	2-2	
Caen b. Valenciennes	3-0	
Classement : 1. PSG et Montpellier, 6 pts ; 2. Marseille et Nantes, 5 ; 3. Auxerre, Monaco, Bordeaux, Sochaux et Strasbourg, 4 ; 4. Le Havre et Saint-Etienne, 3 ; 5. Caen, Metz, Lens, Toulon et Lille, 2 ; 6. Lyon et Nîmes, 1 ; 7. Toulouse et Valenciennes, 0.		
Deuxième division (Troisième journée)		
GROUPE A		
Perpignan et Mulhouse	1-1	
Annecy b. Alès	3-1	
Metz b. Nancy	3-0	
Sedan b. Cannes	1-0	
Tours et Ajaccio	1-1	
GROUPE B		
Bordeaux b. Tours	2-0	
Guingamp b. Rennes	1-1	
Nîmes b. La Roche-Yon	1-0	
Rouen b. Angers	2-0	
Châteauroux b. Red Star	1-0	
Boulogne et Amiens	2-2	
Dunkerque et Le Mans	1-1	
Laval b. Arles	2-0	
Caennais et Lorient	1-1	
Classement : 1. PSG et Montpellier, 6 pts ; 2. Nîmes, Rouen et Rennes, 5 ; 3. Laval, Guingamp et Tours, 4.		
TENNIS		
A Indianapolis, l'Américain Pete Sampras a gagné son troisième tournoi d'été, en dominant son compatriote Jim Courier, 6-4, 6-4.		

BILLET

L'insécurité de l'emploi

Qu'est-ce qu'un emploi ? Depuis toujours, la référence absolue qui venait à l'esprit était celle du contrat de travail à durée indéterminée. Or cette définition souffre d'un nombre croissant d'exceptions. En d'autres termes, le mot « emploi » est de moins en moins lié à la notion de stabilité, et donc de sécurité. Le dernier numéro de la revue *Travail et emploi* du ministère du travail confirme ce qui, pour les spécialistes, est devenu une évidence et pour certaines catégories — les jeunes notamment — une réalité tangible.

Depuis le milieu des années 70, « les situations particulières d'emploi » (les contrats à durée déterminée, l'intérim, le temps partiel, les multiples dispositifs d'insertion, mais également les postes de non-titulaire dans la fonction publique) ne sont plus marginales. Entre 1970 et 1978, elles-ci représentaient 3,2 millions de personnes pour une population active de 22,5 millions d'individus. Entre 1982 et 1990, ces « situations particulières d'emploi » concernaient 5 millions des 24,2 millions de Français qui constituent la population active. Le nombre de chômeurs est passé de 1 million en 1975 à 2,5 millions en 1988, et la « norme » du contrat à durée indéterminée n'est plus ce qu'elle était. Vers 1975, 80 % de la population active détenait un emploi stable. En 1988-1990, cette proportion est tombée à 65 %. Dans les années 80, elle était de 75 %.

Certes, il ne faut pas systématiquement assimiler « situations particulières d'emploi » et « précarité ». Le temps partiel peut résulter d'un choix volontaire et il n'est pas rare qu'un contrat à durée déterminée préfigure un emploi durable. Néanmoins, admet la revue du ministère, « il semble bien que toutes les situations d'emploi particulières entraînent de fait des rapports de force et des rapports de pouvoir avec la précarité ». « La stabilité de l'emploi est toujours l'idéal des salariés, mais la réalité cesse de suivre ; les employeurs poursuivent d'autres objectifs, l'emploi stable plébiscite », conclut *Travail et emploi*. Un constat qui révèle un dilemme : comment tout à la fois limiter les « situations particulières » au nom du retour de la précarité et s'efforcer d'en organiser le développement afin de mieux répartir l'emploi, devenu une denrée rare ?

JEAN-MICHEL NORMAND

Avec une forte poussée dans l'automobile

Le chômage partiel a triplé en 1991

Le recours au chômage partiel a triplé en 1991, passant de 2,5 millions de journées indemnisables à 7,6 millions, indique le ministère du travail lundi 24 août. Cette forte poussée, qui s'explique par l'essentiel par les effets du choc conjoncturel, a été accompagnée d'une baisse de 45 % des demandes émanant toujours des PME, reste importante « puisque 45 % des demandes émanent toujours des PME de deux cents salariés qui représentent 93 % du nombre des établissements ayant eu recours à ce dispositif. Au vu des estimations réalisées lors du premier trimestre 1992, le ministère estime que le chômage partiel se maintiendra cette année à un niveau élevé ».

Cet essor correspond également à la volonté du gouvernement de promouvoir cette formule afin d'éviter les licenciements. En 1991, le contingent annuel d'heures indemnisables a été porté de 500 à 600 et 700 heures spécifiques. L'Etat a été porté de 12,82 francs à 18 francs par heure (la participation des entreprises, elle, a été réduite). L'allocation minimale atteint 82,7 % du SMIC brut. Au-delà, l'entreprise verse un salaire 50 % de sa rémunération.

J.-M. N.

Conséquence de la faiblesse de la livre

L'économie anglaise sous la menace d'une hausse des taux

La livre sterling, qui est tombée à son plus bas niveau depuis l'adhésion de la Grande-Bretagne au système monétaire européen (SME) en octobre 1990, frôle son plancher autorisé contre le deutschemark (2,7780). Lundi 24 août, la monnaie britannique s'échangeait à 2,7989 DM à l'ouverture. La livre au plus bas, le chômage qui galope, les rumeurs persistantes d'un inévitable relèvement

LONDRES

correspondance

Un durcissement du crédit aurait pour conséquence première de retarder d'un an encore une reprise économique qui n'a fait attendre. Le chancelier de l'échiquier, M. Norman Lamont, veut éviter à tout prix de devoir procéder à un relèvement du loyer de l'argent pour soutenir la livre. Mais si l'intervention massive de la Banque d'Angleterre ne devait pas permettre d'endiguer le plongeon de la monnaie nationale, le ministre des finances n'hésiterait pas à resserrer le crédit plutôt que de dévaluer. « Nous sommes partie prenante du SME et nous suivons les règles de la lettre », a déclaré dimanche un conseiller de M. Lamont.

Baisse

des valeurs immobilières

Un tel durcissement prévu par les marchés devrait entraîner une hausse des traites hypothécaires que de nombreux Britanniques, déjà fortement endettés, devront régler pour rembourser l'achat de leur maison. Cette mesure ne pourrait qu'accentuer la crise de l'immobilier, la plus grave depuis la guerre et qui a au cœur de l'actuelle récession qui n'en finit pas. La valeur des propriétés de plus d'un million de Britanniques, achetées à un prix plus fort de la prospérité thatchérienne, a baissé de 10 à 20 % en moyenne au prix d'acquisition. Selon les statistiques de prêts hypothécaires, 350 000 ménages n'ont plus honoré leurs traites depuis plus de six mois.

Au cours du premier semestre, 35 000 familles se sont vu déposer de leur résidence principale faute d'avoir pu faire face aux échéances. Les « ventes forcées » à l'extérieur de la zone de l'Europe ont augmenté de 50 % au cours des deux derniers trimestres et la stabilisation de la production dans le secteur des services soulignent que l'économie britannique a peut-être atteint son point plancher. Il s'agit du premier signe d'optimisme depuis le début du resserrement économique, à l'été 1990.

Mais, comme l'indique le rapport trimestriel de l'Institut d'émission publié le 19 août, les perspectives demeurent fragiles. Le chef économiste du *Confederation of British Industry* estime que la reprise ne sera pas au mieux avant 1994. Comme le ministre du Trésor, M. Nigel Lawson, de la consommation, il manque la confiance des ménages et le vrai démarrage de l'activité.

Vers trois millions de chômeurs

Le chômage, qui touchait 2,75 millions de personnes en juillet, pourrait dépasser les trois millions à la fin de l'année. La montée en flèche du nombre des sans-emploi conjuguée aux effets du marché du travail et au nombre record de faillites personnelles pousse les Britanniques à réduire davantage leurs dépenses. Obligés par la reconstruction de leur trésorerie (cash flow), confrontés à un intérêt et à un endettement toujours plus élevés, les entreprises licencient, réduisent considérablement leurs projets d'investissement et la distribution des dividendes.

Pour M. Norman Lamont, ministre de la Banque, la situation est désastreuse. La baisse du chômage est aussi le résultat de l'adhésion au système monétaire européen. « Pour mieux contrôler vos coûts dans un système à change fixe, quand vous ne pouvez pas jouer avec l'inflation, il n'y a qu'une solution : réduire drastiquement vos frais généraux, à commencer par les effectifs ».

La livre sterling doit-elle quitter le SME pour permettre la relance, comme le prétendent les adversaires de l'adhésion britannique au régime monétaire des Douze ? « La récession est le résultat du boom des années 80, pas de notre participation au SME. La stagnation économique et le chômage actuel résultent d'une mauvaise gestion des taux d'intérêt élevée due à l'alignement sur la politique de la Bundesbank de tous les membres du système monétaire », poursuit l'expert de la City.

Les PME

les premières touchées

Enfin, la baisse de la livre a aussi entraîné la pire performance économique que des incertitudes politiques liées au référendum français de septembre sur Maastricht et des divisions au sein du Parti conservateur. Les taux d'intérêt élevés dus à l'alignement sur la politique de la Bundesbank de tous les membres du système monétaire, poursuit l'expert de la City.

Si parier des « difficultés » de l'immobilier britannique passe désormais pour un euphémisme, le message n'est pas uniformément gris. Le taux annuel d'inflation ne

cesse de chuter, tombant à 3,7 % le mois dernier. La conjoncture frappe davantage les petites entreprises que les grandes multinationales. Les compagnies multinationales comme dans leur secteur (agroalimentaire, pharmaceutique, aéronautique, etc.) résistent mieux que les petites entreprises à forte concurrence (banque, assurance, informatique...). La productivité élevée, l'amélioration de la gestion, la paix sociale, le nouvel activisme du ministère du commerce et de l'industrie placé sous la houlette du très entreprenant M. Michael Heseltine, viennent contrebalancer le sombre bilan. L'effondrement du marché thatchérien a l'air à la propriété individuelle favorise le marché local, tendance qui encourage la mobilité de la main-d'œuvre.

Des atouts certes, mais du tout une garantie de reprise économique, estiment aujourd'hui les spécialistes. « Le problème est qu'on a mis trop d'œufs dans le panier de l'immobilier et pas suffisamment dans celui de l'industrie. Le déséquilibre doit être corrigé par l'octroi d'aides gouvernementales à l'investissement afin de recréer rapidement la capacité de production et de créer de nouveaux emplois », conclut Michael Heseltine.

MARC ROCHE

Après la publication d'une liste de produits chinois menacés de rétorsions tarifaires

Pékin estime que les sanctions commerciales américaines menaceraient la prospérité de la région

PÉKIN

de notre correspondant

Après le catalogue d'un (très) grand magasin parisien, sur la quasi-totalité de ses rayons grand public : textiles, cuir et chaussures, produits ménagers et électroménagers, bagages, jouets, instruments de musique et autres filés à millions. Ajoutons-y quelques produits plus difficiles à trouver, comme des boîtes de grenades, des torpilles, des mines de guerre et pièces détachées entrant dans leur composition. Ainsi, encore que des matières premières comme les essences de patchouli, de citronnelle, de bois de cèdre et autres « ylang-ylang et cananga ». Et, pour bien faire les choses, nous nous sommes procurés la description matérielle de la taille des assiettes (de pas plus de 22,9 centimètres de diamètre pour un prix supérieur à 8,90 dollars, ou comprises entre 22,9 et 27,9 centimètres pour une valeur supérieure à 11,50 dollars).

Ce qu'on obtient ? La liste de 44 pages, en dactylographie serrée, des produits chinois que les Etats-Unis menacent de frapper de taxes plus lourdes que par le passé si Pékin n'a pas donné satisfaction, avant le 10 octobre, à un certain nombre d'exigences américaines d'accès à son propre marché pour les exportations américaines (le *Wall Street Journal* du 24 août). La liste comporte tout ce que la Chine exporte en quantités importantes aux Etats-Unis et représente 3,9 milliards de dollars (19,5 milliards de francs).

Les Etats-Unis absorbent le quart du total des exportations chinoises et subissent un important déficit bilatéral. Fatigués de voir Pékin limiter les pieds pour libérer son système douanier, les Américains ont décidé, dans leur propre expression, d'*'allumer la mèche'* en publiant cette liste de produits menacés de rétorsions tarifaires. La liste est le résultat d'une enquête menée contre la Chine, pour évaluer les pratiques

inéquitable aux termes de la loi sur le commerce de 1974.

Le gouvernement chinois a vivement critiqué la publication « unilatérale » de cette liste noire, jusqu'à affirmer qu'elle avait un impact négatif sur la prospérité et la stabilité économiques dans l'ensemble de la région Asie-Pacifique. Mais Pékin a aussi de menacer Washington de rétorsions précises et explicites qu'il avait fait au début de l'année en réponse à un geste du même ordre de Washington dans ses négociations concernant la protection de la propriété intellectuelle, finalement conclues. C'est peut-être un signe que le pari encaissé par les Etats-Unis, qui maintient les Etats-Unis, qui veulent uniquement d'une véritable guerre commerciale, est en train de payer. De nouvelles négociations se tiendront en septembre, qui permettront d'en finir.

FRANCIS CHENET

En visite à Hanoï

M. Jean-Louis Bianco annonce deux accords de coopération avec le Vietnam

Le ministre de l'équipement, M. Jean-Louis Bianco, a annoncé, samedi 22 août à Hanoï, la signature de deux accords de coopération avec le Vietnam. Les accords concernent la coopération dans les domaines des transports, de la construction et des services urbains. M. Bianco, accompagné d'une délégation de chefs d'entreprise, effectuera jeudi une visite officielle au Vietnam.

Les deux accords conclus avec le ministre du Transport et des postes, M. Bui Danh Luu, et le ministre de la construction, M. Ngo Xuan Loc, concernent « quelques dizaines de projets de coopération concrets portant sur la modernisation des aéroports, l'aménagement des ports, la construction des routes et des ponts, la construction d'hôtels, la production de matériaux de construction ainsi que l'élaboration des politiques et la gestion urbaines », a déclaré le ministre français de l'équipement.

Parmi ces projets figurent notamment la construction d'un pont sur la rivière Gianh au centre du pays, l'aménagement d'une route reliant Hanoï à la ville

portuaire de Haiphong, la modernisation des équipements des aéroports et des avions ainsi que la réparation des vieux ponts datant de l'époque coloniale à Hanoï (centre) et Ho-Chi-Minh-Ville (ex-Saigon). Les accords prévoient également la coopération internationale en matière de maintien de l'embargo économique américain contre le Vietnam. M. Bianco a annoncé que 200 millions de francs, pourront cependant être mis en œuvre dès cette année ou au début de l'année prochaine.

Qualifiant sa visite de « très importante », M. Bianco a conclu :

« L'accord est un résultat important ». M. Bianco a également annoncé que la France et son ancienne colonie indochinoise. Huit accords ont été signés pendant la visite, a-t-il déclaré le ministre français. Il a également indiqué que la France pourra faire appel à construire une usine d'assemblage automobile au Vietnam. « L'accord est un résultat important », a-t-il précisé. M. Bianco a été reçu samedi à Hanoï par le vice-premier ministre, M. Tran Duc Luong. (AFP)

Le conflit sur la privatisation

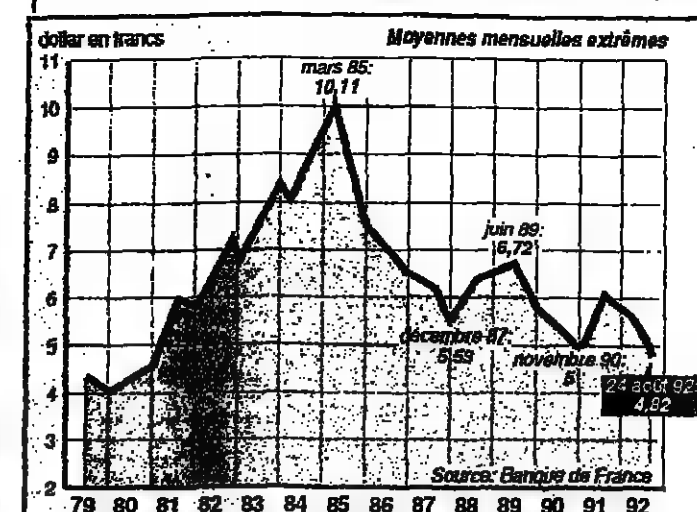
Des incidents entre la police et les grévistes des transports urbains d'Athènes ont fait six blessés

Des incidents entre la police et les grévistes des transports urbains d'Athènes ont fait six blessés dans la nuit de vendredi 21 à samedi 22 août. Les affrontements ont eu lieu dans les quartiers proches de la capitale (EAS), en grève l'après-midi du 23 juillet (le *Monde* du 23-24 août).

Les affrontements, qui ont fait six blessés, ont commencé dans un garage de l'EAS occupé par les grévistes du Votanicos, près du centre d'Athènes, et se sont poursuivis dans les quartiers proches. La porte-parole de la présidence, M. Sotiris Kouvelas, a affirmé, samedi 23 août, que les affrontements « planifiés » ont été manipulés par l'opposition.

La privatisation de l'EAS a été suspendue à la suite de l'échec des négociations entre les syndicats et les pouvoirs publics, qui voulaient un million de personnes sur un total de 8 millions. (AFP)

La chute du dollar affecte les Bourses



Faible depuis plusieurs semaines, le dollar a chuté vendredi 21 août, retombant à son niveau du début de 1981. La chute du cours de la monnaie américaine s'est poursuivie lundi 23 août, dans la séance de la Bourse de New York, encore cherchant l'appui de la force des marchés monétaires. Du coup, les Bourses européennes ont fait preuve mardi en début de journée d'une grande faiblesse. Paris, Francfort et Londres perdent alors près de 2 %. Il faut dire que vendredi plusieurs interventions des banques centrales des pays industrialisés n'avaient pas pu enrayer la baisse du billet vert. Elles sont de nouveau intervenues lundi. La spéculation contre la devise américaine, qui s'explique notamment par l'absence d'intérêt américain et l'attente d'un signe d'encouragement. Le dollar touchait à Tokyo face au deutschemark un nouveau niveau plus bas historique, à 1,42 DM. Vis-à-vis du franc, le billet vert n'était pas plus en vogue et perdait encore

plus de deux points, à 4,62 francs. Pour l'instant, la spirale infernale, les marchés monétaires ont multiplié les dévaluations. À commencer par le ministre allemand des finances, M. Theo Waigel, qui a annoncé dimanche 23 août une baisse de l'intérêt de 0,50 point à 2,75 %, à partir du 1er septembre. En France, la banque centrale du Japon étudie également la possibilité d'une baisse du taux de l'escompte, parallèlement au plan de l'économie. Il pourrait être ramené à 2,75 %, son plus bas niveau depuis mai 1989. En 1980, le dollar avait commencé en 1981 une progression notablement à la baisse. Aux Etats-Unis, en mai 1985, le dollar avait atteint 10,50 francs. En septembre de la même année, les grands industriels américains ont obtenu l'accord du Plaza, d'obtenir une baisse du franc, puis un relèvement du dollar, de la stabiliser.

COMMUNICATION

Un projet de chaîne éducative et européenne pour les jeunes

Parallèle Télévision postule le créneau diurne de l'ex-Cinq

Le projet de chaîne éducative et européenne pour la jeunesse, Parallèle Télévision, conçu par l'association Sorbonne Télévision et le projet de dessins animés 100H, comprend dorénavant 80 heures de programmes par semaine, sur le créneau diurne de l'ex-Cinq (le Monde du 19 juillet).

Cet élargissement à la journée - de 7 heures à 19 heures - implique une diversification des programmes destinés aux enfants, aux adolescents, étudiants et jeunes actifs plus largement à la famille.

Le journal de l'investi est remis à l'équipe qui en assure la publication. Le président, M. Eltsine, a signé le 22 août un accord remettant en pleine propriété le quotidien du soir le *vesti* à l'équipe qui le publie. M. Eltsine s'est déclaré « très irrité » par la décision prise le 17 juillet par le Parlement russe, la majorité conservatrice, de s'approprier le journal, qui tire à plus de 4 millions d'exemplaires, et en « le journal du peuple de la Fédération de Russie » (le Monde du 30 juillet). Depuis, la direction du journal, par le gouvernement russe, n'en avait pas tenu compte, et le journal était distribué.

programmation comprendrait donc des magazines, des documentaires, des jeux, des émissions de fiction, ainsi que des émissions d'éveil aux langues étrangères.

Le budget de Parallèle Télévision est réévalué à 300 millions de francs annuels, au lieu de 200 millions, en comptant sur « l'intérêt grandissant de producteurs européens et américains ». Le projet doit être présenté le 30 septembre, date-butoir fixée par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

M. Eltsine a la force entre M. Eltsine et le Parlement.

Parallèle Télévision a été créée par la lettre d'informations économiques sur Moscou et Saint-Petersbourg, nouvelle lettre bimensuelle d'informations économiques et financières sur l'activité des deux plus grandes villes russes, publiée par le service français d'informations à l'Est, elle est diffusée uniquement par abonnements (250 francs par 22 numéros par an) et offre des informations pratiques concernant la législation, les finances, les affaires, les entreprises et les médias. (AFP)

Sur plainte de petits commerçants

La Commission britannique des monopoles enquête sur la distribution des quotidiens

La Commission des monopoles (MMC) britannique a enquêté sur le système de distribution des quotidiens nationaux en Grande-Bretagne, où la concurrence (OFT) a enquêté qui doit être close dans un an, à la fin de l'été. L'enquête a lieu après que des petits commerçants se soient plaints du refus des grossistes de leur fournir le journal.

En France, la distribution des quotidiens est confiée aux Nouvelles messageries de la presse parisienne (NMPP), alors que le marché britannique est segmenté en une quarantaine de grossistes. Les derniers ont récemment modifié les méthodes de distribution, en privilégiant les nouvelles zones de chalandise comme les supermarchés ou les stations-service et en limitant le nombre de points de vente chez les commerçants, afin de ne pas mettre en danger le portage à domicile - traditionnel en Grande-Bretagne - qui est donc à baisser. Les grossistes assurent en pouvoir à la fois assurer les frais de portage et de l'approvisionnement des petits commerçants.

MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

13 août 1992

Total actif	190 585
dont :	
Or	151 148
Disponibilités à vue à l'étranger	102 620
Emprunts	102 067
Avances en Fonds de stabilisation des changes	18 078
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	62 431
Travaux d'Etat et obligations	40 780
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	57 194
Effets privés	291
Effets en cours de recouvrement	62 905
Total passif	190 585
dont :	
Billets en circulation	205 181
Comptes courants des établissements étrangers à la constitution de réserves	7 385
Comptes courants du Trésor public	48 331
Reprises de liquidités	6 587
Comptes spéciaux du Fonds de stabilisation des changes - Contrepartie des allocations de droits de tirage anticipés	7 882
Emprunts à l'étranger	80 189
Reserve de réévaluation des avoirs publics en or	169 047

TAUX DES OPERATIONS	
Taux de la dernière opération sur appel d'offres	9,80 %
Taux des pensions de 5 à 10 jours	10,50 %
Taux des avances sur titres	12 %

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indice global de base 100 : 31 décembre 1981

14-01 21-02

Indice global de base 100 : 31 décembre 1981

14-01 21-02

Indice global de base 100 : 31 décembre 1981

14-01 21-02

Indice global de base 100 : 31 décembre 1981

14-01 21-02

Indice global de base 100 : 31 décembre 1981

14-01 21-02

Indice global de base 100 : 31 décembre 1981

14-01 21-02

Indice global de base 100 : 31 décembre 1981

14-01 21-02

Indice global de base 100 : 31 décembre 1981

14-01 21-02

Indice global de base 100 : 31 décembre 1981

14-01 21-02

Indice global de base 100 : 31 décembre 1981

14-01 21-02

Indice global de base 100 : 31 décembre 1981

14-01 21-02

Indice global de base 100 : 31 décembre 1981

14-01 21-02

Indice global de base 100 : 31 décembre 1981

14-01 21-02

Indice global de base 100 : 31 décembre 1981

14-01 21-02

Indice global de base 100 : 31 décembre 1981

14-01 21-02

Indice global de base 100 : 31 décembre 1981

14-01 21-02

Indice global de base 100 : 31 décembre 1981

14-01 21-02

Indice global de base 100 : 31 décembre 1981

14-01 21-02

Indice global de base 100 : 31 décembre 1981

14-01 21-02

PARIS :

Second marché (sélections)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	4282	4282	Immob. Hérault	1010	1010
Amul Alcatel	181	181	Immob. Compteur	180	180
B.P.M.	23 70	23 70	Immob. Compteur	83 10	83 10
Banque Paribas	462	461	Immob. Compteur	86	86
Banque Paribas	219 50	219 50	Immob. Compteur	296 70	296 70
C.A.I. de Fr. (C.C.I.)	229	229	Immob. Compteur	123	123
Calsonic	226	226	Immob. Compteur	490 80	490 80
Cardif	740	740	Immob. Compteur	490 10	490 10
CEGELEC	159 50	159 50	Immob. Compteur	120	120
CEP	287	287	Immob. Compteur	59 40	59 40
CHUM	1030	1030	Immob. Compteur	348	348
Codanor	254	254	Immob. Compteur	348	348
Conform	1218	1218	Immob. Compteur	348	348
Credito	118	118	Immob. Compteur	348	348
Dagblin	286	286	Immob. Compteur	348	348
Dalmeida	1010	1010	Immob. Compteur	348	348
Danubio Wurst Co.	240	240	Immob. Compteur	348	348
Davies	1740	1740	Immob. Compteur	348	348
Delfin	109 80	109 80	Immob. Compteur	348	348
Dofin	116	116	Immob. Compteur	348	348
Edison Beland	170	170	Immob. Compteur	348	348
Europ. Propriété	162 40	162 40	Immob. Compteur	348	348
Ferret	111	111	Immob. Compteur	348	348
G.P. (groupement)	100 80	100 80	Immob. Compteur	348	348
G.I.M.	280	280	Immob. Compteur	348	348
Givaudan	180	180	Immob. Compteur	348	348
Gustaf	700	700	Immob. Compteur	348	348
I.C.C.	185	185	Immob. Compteur	348	348
Immo	80	80	Immob. Compteur	348	348

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Contrats en pourcentage du 21 août 1992

Nombre de contrats estimés : 73 857

COURS	ÉCHÉANCES
Sept. 92	Déc. 92
185,42	185,42
185,50	185,50

Options sur notional	Options de vente
Sept. 92	Sept. 92
185,42	185,42
185,50	185,50

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
Sept. 92	Sept. 92	Sept. 92
185,42	185,42	185,42
185,50	185,50	185,50

COURS	Sept. 92	Sept. 92	Sept. 92
185,42	185,42	185,42	185,42
185,50	185,50	185,50	185,50

COURS	Sept. 92	Sept. 92	Sept. 92
185,42	185,42	185,42	185,42
185,50	185,50	185,50	185,50

COURS	Sept. 92	Sept. 92	Sept. 92
185,42	185,42	185,42	185,42
185,50	185,50	185,50	185,50

COURS	Sept. 92	Sept. 92	Sept. 92
185,42	185,42	185,42	185,42
185,50	185,50	185,50	185,50

COURS	Sept. 92	Sept. 92	Sept. 92
185,42	185,42	185,42	185,42
185,50	185,50	185,50	185,50

COURS	Sept. 92	Sept. 92	Sept. 92
185,42	185,42	185,42	185,42
185,50	185,50	185,50	185,50

COURS	Sept. 92	Sept. 92	Sept. 92
185,42	185,42	185,42	185,42
185,50	185,50	185,50	185,50

COURS	Sept. 92	Sept. 92	Sept. 92
185,42	185,42	185,42	185,42
185,50	185,50	185,50	185,50

COURS	Sept. 92	Sept. 92	Sept. 92
185,42	185,42	185,42	185,42
185,50	185,50	185,50	185,50

COURS	Sept. 92	Sept. 92	Sept. 92
185,42	185,42	185,42	185,42
185,50	185,50	185,50	185,50

COURS	Sept. 92	Sept. 92	Sept. 92
185,42	185,42	185,42	185,42
185,50	185,50	185,50	185,50

COURS	Sept. 92	Sept. 92	Sept. 92
185,42	185,42	185,42	185,42
185,50	185,50	185,50	185,50

COURS	Sept. 92	Sept. 92	Sept. 92
185,42	185,42	185,42	185,42
185,50	185,50	185,50	185,50

COURS	Sept. 92	Sept. 92	Sept. 92
185,42	185,42	185,42	185,42
185,50	185,50	185,50	185,50

COURS	Sept. 92	Sept. 92	Sept. 92
185,42	185,42	185,42	185,42
185,50	185,50	185,50	185,50

COURS	Sept. 92	Sept. 92	Sept. 92
185,42	185,42	185,42	185,42
185,50	185,50	185,50	185,50

COURS	Sept. 92	Sept. 92	Sept. 92
185,42	185,42	185,42	185,42
185,50	185,50	185,50	185,50

COURS	Sept. 92	Sept. 92	Sept. 92
185,42	185,42	185,42	185,42
185,50	185,50	185,50	185,50

COURS	Sept. 92	Sept. 92	Sept. 92
185,42	185,42	185,42	185,42
185,50	185,50	185,50	185,50

COURS	Sept. 92	Sept. 92	Sept. 92
185,42	185,42	185,42	185,42
185,50	185,50	185,50	185,50

COURS	Sept. 92	Sept. 92	Sept. 92
185,42	185,42	185,42	185,42
185,50	185,50	185,50	185,50

COURS	Sept. 92	Sept. 92	Sept. 92
185,42	185,42	185,42	185,42
185,50	185,50	185,50	185,50

COURS	Sept. 92	Sept. 92	Sept. 92
185,42	185,42	185,42	185,42
185,50	185,50	185,50	185,50

COURS	Sept. 92	Sept. 92	Sept. 92
185,42	185,42	185,42	185,42
185,50	185,50	185,50	185,50

COURS	Sept. 92	Sept. 92	Sept. 92
185,42	185,42	185,42	185,42
185,50	185,50	185,50	185,50

COURS	Sept. 92	Sept. 92	Sept. 92
185,42	185,42	185,42	185,42
185,50	185,50	185,50	185,50

COURS	Sept. 92	Sept. 92	Sept. 92
185,42	185,42	185,42	185,42
185,50	185,50	185,50	185,50

COURS	Sept. 92	Sept. 92	Sept. 92
185,42	185,42	185,42	185,42
185,50	185,50	185,50	185,50

COURS	Sept. 92	Sept. 92	Sept. 92
185,42	185,42	185,42	185,42
185,50	185,50	185,50	185,50

UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 24 AOUT

Cours relevés à 10 h 30[illegible]

COMPTANT

(sélection)

SICAV

(reflection)

21/8

[illegible]

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu

هكذا من لايصل

20 Le Monde • Mardi 25 août 1992 •

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Tél. : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie
du « Monde »
12, r. M. Gumbourg
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0393-2037

PRINTED IN FRANCE
Reproduction sur les microfilms
et Index du Monde au (1) 40-65-25-33

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Michel Cros, directeur général
Philippe Dupuis, directeur
15-17, rue du Colonel-Pierre-Arlé
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Tél. MONDIPUS 634 128 F
Tél. : 46-62-72-71 - Société filiale
de la SARL Le Monde et de M. Jacques Lesourne SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Types LEMONDE
ou 36-15 - Types LM

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration.

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vols aériens CEE
3 mois	460 F	572 F	798 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre
règlement à l'adresse ci-dessus
ou par MINTEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à
formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur
numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

PP. Paris 1992

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire sous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

Aujourd'hui 1 620 F
au 1^{er} octobre 1 890 F

ABONNEZ-VOUS AVANT LA HAUSSE

OUI, je m'abonne au Monde pour la durée suivante :

☐ 1 an : 1 620 F, soit une économie de 564 F
par rapport à l'achat au numéro.

☐ 6 mois : 890 F, soit une économie de 202 F
par rapport à l'achat au numéro.

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Votre règlement :

☐ Chèque joint. _____

☐ Carte bleue n° _____

Date _____

et signature _____

obligatoire

Bon à renvoyer impérativement avant le 30 septembre à

« LE MONDE », Service abonnements,

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine Cedex.

Sur Minitel 3615 LEMONDE, code ABO

(Publicité)

Pour accompagner vos C.V.

Pour renouveler vos papiers d'identité

Pour offrir à vos amis...

UNE RÉVOLUTION DANS LE MONDE DE LA PHOTO

PHOTO SERVICE EVASION

26, rue des Étoiles-Généraux, à VERSAILLES

C'est l'un des premiers magasins de la région parisienne équipé d'un studio

de prises de vue pour photos d'identité sur imprimante vidéo.

Technologie à la pointe du progrès : vous posez... vous choisissez votre

meilleure expression sur un écran vidéo et, 1 minute plus tard, le photo-

graphe vous remet le cliché de 6 photos d'identité, au format international,

en couleurs ou en noir et blanc.

Des photos instantanées d'une qualité parfaite

pour seulement 33 F.

MUSIQUE

CONCERTS

AUDITORIUM DES HALLES (40-28-28-40). Marie-Catherine Girod : 20 h 30 mar. Piano. De Falla, Debussy, Milhaud, Ginastera. Dans le cadre du Festival estival de Paris Saison Sautier. Sonie Wieder-Atherton : 20 h 30 lun. Soprano, violoncelle, Jean-François Zygel (piano). Piazzola, Zygel. Dans le cadre du Festival estival de Paris.

ÉGLISE DE LA MADELEINE. Sinfonietta de Paris : 21 h jeu., mar. Dominique Fanel (direction). Mozart.

ÉGLISE SAINT-ÉPHREM-LE-SYRIAQUE. Agnès Gilleron : jusqu'au 29 août. 18 h 30 sam. Piano-forte. Mozart.

ÉGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÈS. Capella Savaria : 20 h 30 mar. James Bowman (contre-ténor), Maria Zadori (soprano), Pal Nemethi (direction), Haendel. Dans le cadre du Festival estival de Paris.

ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE. Philarmonie de chambre : 18 h 30, 21 h mar., jeu. Daria Perez (violin, direction). Bach, Mozart, Pachelbel. Voix géorgiennes : 18 h 30 ven., 18 h 30, 21 h sam., 18 h dim. Jean-François Ott. Sébastien-Michel Picard : 20 h 30 mar. Violoncelle, piano, Vivaldi, Mozart, Beethoven, Rachmaninov.

ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ÎLE. Isabelle Lequin : 20 h 45 mar. Alto. Bach. Académie de l'Île Saint-Louis : 20 h 45 jeu., ven., sam., 17 h dim. Bertrand de Billy (direction). Pergolesi, Mozart, Britten.

LE MADRIGAL (42-37-31-51). Damien Nedonchal : 22 h 30 sam., lun. Piano. ORATOIRE DU LOUVRE. Ensemble instrumental de l'Académie : 20 h 30 lun. Isabelle Legrand-Schönbrunn (soprano), Christophe Le Paludier (ténor), Guy Lesourd (bassiste), Chœur universitaire, Didier Horry (direction). Le Roi David de Honegger. Dans le cadre du Festival rimes et accords.

SAINT-CHAPELLE (46-61-55-41). Gabriel Fauré, Richard Siegel : jusqu'au 2 septembre. 21 h mar., dim., mar. Flûte, clavecin. Bach, Heindel. Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 6 septembre. 18 h 45, 21 h ven. Musique des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 5 septembre. 18 h 45, 21 h sam. Musique au temps des croisades. Musique française du XVII^e siècle. Ensemble Ars Antiqua de Paris : 18 h 45, 21 h lun. Musique du Moyen Âge. Musique française des XVI^e et XVII^e siècles. Ensemble Ars Antiqua de Paris.

SAINT-CHAPELLE (46-61-55-41). Gabriel Fauré, Richard Siegel : jusqu'au 2 septembre. 21 h mar., dim., mar. Flûte, clavecin. Bach, Heindel. Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 6 septembre. 18 h 45, 21 h ven. Musique des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 5 septembre. 18 h 45, 21 h sam. Musique au temps des croisades. Musique française du XVII^e siècle. Ensemble Ars Antiqua de Paris : 18 h 45, 21 h lun. Musique du Moyen Âge. Musique française des XVI^e et XVII^e siècles. Ensemble Ars Antiqua de Paris.

SAINT-CHAPELLE (46-61-55-41). Gabriel Fauré, Richard Siegel : jusqu'au 2 septembre. 21 h mar., dim., mar. Flûte, clavecin. Bach, Heindel. Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 6 septembre. 18 h 45, 21 h ven. Musique des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 5 septembre. 18 h 45, 21 h sam. Musique au temps des croisades. Musique française du XVII^e siècle. Ensemble Ars Antiqua de Paris : 18 h 45, 21 h lun. Musique du Moyen Âge. Musique française des XVI^e et XVII^e siècles. Ensemble Ars Antiqua de Paris.

SAINT-CHAPELLE (46-61-55-41). Gabriel Fauré, Richard Siegel : jusqu'au 2 septembre. 21 h mar., dim., mar. Flûte, clavecin. Bach, Heindel. Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 6 septembre. 18 h 45, 21 h ven. Musique des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 5 septembre. 18 h 45, 21 h sam. Musique au temps des croisades. Musique française du XVII^e siècle. Ensemble Ars Antiqua de Paris : 18 h 45, 21 h lun. Musique du Moyen Âge. Musique française des XVI^e et XVII^e siècles. Ensemble Ars Antiqua de Paris.

SAINT-CHAPELLE (46-61-55-41). Gabriel Fauré, Richard Siegel : jusqu'au 2 septembre. 21 h mar., dim., mar. Flûte, clavecin. Bach, Heindel. Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 6 septembre. 18 h 45, 21 h ven. Musique des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 5 septembre. 18 h 45, 21 h sam. Musique au temps des croisades. Musique française du XVII^e siècle. Ensemble Ars Antiqua de Paris : 18 h 45, 21 h lun. Musique du Moyen Âge. Musique française des XVI^e et XVII^e siècles. Ensemble Ars Antiqua de Paris.

SAINT-CHAPELLE (46-61-55-41). Gabriel Fauré, Richard Siegel : jusqu'au 2 septembre. 21 h mar., dim., mar. Flûte, clavecin. Bach, Heindel. Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 6 septembre. 18 h 45, 21 h ven. Musique des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 5 septembre. 18 h 45, 21 h sam. Musique au temps des croisades. Musique française du XVII^e siècle. Ensemble Ars Antiqua de Paris : 18 h 45, 21 h lun. Musique du Moyen Âge. Musique française des XVI^e et XVII^e siècles. Ensemble Ars Antiqua de Paris.

SAINT-CHAPELLE (46-61-55-41). Gabriel Fauré, Richard Siegel : jusqu'au 2 septembre. 21 h mar., dim., mar. Flûte, clavecin. Bach, Heindel. Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 6 septembre. 18 h 45, 21 h ven. Musique des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 5 septembre. 18 h 45, 21 h sam. Musique au temps des croisades. Musique française du XVII^e siècle. Ensemble Ars Antiqua de Paris : 18 h 45, 21 h lun. Musique du Moyen Âge. Musique française des XVI^e et XVII^e siècles. Ensemble Ars Antiqua de Paris.

SAINT-CHAPELLE (46-61-55-41). Gabriel Fauré, Richard Siegel : jusqu'au 2 septembre. 21 h mar., dim., mar. Flûte, clavecin. Bach, Heindel. Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 6 septembre. 18 h 45, 21 h ven. Musique des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 5 septembre. 18 h 45, 21 h sam. Musique au temps des croisades. Musique française du XVII^e siècle. Ensemble Ars Antiqua de Paris : 18 h 45, 21 h lun. Musique du Moyen Âge. Musique française des XVI^e et XVII^e siècles. Ensemble Ars Antiqua de Paris.

SAINT-CHAPELLE (46-61-55-41). Gabriel Fauré, Richard Siegel : jusqu'au 2 septembre. 21 h mar., dim., mar. Flûte, clavecin. Bach, Heindel. Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 6 septembre. 18 h 45, 21 h ven. Musique des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 5 septembre. 18 h 45, 21 h sam. Musique au temps des croisades. Musique française du XVII^e siècle. Ensemble Ars Antiqua de Paris : 18 h 45, 21 h lun. Musique du Moyen Âge. Musique française des XVI^e et XVII^e siècles. Ensemble Ars Antiqua de Paris.

SAINT-CHAPELLE (46-61-55-41). Gabriel Fauré, Richard Siegel : jusqu'au 2 septembre. 21 h mar., dim., mar. Flûte, clavecin. Bach, Heindel. Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 6 septembre. 18 h 45, 21 h ven. Musique des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 5 septembre. 18 h 45, 21 h sam. Musique au temps des croisades. Musique française du XVII^e siècle. Ensemble Ars Antiqua de Paris : 18 h 45, 21 h lun. Musique du Moyen Âge. Musique française des XVI^e et XVII^e siècles. Ensemble Ars Antiqua de Paris.

SAINT-CHAPELLE (46-61-55-41). Gabriel Fauré, Richard Siegel : jusqu'au 2 septembre. 21 h mar., dim., mar. Flûte, clavecin. Bach, Heindel. Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 6 septembre. 18 h 45, 21 h ven. Musique des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 5 septembre. 18 h 45, 21 h sam. Musique au temps des croisades. Musique française du XVII^e siècle. Ensemble Ars Antiqua de Paris : 18 h 45, 21 h lun. Musique du Moyen Âge. Musique française des XVI^e et XVII^e siècles. Ensemble Ars Antiqua de Paris.

SAINT-CHAPELLE (46-61-55-41). Gabriel Fauré, Richard Siegel : jusqu'au 2 septembre. 21 h mar., dim., mar. Flûte, clavecin. Bach, Heindel. Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 6 septembre. 18 h 45, 21 h ven. Musique des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 5 septembre. 18 h 45, 21 h sam. Musique au temps des croisades. Musique française du XVII^e siècle. Ensemble Ars Antiqua de Paris : 18 h 45, 21 h lun. Musique du Moyen Âge. Musique française des XVI^e et XVII^e siècles. Ensemble Ars Antiqua de Paris.

SAINT-CHAPELLE (46-61-55-41). Gabriel Fauré, Richard Siegel : jusqu'au 2 septembre. 21 h mar., dim., mar. Flûte, clavecin. Bach, Heindel. Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 6 septembre. 18 h 45, 21 h ven. Musique des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 5 septembre. 18 h 45, 21 h sam. Musique au temps des croisades. Musique française du XVII^e siècle. Ensemble Ars Antiqua de Paris : 18 h 45, 21 h lun. Musique du Moyen Âge. Musique française des XVI^e et XVII^e siècles. Ensemble Ars Antiqua de Paris.

SAINT-CHAPELLE (46-61-55-41). Gabriel Fauré, Richard Siegel : jusqu'au 2 septembre. 21 h mar., dim., mar. Flûte, clavecin. Bach, Heindel. Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 6 septembre. 18 h 45, 21 h ven. Musique des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 5 septembre. 18 h 45, 21 h sam. Musique au temps des croisades. Musique française du XVII^e siècle. Ensemble Ars Antiqua de Paris : 18 h 45, 21 h lun. Musique du Moyen Âge. Musique française des XVI^e et XVII^e siècles. Ensemble Ars Antiqua de Paris.

SAINT-CHAPELLE (46-61-55-41). Gabriel Fauré, Richard Siegel : jusqu'au 2 septembre. 21 h mar., dim., mar. Flûte, clavecin. Bach, Heindel. Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 6 septembre. 18 h 45, 21 h ven. Musique des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 5 septembre. 18 h 45, 21 h sam. Musique au temps des croisades. Musique française du XVII^e siècle. Ensemble Ars Antiqua de Paris : 18 h 45, 21 h lun. Musique du Moyen Âge. Musique française des XVI^e et XVII^e siècles. Ensemble Ars Antiqua de Paris.

SAINT-CHAPELLE (46-61-55-41). Gabriel Fauré, Richard Siegel : jusqu'au 2 septembre. 21 h mar., dim., mar. Flûte, clavecin. Bach, Heindel. Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 6 septembre. 18 h 45, 21 h ven. Musique des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 5 septembre. 18 h 45, 21 h sam. Musique au temps des croisades. Musique française du XVII^e siècle. Ensemble Ars Antiqua de Paris : 18 h 45, 21 h lun. Musique du Moyen Âge. Musique française des XVI^e et XVII^e siècles. Ensemble Ars Antiqua de Paris.

SAINT-CHAPELLE (46-61-55-41). Gabriel Fauré, Richard Siegel : jusqu'au 2 septembre. 21 h mar., dim., mar. Flûte, clavecin. Bach, Heindel. Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 6 septembre. 18 h 45, 21 h ven. Musique des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 5 septembre. 18 h 45, 21 h sam. Musique au temps des croisades. Musique française du XVII^e siècle. Ensemble Ars Antiqua de Paris : 18 h 45, 21 h lun. Musique du Moyen Âge. Musique française des XVI^e et XVII^e siècles. Ensemble Ars Antiqua de Paris.

SAINT-CHAPELLE (46-61-55-41). Gabriel Fauré, Richard Siegel : jusqu'au 2 septembre. 21 h mar., dim., mar. Flûte, clavecin. Bach, Heindel. Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 6 septembre. 18 h 45, 21 h ven. Musique des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 5 septembre. 18 h 45, 21 h sam. Musique au temps des croisades. Musique française du XVII^e siècle. Ensemble Ars Antiqua de Paris : 18 h 45, 21 h lun. Musique du Moyen Âge. Musique française des XVI^e et XVII^e siècles. Ensemble Ars Antiqua de Paris.

SAINT-CHAPELLE (46-61-55-41). Gabriel Fauré, Richard Siegel : jusqu'au 2 septembre. 21 h mar., dim., mar. Flûte, clavecin. Bach, Heindel. Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 6 septembre. 18 h 45, 21 h ven. Musique des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 5 septembre. 18 h 45, 21 h sam. Musique au temps des croisades. Musique française du XVII^e siècle. Ensemble Ars Antiqua de Paris : 18 h 45, 21 h lun. Musique du Moyen Âge. Musique française des XVI^e et XVII^e siècles. Ensemble Ars Antiqua de Paris.

SAINT-CHAPELLE (46-61-55-41). Gabriel Fauré, Richard Siegel : jusqu'au 2 septembre. 21 h mar., dim., mar. Flûte, clavecin. Bach, Heindel. Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 6 septembre. 18 h 45, 21 h ven. Musique des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 5 septembre. 18 h 45, 21 h sam. Musique au temps des croisades. Musique française du XVII^e siècle. Ensemble Ars Antiqua de Paris : 18 h 45, 21 h lun. Musique du Moyen Âge. Musique française des XVI^e et XVII^e siècles. Ensemble Ars Antiqua de Paris.

SAINT-CHAPELLE (46-61-55-41). Gabriel Fauré, Richard Siegel : jusqu'au 2 septembre. 21 h mar., dim., mar. Flûte, clavecin. Bach, Heindel. Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 6 septembre. 18 h 45, 21 h ven. Musique des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 5 septembre. 18 h 45, 21 h sam. Musique au temps des croisades. Musique française du XVII^e siècle. Ensemble Ars Antiqua de Paris : 18 h 45, 21 h lun. Musique du Moyen Âge. Musique française des XVI^e et XVII^e siècles. Ensemble Ars Antiqua de Paris.

SAINT-CHAPELLE (46-61-55-41). Gabriel Fauré, Richard Siegel : jusqu'au 2 septembre. 21 h mar., dim., mar. Flûte, clavecin. Bach, Heindel. Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 6 septembre. 18 h 45, 21 h ven. Musique des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 5 septembre. 18 h 45, 21 h sam. Musique au temps des croisades. Musique française du XVII^e siècle. Ensemble Ars Antiqua de Paris : 18 h 45, 21 h lun. Musique du Moyen Âge. Musique française des XVI^e et XVII^e siècles. Ensemble Ars Antiqua de Paris.

SAINT-CHAPELLE (46-61-55-41). Gabriel Fauré, Richard Siegel : jusqu'au 2 septembre. 21 h mar., dim., mar. Flûte, clavecin. Bach, Heindel. Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 6 septembre. 18 h 45, 21 h ven. Musique des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 5 septembre. 18 h 45, 21 h sam. Musique au temps des croisades. Musique française du XVII^e siècle. Ensemble Ars Antiqua de Paris : 18 h 45, 21 h lun. Musique du Moyen Âge. Musique française des XVI^e et XVII^e siècles. Ensemble Ars Antiqua de Paris.

SAINT-CHAPELLE (46-61-55-41). Gabriel Fauré, Richard Siegel : jusqu'au 2 septembre. 21 h mar., dim., mar. Flûte, clavecin. Bach, Heindel. Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 6 septembre. 18 h 45, 21 h ven. Musique des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 5 septembre. 18 h 45, 21 h sam. Musique au temps des croisades. Musique française du XVII^e siècle. Ensemble Ars Antiqua de Paris : 18 h 45, 21 h lun. Musique du Moyen Âge. Musique française des XVI^e et XVII^e siècles. Ensemble Ars Antiqua de Paris.

SAINT-CHAPELLE (46-61-55-41). Gabriel Fauré, Richard Siegel : jusqu'au 2 septembre. 21 h mar., dim., mar. Flûte, clavecin. Bach, Heindel. Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 6 septembre. 18 h 45, 21 h ven. Musique des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 5 septembre. 18 h 45, 21 h sam. Musique au temps des croisades. Musique française du XVII^e siècle. Ensemble Ars Antiqua de Paris : 18 h 45, 21 h lun. Musique du Moyen Âge. Musique française des XVI^e et XVII^e siècles. Ensemble Ars Antiqua de Paris.

AGENDA

Nous publions le lundi (date mardi) la liste des concerts de la semaine, dont une sélection commentée figure dans le supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (date jeudi).

MAISONS-LAFFITTE, CHATEAU DE MAISON.

Parcours d'un soir, musique et voix : jusqu'au 4 septembre. 21 h 30, 22 h, 22 h 30 mar., ven., lun. Wanda Kozma, Jeanne Boile (soprano), Julie Hassler (soprano), Bernard Collin (mise en scène).

SCEAUX, ORANGERIE (46-60-07-78).

Philippe Cessard, Marc Coppey : 17 h 30 sam. Piano, violoncelle, Stravinsky, Martinu, Janacek, Bartok. Dans le cadre du Festival de l'Orangerie de Sceaux.

ÉGLISE SAINT-ÉPHREM-LE-SYRIAQUE.

Agnès Gilleron : jusqu'au 29 août. 18 h 30 sam. Piano-forte. Mozart.

ÉGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÈS.

Capella Savaria : 20 h 30 mar. James Bowman (contre-ténor), Maria Zadori (soprano), Pal Nemethi (direction), Haendel. Dans le cadre du Festival estival de Paris.

ÉGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE.

Philarmonie de chambre : 18 h 30, 21 h mar., jeu. Daria Perez (violin, direction). Bach, Mozart, Pachelbel. Voix géorgiennes : 18 h 30 ven., 18 h 30, 21 h sam., 18 h dim. Jean-François Ott. Sébastien-Michel Picard : 20 h 30 mar. Violoncelle, piano, Vivaldi, Mozart, Beethoven, Rachmaninov.

ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ÎLE.

Isabelle Lequin : 20 h 45 mar. Alto. Bach. Académie de l'Île Saint-Louis : 20 h 45 jeu., ven., sam., 17 h dim. Bertrand de Billy (direction). Pergolesi, Mozart, Britten.

LE MADRIGAL (42-37-31-51).

Damien Nedonchal : 22 h 30 sam., lun. Piano. ORATOIRE DU LOUVRE. Ensemble instrumental de l'Académie : 20 h 30 lun. Isabelle Legrand-Schönbrunn (soprano), Christophe Le Paludier (ténor), Guy Lesourd (bassiste), Chœur universitaire, Didier Horry (direction). Le Roi David de Honegger. Dans le cadre du Festival rimes et accords.

SAINT-CHAPELLE (46-61-55-41).

Gabriel Fauré, Richard Siegel : jusqu'au 2 septembre. 21 h mar., dim., mar. Flûte, clavecin. Bach, Heindel. Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 6 septembre. 18 h 45, 21 h ven. Musique des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 5 septembre. 18 h 45, 21 h sam. Musique au temps des croisades. Musique française du XVII^e siècle. Ensemble Ars Antiqua de Paris : 18 h 45, 21 h lun. Musique du Moyen Âge. Musique française des XVI^e et XVII^e siècles. Ensemble Ars Antiqua de Paris.

SAINT-CHAPELLE (46-61-55-41).

Gabriel Fauré, Richard Siegel : jusqu'au 2 septembre. 21 h mar., dim., mar. Flûte, clavecin. Bach, Heindel. Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 6 septembre. 18 h 45, 21 h ven. Musique des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 5 septembre. 18 h 45, 21 h sam. Musique au temps des croisades. Musique française du XVII^e siècle. Ensemble Ars Antiqua de Paris : 18 h 45, 21 h lun. Musique du Moyen Âge. Musique française des XVI^e et XVII^e siècles. Ensemble Ars Antiqua de Paris.

SAINT-CHAPELLE (46-61-55-41).

Gabriel Fauré, Richard Siegel : jusqu'au 2 septembre. 21 h mar., dim., mar. Flûte, clavecin. Bach, Heindel. Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 6 septembre. 18 h 45, 21 h ven. Musique des troubadours et des trouvères. Ensemble Ars Antiqua de Paris : jusqu'au 5 septembre. 18 h 45, 21 h sam. Musique au temps des croisades. Musique française du XVII^e siècle. Ensemble Ars Antiqua de Paris : 18 h 45, 21 h lun. Musique du Moyen Âge. Musique française des XVI^e et XVII^e siècles. Ensemble

Après avoir causé la mort de plusieurs personnes aux Bahamas

Le cyclone « Andrew » est arrivé sur la Floride où un million de personnes ont été évacuées préventivement

« Andrew », le premier cyclone tropical des Caraïbes de 1992, est arrivé sur la côte sud-est de la Floride au sud de Miami à 4 h 45 heure locale (10 h 45 heure de Paris), le lundi 24 août. Les vents soufflaient alors à des vitesses comprises entre 250 et 270 kilomètres à l'heure. Même le Centre

national des Hurricanes de Floride a été endommagé par Andrew. L'alerte au cyclone a été tendue à une partie de la côte ouest de Floride. Dans la journée du 23 août, les autorités américaines avaient ordonné l'évacuation de 1 million de personnes vivant sur les côtes est de l'état. Des avions venus d'états

voisins avaient aidé à évacuer les malades des hôpitaux de la zone menacée. Dans l'après-midi du dimanche 23 août, « Andrew » avait effleuré les Bahamas, en particulier les îles d'Abaco et d'Eleuthera, heureusement peu peuplées, et y avait tué quatre personnes.

De formidables déchainements d'énergie

Les cyclones tropicaux se développent au-dessus des océans tropicaux lorsque les eaux superficielles sont à une température d'au moins 26 °C, c'est-à-dire qu'ils se produisent, le plus souvent, à la fin de l'été ou au début de l'automne dans les deux hémisphères entre les 30° et 60° parallèles. Tant qu'ils sont dans les basses latitudes, ils ont une trajectoire ouest-ouest. Puis ceux de l'hémisphère nord inflechissent leur course vers le nord pour se fonder dans la circulation ouest-est qui caractérise les latitudes moyennes. Dans l'hémisphère sud, la trajectoire des cyclones tropicaux est symétrique : courant d'est en ouest dans les basses latitudes, ils inflechissent leur course vers le sud avant de se fonder, eux aussi, dans la circulation ouest-est des latitudes moyennes.

Ces trajectoires font que ce sont les côtes orientales des continents, dans les latitudes tropicales ou subtropicales - et aussi le fond du golfe du Bengale - qui sont balayées par les cyclones tropicaux.

Il s'agit de systèmes tourbillonnaires, de 300 à 800 kilomètres de diamètre, qui naissent d'une banale dépression tropicale et qui acquièrent une énergie formidable en se déplaçant au-dessus de mers chaudes où l'évaporation est extrêmement intense. On estime qu'un cyclone tropical libère une énergie de 200 à 300 kilotonnes par seconde (soit dix à quinze fois plus, en une seule seconde, que l'unique bombe d'Hiroshima). Ce mode d'alimentation explique que, dès qu'il arrive sur la terre ferme, un cyclone, privé de sa

source d'énergie, perd très vite sa violence. Au centre du tourbillon, la pression atmosphérique baisse plus ou moins. Rappelons que la pression atmosphérique moyenne est, au niveau de la mer, de 1 015 hectopascals (autrefois millibars). Plus basse est la pression, plus forts sont les vents qui tournent autour du centre - l'œil - une sorte de cheminée dépourvue de nuages et de vents. En raison de la rotation de la Terre, les cyclones tournent dans le sens contraire des aiguilles d'une montre dans l'hémisphère nord (dans le sens des aiguilles d'une montre dans l'hémisphère sud).

La vitesse des vents qui tournent autour de l'œil décide de la catégorie ou classe du phénomène auquel on a affaire : à moins de 64 kilomètres à l'heure, c'est une « dépression tropicale » ; de 64 à 120 kilomètres à l'heure, une « tempête tropicale » ; au-delà de 120 kilomètres à l'heure, un « cyclone tropical ».

Parmi les cyclones tropicaux, on distingue cinq classes :

- Classe I : vents de 130 kilomètres à l'heure et pression au centre égale ou supérieure à 980 hectopascals.
- Classe II : vents de 150 à 190 kilomètres à l'heure et pression de 979 à 965 hectopascals.
- Classe III : vents de 200 kilomètres à l'heure et pression de 964 à 945 hectopascals.
- Classe IV : vents de 200 à 250 kilomètres à l'heure et pression de 944 à 920 hectopascals.

• Classe V : vents dépassant les 250 kilomètres à l'heure et pression inférieure à 920 hectopascals. Les chiffres précédents sont ceux de la vitesse des vents qui tourbillonnent. Il ne faut pas confondre ces vitesses de vent avec la vitesse de déplacement, souvent insupportable, de l'ensemble du système qui est, en général, de 20 à 30 kilomètres à l'heure.

Le seul saint est dans la fuite

Outre leurs vents extraordinaires, les cyclones tropicaux sont accompagnés de pluies diluviennes : il peut tomber plus de 1 000 millimètres d'eau en vingt-quatre ou quarante-huit heures ! Ils sont aussi accompagnés d'une montée, parfois de 7 à 8 mètres, de la mer. Plusieurs facteurs concourent à ce phénomène. Il y a la montée due à la baisse de la pression atmosphérique : à chaque hectopascal en moins, il y a une montée de 1 centimètre. Mais il y a aussi la montée due au fait qu'à un moment du passage du cyclone, les vents soufflent fortement vers la côte. Si l'arrivée du cyclone coïncide avec une haute mer, et encore plus avec une haute mer de

vive eau, l'addition des effets de tous ces facteurs a pour résultat que la mer peut monter de plusieurs mètres : c'est ce qu'on appelle une « onde de tempête ». Sans oublier que le cyclone a obligatoirement provoqué la formation de vagues énormes.

Une telle montée des eaux est particulièrement redoutable sur les côtes basses. C'est pourquoi la seule prévention possible, qu'appliquent des pays développés comme les États-Unis, mais que ne peuvent appliquer les pays en voie de développement comme le Bangladesh, est l'évacuation vers l'intérieur des terres des populations vivant sur ces côtes basses.

Les cyclones tropicaux ont des particularités et parfois des sous-spécificités régionales. Les hurricanes, la variété caribéenne, ont des diamètres de 600 à 800 kilomètres alors que les typhons, la variété d'Extrême-Orient, n'ont que 300 à 400 kilomètres de diamètre mais la pression de leur centre est en général plus basse. Il y a aussi la variété « willy-willy » du nord de l'Australie. Quant aux cyclones du sud-est de l'océan Indien et du golfe du Bengale, ils n'ont pas de nom régional spécifique.

YVONNE REBEYROL

M. Sidel Fuma (PS) réélu conseiller général de Saint-Denis-de-la-Réunion

La Réunion : canton de Saint-Denis-5 (2^e tour). Inscr. : 8 021 ; vot. : 2 322 ; abst. : 71,05 % ; suff. : expr. : 2 179. M. Sidel Fuma, PS, soutenu par le PCR, 1 364 voix (62,60 %) ; réélu ; Mario Lechat, RPR, 815 voix (37,40 %).

[Arrivé largement en tête du premier tour, dimanche 16 août, M. Sidel Fuma, socialiste, soutenu par le PC réunionnais, n'avait été contrainct à un second tour pour retrouver son siège de conseiller général du canton de Saint-Denis-5 qu'après la démission de son adversaire, M. Sidel Fuma, PS, soutenu par le PCR, 1 364 voix (62,60 %) ; réélu ; Mario Lechat, RPR, 815 voix (37,40 %).

Le 16 août, les résultats du premier tour de cette élection partielle étaient : les socialistes : inscr. : 8 021 ; vot. : 2 322 ; abst. : 71,05 % ; suff. : expr. : 2 179. M. Sidel Fuma, PS, soutenu par le PCR, 1 364 voix (62,60 %) ; réélu ; Mario Lechat, RPR, 815 voix (37,40 %).

M. Marchais n'a pas rencontré « le rêve américain ». M. Georges Marchais, secrétaire général du PCF, qui a achevé dimanche 23 août un voyage de deux semaines aux États-Unis, a indiqué, samedi à New-York, qu'il n'avait pas rencontré « le rêve américain » au cours de sa tournée. « Pour les milliardaires, ça existe, pour les pauvres, non », a-t-il dit. Le secrétaire général du PCF a déclaré qu'il s'était mieux rendu compte de la « crise profonde » qui sévit aux États-Unis et qu'il avait constaté, parmi les forces progressistes, « un fort mécontentement, une forte volonté de changement qui va de pair avec l'idée que le duel Parti républicain-Parti démocrate ne mène à rien et qu'il y aurait besoin d'une troisième force ».

Incident à la centrale nucléaire de Cattenom

Un incident, classé niveau 2 sur l'échelle de gravité des centrales nucléaires qui en compte six, a affecté, en fin de semaine dernière, le réacteur numéro 1 de la centrale nucléaire de Cattenom (Moselle). Alors que l'installation faisait l'objet d'un arrêt annuel pour rechargement en combustible frais, les équipes d'entretien ont découvert, au cours d'un contrôle, la présence anormale d'un filtre au fond de la piscine chargée de récupérer et de recycler une partie de l'eau de refroidissement utilisée en cas d'accident.

Ce filtre à mailles fines, qui aurait dû être retiré lors de la dernière inspection de cette tranche nucléaire, aurait pu, en cas d'incident, réduire sensiblement le débit de l'eau recyclée et constituer une gêne et une atteinte à la sûreté lors d'une intervention. Pour cette raison, l'incident a été classé en niveau 2 et la consigne a été aussitôt donnée de vérifier toutes les autres tranches du parc électronucléaire français.

Selon un premier examen effectué à la centrale de Cattenom, les tranches 2 et 3 ne présentent aucune anomalie, tandis que la tranche 4 sera prochainement stoppée pour que soit enlevé un filtre d'une autre nature utilisé lors du démarrage de l'installation.

Etudes en Université CALIFORNIE FLORIDE

Stage linguistique ou études. Année : 50 000 F. Été : 7 500 F. Cours, logement, repas inclus. UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA FRENCH OFFICE 67, rue Ch.-Lafitte, 92200 Neuilly. 47.45.09.19 ou 47.22.94.94.

TERMINALE PILOTE BAC B Prépa intégrée Sciences Po ou école de commerce

INSTITUTION FRILLEY

Première Prépa HEC créée en 1864, l'Institution FRILLEY bénéficie de 138 ans d'expérience et d'un réseau de 18 000 anciens. Une tradition de qualité de suivi et de rigueur désormais aussi au service des jeunes qui veulent réussir le BAC B et intégrer la même année Sciences Po ou une école de commerce telle que CEFAM, CESEM, EBS, EPSCI, ESSCA, ICD, ou accéder ensuite au meilleur niveau d'une prépa HEC. Institution Frilley : 63 avenue de Villiers, 75017 Paris.

Tél. 42 38 21 21

Empoisonnement massif par un médicament contaminé

Alerte au « propoleo » en Argentine

BUENOS-AIRES

de notre correspondant

Un médicament naturel utilisé pour combattre les rhumes, les rhumatismes et toutes sortes de maladies légères a fait, en une semaine en Argentine, plus de victimes que l'épidémie de choléra : 20 morts et plusieurs dizaines de personnes hospitalisées dans un état grave, selon un bilan officiel diffusé vendredi à Buenos-Aires.

A l'origine de cet empoisonnement, on trouve un sirop fabriqué à partir d'une substance produite par les abeilles pour assainir leurs ruches - le propoleo - qui, selon les premières résultats de l'enquête, a été contaminé par l'addition d'un alcool industriel toxique : le diéthylglycol. Aucun antidote n'a été, jusqu'à présent, découvert pour lutter contre le poison qui provoque des troubles rénaux et neurologiques pouvant déboucher sur un coma fatal. L'alerte sanitaire a été décrétée dans tout le pays où l'on calcule que 4 000 flacons empoisonnés ont été vendus qui pourraient être utilisés par 12 000 consommateurs.

Le propoleo, vendu sous forme de sirop ou de bonbons, fait partie des remèdes populaires pour soigner les rhumes et les rhumatismes. Une psychosé a été emparée de la population et, à Buenos-Aires, les hôpitaux ont été pris d'assaut par des centaines de personnes ayant consommé l'elixir. « La plupart arrivent dans un état désespéré, convulsives, qu'elles vomissent », commente un médecin de l'hôpital Fernandez, où l'on a enregistré plus de 3 000 consultations en une semaine. Le laboratoire de Buenos-Aires qui fabrique ce médi-

cament a été fermé, mais les enquêteurs n'ont pas encore déterminé à quel moment et comment le diéthylglycol a pu s'introduire dans l'élaboration du sirop.

Un contrôle pharmaceutique déficient

Ces intoxications en série ont mis en lumière le manque de contrôle exercé sur les laboratoires et la fabrication des médicaments en Argentine. Le président de la Confédération pharmaceutique, M. Mario Castell, n'a pas hésité à accuser le gouvernement et à déclarer qu'il pourrait y avoir encore plus de victimes.

De son côté, le ministre de la santé a révéilé que le sirop avait été mis en vente sans autorisation officielle et a reconnu de « graves lacunes » dans les systèmes de contrôle. Il s'est empressé d'ajouter qu'il y a deux ans, aux Pays-Bas, l'emploi par erreur du diéthylglycol dans l'élaboration d'un sirop avait provoqué la mort d'une centaine d'enfants au Nigeria.

Alors que l'enquête pousse, le ministre de la santé a également annoncé une série de nouvelles mesures de contrôle sur les laboratoires, et la création d'un organisme chargé de réglementer le marché des médicaments et des aliments en Argentine. Conséquence de la psychosé générale : la vente des produits à base de miel a baissé d'environ 20 % malgré les protestations des apiculteurs et des naturalistes, qui soulignent que ces empoisonnements n'ont rien à voir avec la substance naturelle provenant des ruches des abeilles.

CHRISTINE LEGRAND

Constatant que l'établissement n'était plus rentable

La Croix-Rouge a fermé son dispensaire de Levallois-Perret

Le 30 juillet, en fin d'après-midi, la fermeture du dispensaire de la Croix-Rouge de Levallois-Perret (Hauts-de-Seine) soigne ses derniers patients de l'été. Une camionnette du service départemental de la Croix-Rouge arrive et dépose des ouvriers qui commencent aussitôt à murir les centres et bureaux du sud-ouest. Le lendemain, raconte M. Ledon, chirurgien-orthopédiste et président du comité de soutien du dispensaire, le centre de soins est vidé de son matériel, les paillasses sont cassées, l'« échafaudage » extérieur est démonté, plus rien ne distingue le bâtiment des constructions voisines. Les locaux du dispensaire étaient vétustes et son matériel était très jeune, d'autant qu'aucun investissement n'avait été réalisé depuis de nombreuses années. De moins en moins de consultants fréquentaient le centre de soins : 11 200 en 1990 contre 15 000 l'année précédente, et un déficit de fonctionnement chiffré pour la même période à 200 000 francs.

La veille des vacances

Le dispensaire n'était pas rentable, mais il restait, pour les habitants les plus démunis de la commune, le seul lieu qui pratiquait le ticket modérateur, après la suppression du centre municipal de santé en 1986.

L'établissement de la Croix-Rouge avait déjà été fermé le 13 juillet 1990 pour « manque d'hygiène et de sécurité ». Une promesse de vente des locaux avait été signée au profit de la SEMARELP (Société d'économie mixte de Levallois), pour le 30 octobre 1990 (le Monde du 17 juillet 1990). Le produit de la vente, 4 millions de francs, devait combler le déficit du centre, couvrir les frais de licenciements, mais surtout renforcer les caisses d'un autre établissement de l'organisation humanitaire à Villeneuve-la-Garenne.

M. Georges Dufour, alors président de la Croix-Rouge française, jugeant la transaction « insuffisamment transparente » (le Monde du 28 juillet 1990), décide de suspendre

« toutes les opérations liées à la fermeture » du centre médico-social. Elle commande à l'Ecole des cadres infirmières une étude sur les perspectives d'avenir du dispensaire de Levallois. Aux termes de cette étude publiée en janvier 1991, il apparaît que les besoins de la population locale « justifient le maintien de certaines consultations ».

La Croix-Rouge française prévoit une restructuration du centre de soins qui développerait en priorité la protection : maternelle et infantile (PMI), les soins dentaires et le suivi à domicile des personnes âgées. Elle annonce, en septembre 1991, une nouvelle direction à la tête des huit médecins du dispensaire, maintenant dans ses locaux à titre provisoire.

M. Aoun, directeur des établissements de la Croix-Rouge française, affirme avoir cherché, pendant près de deux ans, un local à louer pour réinstaller le centre de soins, en partenariat avec les collectivités locales. En mai dernier, aucune des solutions envisagées n'a abouti, et le dossier « Levallois » revient à la Croix-Rouge des Hauts-de-Seine. M. Allardy, secrétaire départemental de l'organisation, décline toute responsabilité dans la fermeture du centre médico-social et assure : « Tous les gestes que je fais sont commandés par le siège central ».

Il reconnaît avoir choisi la veille des vacances pour ne pas risquer une occupation des locaux, comme cela s'était produit lors de la fermeture du centre, Charcot à Paris (19^e le Monde du 26 décembre 1990).

M. Ledon explique que si elle n'a pas été fermée, le dispensaire de Levallois-Perret n'aurait pas été fermé, et qu'il n'aurait eu aucune lettre de licenciement. Elle regrette surtout de ne pas pouvoir rendre ses patients, dont elle n'a plus les dossiers médicaux, afin de les orienter vers un autre centre de soins. A la Croix-Rouge, on indique que les usagers pourront se rendre au dispensaire de Villeneuve-la-Garenne, qui n'est qu'à 18 kilomètres, à vol d'oiseau.

C. R.

SOMMAIRE

LES FINS D'EMPIRES

31. - La dernière vice-roi des Indes. 2

ÉTRANGER

Liban : le premier tour des élections législatives... 3
La reprise des pourparlers de paix israélo-arabes à Washington... 3
Avant la conférence de Londres, les communautés de Bosnie campent sur leurs positions... 4
Canada : entente de principe sur les réformes constitutionnelles... 6
La normalisation des relations entre la Chine et la Corée du Sud... 6
Somalie : les efforts humanitaires menacés par la persistance des conflits claniques... 7
Togo : la démocratisation en otage... 7

POLITIQUE

La campagne pour le référendum du 20 septembre : M. Le Pen souhaite « la défaite du honteux traître » et la déconfiture du pire traître... M. Jack Lang invite les partisans de Maastricht à « battre le rappel » ; M. Garaud pense qu'un succès du « non » serait « une victoire de l'opposition » ; M. Harlem Désir se prononce pour un « oui » raisonné... 8

SOCIÉTÉ

Après l'échec du lancement de sa fusée H-2, le Japon entend coopérer dans l'espace avec la Chine et la Russie... 9
Malgré la poursuite de la grève dans quelques établissements, le mouvement de protestation des surveillants de prison a quasiment cessé... 9

SPORTS

Football : le championnat... 11
Sports équestres : la Polo Cup de Deauville... 11

CULTURE

Libé des festivals. - Salzbourg : le bilan de Gérard Morlier, nouvel intendant ; Salzbourg, l'opéra de Richard Strauss, à huis clos... 12
Woody Allen, de l'art à la vie... 12

ÉCONOMIE

L'économie anglaise sous le menace d'une hausse des taux. 13
Le chômage partiel a triplé en 1991... 13
Publication aux États-Unis d'une liste de produits chinois menacés de lourdes taxes à l'importation... 13
Renault fabrique une voiture électrique avec Mats... 14
Le groupe Random, numéro cinq de la distribution de produits informatiques, est placé en règlement judiciaire... 14

L'ÉCONOMIE

• Crise-télé, je t'aime, moi non plus... 16
• Les vins français menacés aux Pays-Bas... 16
• Opinion : « L'écotaxe, l'effet de serre et le développement », par Benjamin Desautels... 16 et 17

Services

Abonnements... 20
Annonces classées... 14 et 15
Carnet... 18
Loto... 21
Loto sportif... 18
Marchés financiers... 18 et 19
Météorologie... 21
Mots croisés... 21
Radio-télévision... 21
Spectacles... 20
La télématique du Monde : 3815 LEMONDE 3815 LM

Le numéro du « Monde » daté 23-24 août 1992 a été tiré à 499 107 exemplaires.

Demain dans « le Monde »

« Sciences/Médecine » : Manger pour vivre

En annonçant un plan d'action mondial contre la malnutrition, l'OMS et la FAO s'attaquent à l'ensemble des problèmes alimentaires de l'espèce humaine, de la famine à l'obésité. Dans le même supplément : la polémique sur la brevetabilité du génome humain n'en finit pas d'empoisonner la communauté scientifique internationale.